

Nouvelles violences au Caucase

La crise des nationalismes au Caucase est sans doute celle que M. Gorbatchev est le plus mal armé pour résoudre. Les incidents qui viennent de se produire dans le Haut-Karabakh montrent que, après le relatif apaisement intervenu cet été, le feu n'a jamais cessé de couvrir sous la cendre. Il embrase à nouveau la région, et si la situation n'est pas aussi grave qu'au lendemain des pogroms de Soumgaït, au mois de février dernier, elle n'en a pas moins repris la priorité dans les préoccupations du Kremlin.

On sait à quel point est étroite la marge de manœuvre dont dispose M. Gorbatchev. Toute rectification de la frontière entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan est pratiquement exclue, non seulement parce qu'elle risquerait d'entraîner de violentes réactions de la part de populations arméniennes - mais aussi parce qu'elle ouvrirait la porte à d'autres parties de l'URSS à d'inévitables revendications. Le Soviet suprême de l'Union, en juillet, a du reste écarté cette éventualité.

La tactique du secrétaire général du PC soviétique, qui s'est dès lors développée dans deux directions. Celle d'abord, fût-ce pas à pas, toutes les demandes - économiques, culturelles, sociales - des populations arméniennes qui n'impliquent pas une modification du « statu quo » territorial. A la rigueur, l'hypothèse a même été envisagée de doter le Haut-Karabakh d'un statut nouveau, protégeant mieux les Arméniens qui y demeurent, sans pour autant soustraire la région à la tutelle administrative de l'Azerbaïdjan.

L'autre volet de cette tactique a consisté, après un renouvellement des cadres politiques de la région, à engager le dialogue avec ceux-là mêmes qui, en Arménie, animent le mouvement nationaliste. C'est d'ailleurs encore aux dirigeants de ce mouvement que M. Gorbatchev s'est adressé lundi soir pour leur demander d'apaiser les esprits.

Le malheur est que tous les efforts ainsi déployés pour calmer le feu sont à la merci du moindre acte de violence à partir duquel redouble, comme cela semble avoir été le cas dimanche à Stepanakert, l'enchâînement des représailles entre ethnies hostiles. Le pouvoir est lui-même entraîné dans cet engrenage, les avions militaires débarquant des troupes chargées de rétablir l'ordre au moment où la grève générale est déclarée à Erevan.

Le seul espoir pour M. Gorbatchev - mais il est mince - est de gagner du temps, d'isoler progressivement les éléments les plus radicaux, de jouer le dialogue avec ceux qui veulent bien s'y prêter, de compter aussi sur un traitement économique de la crise et des étonnements. La partie peut-elle être gagnée ? Personne ne saurait aujourd'hui l'assurer. Au-delà d'un hypothétique retour au calme, c'est pourtant l'avenir de la « perestroïka » qui se joue, aussi, dans les Républiques caucasiennes.

(Lire nos informations page 3.)



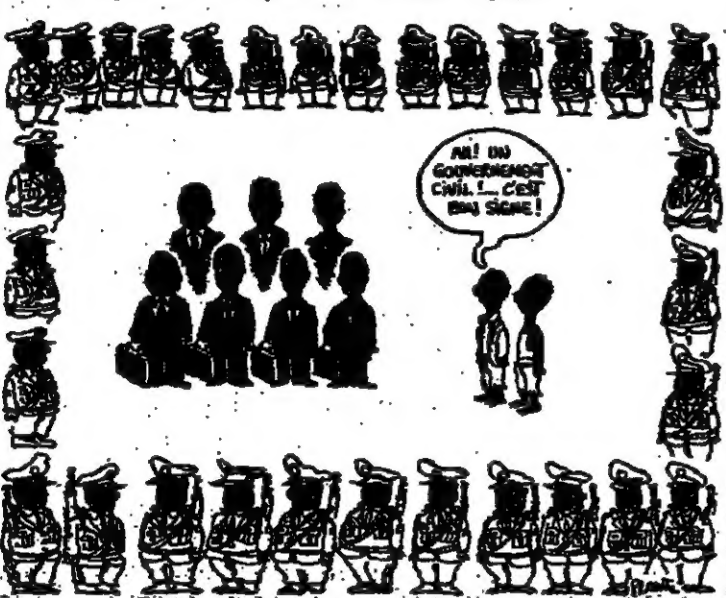
Espoir d'apaisement à Port-au-Prince

Les putschistes haïtiens confient le gouvernement à des civils

Après le coup d'Etat qu'il a dirigé contre le général Henri Namphy, le nouveau président, M. Prosper Avril, a formé, lundi 19 septembre, son gouvernement.

A l'exception d'un militaire en exercice, le cabinet est composé de personnalités civiles modérées.

Bien que la situation reste confuse, les militaires de la troupe continuant de présenter de nombreuses revendications, l'opposition haïtienne fait preuve d'un prudent espoir, tout comme l'administration américaine. La formation d'un cabinet composé de civils est en effet de nature à favoriser l'apaisement dans le pays.



Lire l'article de JEAN-MICHEL CAROIT page 4

Un entretien avec M. Jérôme Seydoux

Le patron d'UTA exige une vraie concurrence avec Air France

Air France, Air Inter, UTA : trois compagnies aériennes en France, c'est trop pour affronter la suppression des frontières européennes, en 1993, alors que Lufthansa règne en maître en RFA, et Alitalia en Italie. Le ministre des transports, M. Michel Delebarre réfléchit à la restructuration indispensable du transport aérien français. Il consulte beaucoup de monde, et parmi ses interlocuteurs figure M. Jérôme Seydoux, patron des Chargeurs, actionnaire à 82 % d'UTA. Celui-ci, dans un entretien accordé au « Monde », réclame une véritable concurrence avec Air France. Sinon, il vendra UTA.

Plus connu du grand public comme homme de médias - il a soutenu le *Main de Paris* et pris des participations dans la cinquième chaîne de télévision, - M. Jérôme Seydoux est avant tout un financier converti à l'industrie. A la tête des Chargeurs SA, il gouverne un empire dont le chiffre d'affaires en 1987 a été de 10,7 milliards de francs et qui comprend aussi bien les transports aériens (UTA), maritimes (Chargeurs réunis, croisières Paquet) ou terrestres (Clausen-Walton) que l'industrie (textile, films plastiques). Ses sympathies évidentes pour la gauche ne l'empêchent pas d'opter pour un système libéral en matière économique avec pour maître-mot la concurrence.

C'est sur ce thème qu'il aborde le vaste problème des transports aériens à l'horizon du marché unique européen de 1993. La compa-

gnie UTA, dont il est patron se trouve prise dans un dilemme : ou se fonde dans une entité nationale qui comprendrait également Air France et Air Inter, ou conserver son autonomie et entrer en concurrence avec la compagnie nationale.

C'est cette seconde solution qu'aurait retenue M. Jérôme Seydoux. Mais il y met plusieurs conditions : qu'UTA obtienne de nouvelles destinations pour se développer, que le gouvernement lui permette de faire preuve de son dynamisme, en un mot que soient établies les règles d'une véritable concurrence. M. Jérôme Seydoux se dit persuadé que deux compagnies ne seront pas de trop pour défendre la part du marché mondial des ailes françaises.

(Lire page 19, l'entretien avec M. Jérôme Seydoux.)

Hirohito dans un état critique

Quatre-vingt-sept ans, soixante-trois ans de règne. PAGE 24

La répression en Birmanie

Des centaines de morts ? PAGE 5

M. Bush en campagne

Des saynètes bien préparées... PAGE 4

Elections cantonales

La tradition des potentats. PAGE 6

Le Monde

SCIENCES ET MÉDECINE

■ L'utilisation des insectes dans l'industrie pharmaceutique. ■ Le vingt-cinquième anniversaire de la théorie de la tectonique des plaques. PAGES 17 et 18

Le sommaire complet se trouve en page 24

Un trafic de nouveau-nés au Guatemala

Enfants volés, enfants vendus

Une mission de la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) s'est rendue, l'été dernier, au Guatemala et en Haïti afin d'enquêter sur l'existence d'un éventuel trafic d'organes d'enfants en direction des Etats-Unis.

MM. Alain Feder et Antoine Garapon n'ont réuni aucune preuve dans ce domaine. En revanche, ils ont découvert, sous le couvert d'adoption vers des pays étrangers, un gigantesque trafic d'enfants - avec des complications dans l'administration.

Les murs de l'aéroport de La Aurora, à Ciudad-de-Guatemala, sont recouverts de visages d'enfants. De simples photographies en noir et blanc « scotchées » au passage des douanes, destinées aux couples étrangers qui quittent le pays en emmenant avec eux un enfant guatémaltèque. La presse, elle, publie régulièrement des photos d'enfants disparus dans les rues de la capitale ou volés en plein jour dans les hôpitaux. Ils sont, dit-on, à bas, destinés à l'exportation.

Les parents adoptifs se doutent rarement d'un tel trafic car les procédures sont soigneusement respectées : tous ne repartent-ils pas avec un jugement d'adoption guatémaltèque en bonne et due forme, accompagné d'un visa très officiellement délivré par

l'ambassade de France ? Mais une partie de l'histoire de leur enfant leur échappe : la plupart ont été achetés, voire dérobés à leur mère naturelle puis regroupés dans des garderies clandestines avant d'être confiés à leurs nouveaux parents. Rares sont les enfants qui peuvent raconter l'étrange récit de leur « disparition ». Le plus souvent, il s'agit de bébés, qui ne sont évidemment pas en âge de parler.

La mise en sans conteste la plus grande pourvoyeuse d'enfants guatémaltèques », note dans son rapport M. Antoine Garapon, qui rappelle que le taux de mortalité infantile (75 %) est le second d'Amérique latine.

ANNE CHEMIN.

(Lire la suite page 12.)

Les Jeux de Séoul

■ Tir : la deuxième médaille française

Le Français Nicolas Berthelot a remporté la médaille d'argent du tir à la carabine à air comprimé derrière le Yougoslave Maksimovic. Un rêveur timide sur le podium.

■ Natation : des promesses

Cécile Prunier sur 200 m nage libre et l'équipe de France masculine de relais 4 x 200 m nage libre se sont qualifiées pour des finales qui s'annonçaient prometteuses.

L'Allemand de l'Ouest Jens-Peter Berndt pourra participer à la finale du 400 m quatre nages malgré les réticences des autorités sportives de la RDA, pays où il est né et qu'il a quitté il y a trois ans.

■ Tennis : retrouvailles olympiques

Le tennis renoue avec l'olympisme soixante-quatre ans après les Jeux de Paris et subit un nouvel examen d'entrée : une leçon d'humilité pour les vedettes du circuit professionnel.

Lire pages 10 et 11 les articles de nos envoyés spéciaux

Les œuvres de jeunesse au Musée d'Orsay

Cézanne le passionné

Le Musée d'Orsay présente à partir du mercredi 21 septembre une exposition Cézanne qui réunit les œuvres de jeunesse, violentes, passionnées, déployées pour elles-mêmes, pour la première fois.

On est surpris, voire désemparé. Au lieu du peintre d'Aix qui, de natures mortes en paysages, de baigneuses en montagne Sainte-Victoire, de volumes en transparences lumineuses, aurait redonné solidité et clarté formelle à une peinture qui se délitait dans les clignotements rétiniques, au lieu de ce Cézanne père de tous les cubismes, c'est un Cézanne inconnu, inédit, violent, qui s'impose. Un Cézanne étonnamment proche de nous, de notre sensibilité, si contemporain même que l'on a souvent peine à imaginer qu'un siècle au moins sépare ses œuvres de jeunesse, réalisées

dans les années 60 du dix-neuvième siècle, d'œuvres de peintres d'aujourd'hui.

Peine à imaginer aussi que ce Cézanne-là ait pu servir de modèle au peintre de Zola, le génie de l'œuvre qui, découragé, finit par se suicider devant son tableau inachevé. Bien qu'il y ait beaucoup d'inachèvement dans la peinture du jeune Cézanne, on verserait plutôt ce « non finito », ces vastes plaines informes au compte d'un crime délibéré perpétré contre la peinture léchée, tant appréciée par les jurys du Salon.

Devant tant de fermeté, d'assurance, de détermination évidente à casser, à rompre avec l'art institutionnel, n'est-on pas amené à regarder enfin cette œuvre de jeunesse habituellement qualifiée de romantique ou de sombre, dite plus prosaïquement par le peintre lui-même

« manière couillarde », autrement qu'en termes de prélude au grand œuvre ? A la considérer presque d'emblée non seulement comme expression de soi, mais aussi comme manifestation d'un peintre qui cherche plutôt qu'il ne se cherche et qui, s'il ne sait ni ce qu'il cherche ni où il va, sait ce qu'il fait. Et cela malgré les ratages, malgré les maladroitures, malgré le parcours pris entre deux autoportraits. Le premier, l'étrange, haineux, l'œil mauvais de l'ennemi du genre humain, est celui du jeune Aixois qui bataille contre le père pour faire accepter son départ pour Paris et son projet d'y devenir peintre, un Paris d'où il reviendra une première fois découragé et prêt à tout lâcher : ce qu'il aurait peut-être fait sans Zola, l'ami d'enfance.

GENEVIÈVE BREERETTE.
(Lire la suite page 13.)

Turgut Özal

Premier ministre de Turquie

LA TURQUIE EN EUROPE

Préface de Francis Lamand

Une réflexion qui éclaire la richesse historique qui a précédé à la longue marche de la Turquie vers l'Europe et à sa progressive intégration politique et économique.

PLON

كذا من الأصل

Etranger

ISRAËL : après le lancement de son premier satellite

Jérusalem renforce sa capacité de dissuasion

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Le moral était au plus bas et l'image de marque du pays entamée par le soulèvement dans les territoires occupés. Israël éprouvait sans doute le besoin d'un peu de baume. C'est donc fait, et le pays le doit à ses scientifiques qui ont réussi, lundi 19 septembre, ce dont moins d'une dizaine de nations au monde sont capables : placer par ses propres moyens un satellite sur orbite spatiale (nos dernières éditions du 20 septembre). Même s'il ne s'agit encore que d'un engin expérimental, la performance est notable : elle fait d'Israël la première puissance spatiale au Proche-Orient.

Il est encore trop tôt pour en mesurer les éventuelles conséquences stratégiques et militaires. L'heure était lundi aux éditions spéciales dans les journaux et à la radio, et à la satisfaction devant la réussite scientifique. Le premier ministre, M. Itzhak Shamir, saluait ce « pas de géant réalisé par ce petit Etat et qui place Israël aux échelons supérieurs de la technologie mondiale ». Comme la plupart des autres dirigeants israéliens, M. Shamir assurait que l'objectif premier de ce lancement n'était pas militaire : « Le

satellite n'est pas un satellite espion ».

Et M. Shimon Pérès - le chef travailliste - réchérissait : « Ce n'est pas une arme ». Il n'est pas question de participer à la course aux armements dans l'espace, concluait le chef de l'Agence spatiale israélienne, le député d'extrême droite Yuval Neeman, affirmant catégoriquement : « Ce satellite a une mission purement scientifique ».

Il s'appelle Horizon-1 (Offek-1) : 156 kilos, 2,3 mètres de hauteur, 1,2 mètre de diamètre à la base. Il navigue maintenant sur une orbite dite basse, dont le point le plus haut est à 1 000 kilomètres et le plus bas à 250 kilomètres de la Terre. Il effectue le tour du globe toutes les quatre-vingt-dix minutes, utilisant de l'énergie solaire et collectant, en principe, des informations sur les champs magnétiques terrestres devant permettre de tester leur transmission à terre. Sa durée de vie ne devrait pas dépasser un mois.

Horizon-1 a été lancé lundi à 11 h 33 d'un site dont la localisation a été tenue secrète : il s'agit vraisemblablement d'une base voisine de la côte méditerranéenne, et quelques dizaines de kilomètres d'une plage du sud de Tel-Aviv ont pu apercevoir le décollage de la fusée. Celle-ci, selon

la presse israélienne, était sans doute un dérivé de la dernière série de missiles de type Jericho fabriqués par les compagnies israéliennes Israël Aircraft Industries et Rafael.

Les experts n'ont pas été surpris par la capacité d'Israël à concevoir et assembler un satellite, du fait de ses connaissances avancées dans les domaines de l'informatique et de l'optique spatiale. Ils estiment que la performance réside avant tout dans la maîtrise de la mise sur orbite. Seuls les Etats-Unis, l'URSS, la Chine, l'Inde, le Japon, la Grande-Bretagne et la France appartiennent jusqu'à présent au club très fermé des puissances possédant ce maillon de la chaîne spatiale.

Retombées militaires

Même si les Israéliens s'en défendent, la percée a des significations militaires. Ne serait-ce que d'un point de vue psychologique, puisqu'elle vient conforter cette image d'un Israël techniquement très supérieur à ses adversaires et voisins - et dont on dit qu'il possède depuis longtemps déjà l'arme nucléaire. Par ce qu'il représente de maîtrise scientifique, Horizon-1 accroît la capacité de dissuasion

d'Israël. Si le programme se poursuit sans accroc dans les trois ans à venir, l'Agence spatiale israélienne, créée en 1983, devrait être en mesure de placer sur la même orbite un vrai satellite d'observation d'une durée de plusieurs années. L'engin ne pourra toutefois fournir des informations aussi complètes et précises que celles des satellites géostationnaires américains. Israël, dans ce domaine, ne fait que réduire sa dépendance à l'égard des Etats-Unis. Il ne la supprime pas.

ALAIN FRACHON.

● Fermeture de centres de formation palestiniens. - Dix centres palestiniens de formation pour adultes ont été fermés lundi 19 septembre par l'administration militaire israélienne à Naplouse (nord de la Cisjordanie), a-t-on appris de source proche de cette administration. Les autorités ont interdit l'enseignement dans ces centres où étaient dispensés des cours du soir durant la période de fermeture des écoles publiques. Près de huit cent cinquante écoles et universités sont fermées par l'armée, pratiquement sans interruption depuis le mois de janvier, sous le motif qu'elles servent de « foyers d'agitation ». (AFP.)

LIBAN : la préparation de l'élection présidentielle

Le camp chrétien se rallierait à la candidature de M. Raymond Eddé

BEYROUTH
de notre correspondant

La parade ? Le camp chrétien est persuadé de l'avoir trouvée, et elle porte un nom : M. Raymond Eddé, l'indépendant de Paris.

Confrontés à ce qu'ils considéraient comme un diktat syrien et un lynchage américain, les dirigeants chrétiens ont vite abouti à la conclusion que le meilleur moyen de combattre la « nomination » d'un président libanais par Damas avec l'aval de Washington - en l'occurrence,

M. Mikhael Daher, député maronite de l'Akkar - était de lui opposer un concurrent.

Trois noms étaient envisagés : ceux de MM. Raymond Eddé, René Moawad et Boutros Harb. Mais c'est M. Eddé qui se détache : tout ce qui était pour lui un handicap est soudain devenu un atout. N'est-il pas déjà candidat à la présidence, ce qui évite d'avoir à présenter spécialement une candidature contre l'homme de Damas ? N'est-il pas un vieil ennemi aussi bien des Forces libanaises (milice chrétienne) que

du Parti phalangiste, et donc au-dessus de tout soupçon de complaisance avec eux, ou même de complaisance à leur égard ? N'est-il pas, à ce titre mais pas seulement, le maronite préféré de l'islam libanais, en particulier des sunnites ?

Même le fait de résider depuis douze ans à Paris, qui lui était jusqu'alors reproché, tourne à son avantage en le soustrayant aux pressions et en le plaçant hors de la mêlée.

Pour M. Eddé, tout cela apparaît comme une éclatante revanche, même s'il ne doit pas être élu. Il s'agit, en effet, de renverser le jeu et

de mettre les Syriens, actuels maîtres de la situation, sur la défensive, car, si le quorum parlementaire était atteint à la séance du 22 septembre convoquée à dessin au dernier jour du mandat du président Gemayel, l'élu serait quasi certainement non le candidat syrien, mais son rival.

Désarroi

Passé le premier moment de désarroi au vu de ce que le secrétaire d'Etat adjoint américain, M. Murphy, ramenait de Damas, ce fut, en secteur chrétien, un branle-bas de combat (politique) où l'on vit se rassembler l'ardeur des députés les plus réagissants à leur sort de machines à enregistrer les décisions des autres.

Le patriarche maronite, Mgr Sfeir, homme modéré s'il en est, qui avait d'ailleurs pris les devants l'avant-veille en appelant les parlementaires à un surcroît de dignité, a réuni les leaders de sa communauté lundi. Ceux-ci rejetèrent l'idée même d'un président parachuté et décidèrent d'appeler à une assemblée de tous les députés chrétiens mardi pour adopter une décision commune, celle précisément de batailler autour du nom de M. Eddé.

Pour bien marquer que pour eux, M. Daher n'était qu'un élément d'un compromis d'ensemble avec les Américains, les Syriens ont, pour leur part, fait savoir que M. Murphy n'avait pas obtenu l'adhésion unanime autour de ce candidat, ils revenaient à leur soutien de M. Soleiman Frangé.

De son côté, le président Gemayel consacra les trois derniers jours de son mandat à mettre au point le gouvernement, présidé par un maronite, à qui il remettait ses pouvoirs le 23 septembre en cas de vacance présidentielle, et qui sera évidemment récusé par le camp musulman, lié à la Syrie, celui-ci considérant le cabinet en place comme seul légal.

Dualité de gouvernement, dualité de pouvoir : les Libanais trouveront-ils le moyen de faire fonctionner leur pays - leurs finances et leur économie - dans ces conditions ? Est-il certain que cette nouvelle bataille se déroulera sans obus ni mitraille ? L'explosion d'une voiture piégée, mardi matin dans la banlieue chrétienne de la capitale, n'a fait qu'aviver les craintes.

LUCIEN GEORGE.

IRAQ

Bagdad envisage de détourner le cours du Chatt-al-Arab

Les négociations de paix irano-irakiennes toujours dans l'impasse, le gouvernement de Bagdad a fait savoir, lundi 19 septembre, qu'il étudiait la possibilité de détourner le cours du Chatt-al-Arab, formant la frontière avec l'Iran et dont le statut se trouve au centre des difficiles discussions entre les deux pays.

L'agence irakienne INA a annoncé que le président Saddam Hussein avait présidé une réunion de responsables militaires consacrée à l'examen de « la possibilité de détourner le cours du Chatt-al-Arab ». L'Irak voudrait voir reconnaître sa souveraineté sur la totalité de la voie d'eau, son seul débouché sur le Golfe, tandis que l'Iran, qui se réfère notamment à l'accord d'Alger de 1975, situe sa frontière au milieu du cours d'eau.

Les négociations irano-irakiennes, engagées à Genève sous l'égide de l'ONU, n'ont pu progresser, Bagdad exigeant comme condition à la poursuite des pourparlers la garantie de libre navigation dans le Golfe, ainsi que dans le Chatt-al-Arab, dont il exige le dragage immédiat. L'agence INA n'a donné aucune précision quant au projet examiné lundi. - (AFP, Reuters.)

ALGERIE : le sort des enfants de couples franco-algériens

Le président Chadli récusé le concept de binationalité

ALGER
de notre correspondant

Le président Chadli a répondu indirectement aux interrogations des mères françaises, épouses d'Algériens, qui se battent depuis quinze jours pour que leurs enfants puissent continuer à fréquenter les établissements scolaires de l'Office universitaire et culturel français en Algérie (OUCFA), en s'appuyant sur le concept de binationalité (le Monde des 29 juillet et 6 septembre). « Il n'y a pas de binationalité, ce sont des nationaux. Leurs pères sont Algériens, ils sont Algériens et soumis à la loi algérienne », a déclaré le chef de l'Etat dans un discours prononcé lundi 19 septembre, au Club des Pins, devant les comités de coordination des wilayas (départements), en présence des membres du bureau politique du FLN et du gouvernement.

En évoquant la récupération des établissements de l'OUCFA et des élèves algériens qui les fréquentaient, à la veille de la rentrée scolaire fixée au 20 septembre, le président a estimé qu'il s'agissait là d'une « question de souveraineté nationale, sacrée, non négociable ». M. Chadli Benjeddid a ajouté qu'il regrette que « certaines épouses d'Algériens se trouvent en Algérie manifestant pour exiger le maintien de leurs enfants dans des écoles françaises. Ces familles, et particulièrement les mères, doivent choisir clairement. S'ils veulent une culture étrangère, ils n'ont qu'à s'en aller vers le pays qui les réclame », a-t-il estimé - car ils n'ont aucune condition à imposer à la révolution algérienne. - Ceux qui posent de telles conditions sont des « complexes qui n'ont pas confiance dans leur personnalité, leur patrie, leur langue, leur civilisation et leur religion », a conclu le président sur ce sujet sensible qui mine les relations franco-algériennes depuis plusieurs mois.

Dans le même discours, le chef de l'Etat a sévèrement dénoncé « les larves » affectant l'économie algérienne et la « complaisance des responsables à l'égard de ceux qui sèment la confusion dans les esprits » ainsi que « les attitudes négatives, l'incompé-

tence, et le manque d'initiative et de créativité », avant de fustiger le « comportement irresponsable du secteur privé et du secteur d'Etat ». Le président Chadli a condamné « les esprits réfractaires » et incité ceux qui se sentent incapables de suivre le rythme « à céder leur place aux jeunes diplômés des universités ». Toujours dans le secteur économique, il a rappelé la nécessité d'une « austerité de rigueur aujourd'hui pour la consolidation de la souveraineté nationale ».

Les propos du président Chadli viennent en point d'orgue couronner une campagne de presse alarmiste sur la situation économique et la vigilance nécessaire pour « surmonter les difficultés actuelles avec le concours de tous ». A moins de trois mois du quatrième congrès du FLN qui élira son secrétaire général, candidat unique du Parti à l'élection présidentielle qui aura lieu au début de l'année prochaine, le ton du discours et la fermeté des propos préfigurent ce que seront les débats que le président soumettra pourant dominés par « le réalisme, le travail et l'engagement ».

Sur le plan international, M. Chadli a surtout annoncé le lancement dès ce mardi 20 septembre de débats populaires simultanés en Libye et en Algérie sur l'unité entre les deux pays. Il a insisté sur la nécessaire participation de tous les citoyens aux discussions, précisant que « tous les avis et opinions seront recueillis et consignés dans un avant-projet qui sera soumis aux deux peuples pour approbation par référendum ». Depuis plus d'un an, cette unité est régulièrement évoquée par les dirigeants des deux pays. Les Libyens parlent volontiers d'« union » tandis que les Algériens préfèrent utiliser le terme d'« unité » apparemment plus restrictif. L'action bilatérale complète l'action unitaire maghrébine », a estimé le président avant de rappeler le premier sommet maghrébin des cinq chefs d'Etat tenu au mois de juin dernier à Alger et « la nécessité d'unifier les efforts et de mettre en commun les moyens pour bâtir l'avenir ».

FREDERIC FRITSCHER.

M. Ali-Yahia, militant des droits de l'homme a reçu de « graves menaces » anonymes

ALGER
de notre correspondant

M. Abdennour Ali-Yahia, président de la Ligue algérienne des droits de l'homme, a été assailli, le 19 septembre, par la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) et toujours non reconnue par les autorités algériennes - lesquelles ont donné leur accord à une autre ligue présidée par M. Miloud Brahimi en avril 1987, - a déposé, mardi 13 septembre, une plainte contre X... auprès du procureur général de la République, pour menaces de mort.

Du 6 au 14 septembre, l'avocat algérien, ancien ministre des travaux publics et de l'agriculture à l'époque du président Boumedienne, a reçu quotidiennement plusieurs appels téléphoniques, en français et en arabe.

« Tu es un homme mort », lui répétait inlassablement son correspondant anonyme, qui lui a toutefois précisé, dimanche 11 septembre : « L'exécution, c'est pour demain ». Lundi 12 septembre, M. Ali-Yahia s'est rendu à son cabinet comme à l'accoutumée. Les coups de téléphone n'ont repris que le lendemain, mais son correspondant restait muet. « Seul son souffle était perceptible », selon l'avocat qui nous a affirmé ne plus avoir reçu d'appels depuis le 14.

M. Ali-Yahia nous a dit avoir voulu informer le ministre de l'Intérieur des « graves menaces » dont il a fait l'objet, « mais, a-t-il regretté, je n'ai pas pu déposer ma lettre à son cabinet ». L'avocat, arrêté le 9 juillet 1985 pour avoir agi au nom d'une association non reconnue par les autorités, avait été condamné à onze mois de prison ferme le 19 décembre 1985 par la Cour de sûreté de l'Etat siégeant à Médéa.

Libéré après avoir purgé l'intégralité de sa peine, il était de nouveau appréhendé quelques mois plus tard et placé en résidence surveillée dans le sud du pays, jusqu'à ce qu'une

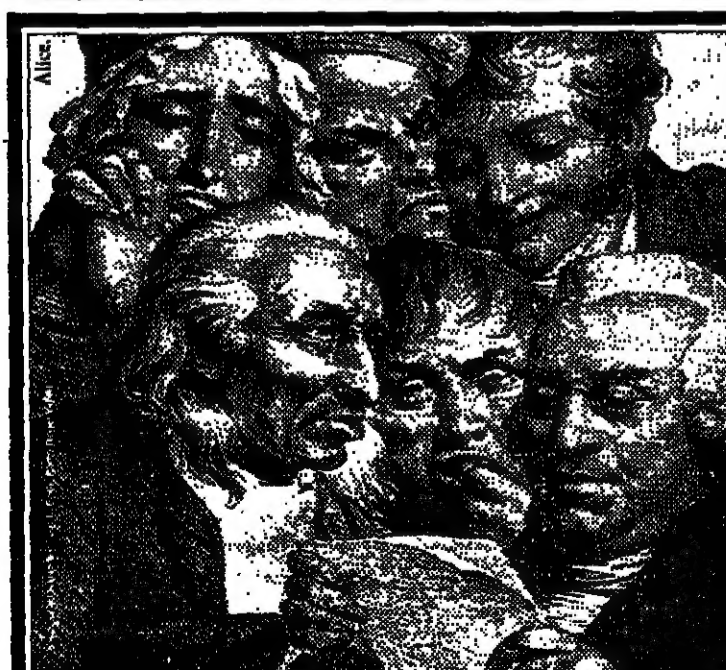
grâce présidentielle mette un terme à sa rélegation. Privé de son passeport jusqu'à cet été (le ministre de l'Intérieur le lui a restitué personnellement au mois de juillet), il a pu séjourner au mois d'août à Paris, où il a donné une conférence sur les droits de l'homme en Algérie. M. Abdennour Ali-Yahia fait le lien entre cette conférence et les menaces qu'il a reçues.

F. F.

EN BREF

● Un Péruvien chargé des affaires spéciales par le secrétaire général de l'ONU. - M. Perez de Cuellar a nommé M. Alvaro de Soto sous-secrétaire général pour les affaires spéciales. Agé de quarante-cinq ans, M. de Soto, un Péruvien très proche du secrétaire général, s'occupera de la « gestion » de plusieurs projets politiques actuellement en cours. Sa nomination confirme le recentrage du pouvoir au sein du secrétariat après le départ de M. Diego Cordovez, ancien négociateur de l'ONU pour l'Afghanistan et, selon certains, « concurrent politique de M. Perez de Cuellar ». Confronté à un nombre croissant d'affaires diplomatiques délicates, le secrétaire général concentre davantage le pouvoir au sein d'une équipe restreinte. - (Corresp.)

● ROUMANIE : L'ex-roi Michael compare M. Ceausescu à Pol Pot. - L'ancien roi Michael I^{er} de Roumanie a estimé, le lundi 19 septembre, à Genève, que le programme de regroupement des villages lancé en avril par le président Nicolas Ceausescu, qu'il compare à Pol Pot, l'ancien dictateur du Cambodge, allait aboutir à la « destruction de tout un peuple ». Lors de sa première déclaration à la presse internationale depuis son arrivée en Suisse, où il vit en exil depuis les années 50, l'ancien souverain, âgé de soixante-six ans, a lancé un appel à l'aide « aux amis étrangers et aux Roumains de la diaspora » afin qu'ils ne fassent « pas périr un peuple innocent ». - (AFP, Reuters.)



L'héritage et sa psychopathologie

PAR ERIC TOUBIANA

Le droit, l'histoire, la littérature et l'expérience clinique sont la toile de fond de ce premier essai psychanalytique qui dévoile le tabou de l'héritage.

Collection "Vies Nouvelles en psychanalyse" dirigée par Jean Laplanche 180 pages - 1987



LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Afrique

MAROC

Deux milliards de dons pour le « phare » de l'islam

Une collecte pieuse a pris les proportions d'une affaire nationale ces derniers jours : celle qui a rapporté 2 milliards de dirhams (environ 2 milliards de francs) pour la construction de la grande mosquée Hassan II à Casablanca. Depuis plusieurs mois (le Monde du 12 novembre 1987), il était question de ce projet grandiose visant à doter la capitale économique du royaume d'un des plus grands édifices religieux du monde musulman, conçu pour accueillir vingt mille fidèles à l'intérieur et soixante mille sur l'esplanade, avec un minaret de 172 mètres, le plus haut du monde.

L'immense chantier était déjà bien avancé, sur le littoral, l'ouvrage étant construit sur pilotis au-dessus de l'Atlantique de façon à être un « phare » de l'islam. Restait la question du financement. Certains disaient déjà que la dévotion royale allait coûter cher au budget de l'Etat quand Hassan II aborda la question dans son traditionnel discours à la nation à l'occasion de la fête de la jeunesse, le 9 juillet, et annonça l'ouverture immédiate d'une souscription assortie de la remise d'un document représentant l'ouvrage en guise de reçu et permettant aux donateurs d'être inscrits dans le livre d'or.

« Qui donnera, ne se vante pas », dit un proverbe arabe. C'est qu'un dirham, sera considéré comme un acte de dévotion, a-t-il dit. Différentes structures de collecte furent immédiatement mises en place sous l'impulsion du ministre de l'Intérieur. La presse consacra ses manchettes aux

dons du Palais, le roi ayant signé un chèque de 4 millions de dirhams pour son compte et d'autres d'une valeur de plusieurs millions au nom des princesses et des princes héritiers.

Des amis étrangers du Maroc — tel M. Maurice Druon — envoyèrent leur propre contribution, annoncée par la presse. Réalisateur de l'ouvrage — conçu par un architecte français, M. Pineau — M. Francis Bouygues a donné — c'était le moins qu'il pût faire — 2,5 millions de dirhams.

Au total, douze millions de personnes physiques et dix mille personnes morales — entreprises, associations, collectivités locales — ont fait des dons allant de moins de 5 dirhams à plusieurs millions. Le record absolu est détenu par M. Mohamed Karim Lamrani, ancien premier ministre et homme d'affaires, qui a participé personnellement pour 20 millions de dirhams, « 2 milliards de centimes » comme dit la presse pour grossir l'effet.

Tous les riches n'ont pas mis aussi spontanément la main au portefeuille. Certains chèques trop modestes ont été retournés aux signataires, avec une invitation à se montrer plus réceptifs à l'appel du roi. Toute cette comptabilité a été mise sur ordinateur. La réception des dons a été accompagnée de certaines investigations sur les ressources. On murmure à Rabat que l'opération « mosquée » aura aussi permis de constituer la première base sérieuse pour une fiscalité plus juste et plus efficace.

J. de L. G.

La visite du secrétaire général de l'ONU en Afrique du Sud

M. Perez de Cuellar veut mettre en œuvre le plan pour l'indépendance de la Namibie

NEW-YORK
de notre correspondant

Le Secrétaire général des Nations unies devait quitter New York le mardi 20 septembre pour Johannesburg, où il accomplira une visite officielle de trois jours. Accompagné de trois de ses principaux collaborateurs — MM. Ahtissari, Goulding et Farah — il s'entretiendra avec le président sud-africain, M. Pieter Botha, et se rendra ensuite en Angola.

En rompant momentanément l'isolement diplomatique de l'Afrique du Sud, M. Perez de Cuellar espère ajouter un nouveau succès à son palmarès, à savoir la mise en route du plan des Nations unies pour l'indépendance de la Namibie. Proposé par l'Afrique du Sud, l'Angola et Cuba à l'issue des négociations menées, avec l'aide des Etats-Unis, à Genève en août dernier, la date du 1er novembre 1988 a été officiellement retenue pour le début des opérations. Malgré les désaccords constatés tant sur le terrain que dans la poursuite des contacts diplomatiques à Brazzaville et à Abidjan, le Secrétaire général ne désespère pas de pouvoir tenir un calendrier que le gouvernement de Pretoria a déjà remis en cause. Il semble, en effet, certain que M. Botha a fait de cette visite une condition à l'application du plan et que les hésitations de M. Perez de Cuellar, prudent devant les difficultés constatées dans la capitale congolaise, ont irrité le gouvernement sud-africain.

Le sort de la Namibie (appelée aussi Territoire du Sud-Ouest africain) est sans doute le plus vieux conflit dont s'occupent les Nations unies, en tant que successeurs de la Société des Nations. Colonisé par les Allemands à la fin du siècle dernier, conquis par l'Afrique du Sud en 1915, le territoire fut confié en mandat à cette dernière en 1920 par la SDN. Aménagé par Pretoria en 1949, malgré l'opposition des Nations unies, il fut déclaré « indépendant » en 1966, lorsque l'Assemblée générale retira le mandat de 1920.

Mais ce n'est qu'en 1978 que M. Kurt Waldheim, à l'époque Secrétaire général, proposa un plan de règlement détaillé devant sauvegarder les intérêts de l'ensemble des tribus namibiennes et des Blancs, largement inféodés à Pretoria. La persistance de la guerre civile en Angola et l'augmentation rapide de la présence soviétique et cubaine dans ce pays ont suffisamment effrayé l'Afrique du Sud pour que celle-ci refuse l'indépendance avant

le départ des soldats cubains, alors que le manque d'habileté politique du chef de la SWAPO, l'organisation politique reconnue comme « seul représentant du peuple namibien » par l'ONU, a fait le reste.

Les pressions internationales, y compris américaines, exercées sur l'Afrique du Sud, et le changement d'attitude de l'Union soviétique à l'égard de l'Angola, ont fini par persuader Pretoria qu'un règlement en Namibie pourrait améliorer l'image du régime sud-africain.

Assemblée constituante

L'achèvement du plan d'indépendance pourrait durer environ un an. Basé sur la résolution 435 du Conseil de sécurité (septembre 1978), son application requerra la présence d'un « groupe d'assistance provisoire », composé de nombreux personnels internationaux et dirigé par le représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU, M. Martti Ahtissari (Finlande).

La tâche principale sera d'assurer la « préparation et le déroulement impartial d'élections » pour une assemblée constituante. Avant les élections, l'ONU entend obtenir « un cesse-le-feu dans la guerre qui oppose le SWAPO à l'Afrique du Sud, le retrait progressif de l'armée sud-africaine, l'élimination de toutes les lois anti-démocratiques, la libération des prisonniers politiques et la disparition de toute forme d'intimidation à l'égard de la population ».

Pour cela, le groupe d'assistance disposera d'une branche civile et d'une force militaire, les deux dotées de personnels et de matériels « très importants », disséminés à travers au moins cinquante centres géographiques, où l'ONU assurera, en coopération avec l'administrateur sud-africain, également le maintien de l'ordre public. Dans un document publié il y a quelques jours, le secrétaire général affirme que les personnels choisis « devront être totalement impartiaux et objectifs » et prêts pour un séjour « long et physiquement épuisant ». Le recrutement des volontaires ayant déjà commencé, les responsables de l'ONU paraissent confiants et pensent que le voyage de M. Perez de Cuellar permettra de débloquer le terrain pour la poursuite des contacts de Brazzaville et la mise en route effective du plan.

CHARLES LESCAUT.

Europe

POLOGNE : prochaine réunion du comité central

La démission du gouvernement accentue l'atmosphère de crise

VARSOVIE
de notre envoyé spécial

Le pouvoir polonais s'est offert, lundi 19 septembre, un grand show de démocratie parlementaire avec la démission du gouvernement, appelé dramatique et retransmission quasi permanente à la télévision, accentuant l'atmosphère de crise politique qui règne sur ce pays depuis un mois.

La démission du gouvernement de M. Zbigniew Messner a été acceptée au fin de soirée au Parlement par 359 voix contre 1 et 17 abstentions. La Diète se réunira de nouveau le 28 septembre. D'ici là, comme le prévoient les statuts, M. Messner et son cabinet continueront d'expédier les affaires courantes. Selon une source du PC polonais (POUP), le comité central doit se réunir en plénum le 26 septembre — soit moins d'un mois après le dernier plénum — vraisemblablement pour mettre au point la stratégie du prochain gouvernement et entériner les éventuels changements de personnel.

Depuis une semaine, c'est-à-dire depuis que les contacts avec l'opposition sont entrés dans une phase décisive, les diverses instances du pouvoir n'ont cessé de se réunir, du bureau politique, convoqué ces temps-ci tous les quatre jours, aux réunions secrètes régionales du parti réunies autour du général Jaruzelski. De toute évidence, les grèves d'août puis la décision de dialoguer avec Solidarité ont provoqué une crise au sein d'un parti qui offrait depuis des mois le spectacle d'un désarroi total. Cette situation ne relève plus seulement de la rumeur mais transparaît à travers les déclarations de dirigeants du POUP.

M. Mieczyslaw Rakowski, membre du bureau politique, a fait état, la veille au soir, d'une « divergence » sur le projet de table ronde pour l'opposition ; M. Stanislaw Ciolek, secrétaire du comité central, expli-

quait la semaine dernière devant Lech Walesa et ses amis que la reconnaissance de Solidarité se heurterait à la résistance des cadres de l'armée et des militants du parti.

L'offensive de la direction des syndicats officiels (OPZZ) contre le gouvernement, qu'ils considéraient comme responsable de cette crise, avait déjà fait peser le menas d'un limogeage, le mois dernier, sur M. Messner, en place depuis trois ans. Celui-ci avait été sauvé in extremis par le général Jaruzelski, dont il est, après tout, l'un des hommes. Lorsque la Diète s'est réunie, la décision avait déjà été prise : M. Messner, cinquante ans, présenterait la démission de son gouvernement et le soumettrait au vote — une procédure inhabituelle ici. On murmure dans les couloirs de la Diète qu'au cours de la réunion du bureau politique, samedi, il aurait été demandé à M. Wladyslaw Balca, membre du bureau politique depuis juin, chargé de la politique économique, de succéder à M. Messner, une charge qu'il avait refusée précédemment.

On ignore si M. Balca a accepté cette fois-ci de se soumettre. L'annonce inopinée de son arrivée lundi soir à Moscou, où il a été accueilli par son alter ego au bureau politique soviétique, M. Nikolai Slonkov, a fait repartir les rumeurs de plus belle. D'autres sources précisaient cependant que M. Messner serait appelé à reformer un gouvernement modifié.

Scepticisme de Solidarité

Cette apparence de jeu démocratique autour du gouvernement — dont on sait bien que dans ce genre de système il ne faut qu'exécuter la politique du parti — peut viser à donner à la population une impression de grand effort politique pour dénouer la crise. En jetant le gouvernement en pâture, le pouvoir dés-

gnerait ainsi, à peu de frais, un responsable qui n'est pas la direction du POUP. C'est l'interprétation des milieux de Solidarité qui ne faisaient pas grand cas, lundi, de tout ce remue-ménage. Joint par l'AFP, Lech Walesa estimait par exemple qu'il fallait « un changement de système, non pas un changement de personne ». Il se pourrait aussi que le pouvoir cherche, par l'intermédiaire des députés catholiques (une vingtaine au total), à attirer l'Eglise dans une coalition qui permettrait aux autorités d'aborder à la fin octobre les pourparlers de la table ronde en position de grand conciliateur. Le cardinal Glemp a reçu lundi le vice-président du Parlement, M. Cierzy Ozdowski, pour parler de la « réconciliation nationale ».

Toujours est-il que plus d'un député, lundi, s'est laissé prendre au jeu du « suspense » procédural. Il régnait à la Diète une atmosphère de grande excitation, chacun courrant en tous sens, sans bien sûr le général Jaruzelski, toujours raide et impassible.

Débat animé

M. Messner a prononcé un étrange discours, reconnaissant certains échecs économiques et demandant un « crédit de confiance » pour le nouveau gouvernement. « Les gouvernements tombent, les problèmes restent. Chaque fois que le Pologne a eu un changement de régime, elle l'a gaspillé », a-t-il dit avant d'aborder le thème de la table ronde. La plus importante est que les différences de vues et d'intérêts ne bloquent pas les transformations progressistes. Nous devons être conscients du fait que nous devons payer en cas d'échec.

La sensation a été créée par un député sans parti (ils sont environ cinquante), M. Ryszard Bender, d'ailleurs coutumier du fait, puisque c'est lui qui, au printemps, avait demandé dans la même assemblée la vérité sur Katyn (où les

Soviétiques sont accusés d'avoir massacré des milliers d'officiers polonais pendant la guerre). « Ce n'est pas seulement le gouvernement, mais le modèle d'exercice du pouvoir, qui doivent être sérieusement modifiés », a-t-il déclaré. Si le pouvoir qui dispose de l'armée, de la police et de l'industrie lourde, n'est pas capable de subvenir aux besoins matériels de la population, il doit accepter de gouverner avec d'autres cercles politiques et permettre à l'opposition de présenter un programme économique alternatif. On ne peut pas se contenter d'arrêter : à part les associations, à part Solidarité, qui doit prendre la place qui lui revient dans le mouvement syndical, de nouveaux partis politiques sont nécessaires.

Après avoir ainsi demandé si plus ou moins de la pluralisme syndical et politique, M. Bender s'est adressé au numéro un du POUP : « La Pologne gagnera beaucoup si vous, monsieur le général, en commun avec notre premier prix Nobel de la paix, prenez position sur les affaires vitales du pays. Je lance le même appel à Lech Walesa. »

Il a cependant fallu attendre l'intervention d'un député du parti paysan, M. Kozakiewicz, pour que quelque chose de haut et clair la responsabilité du parti : « Le gouvernement n'est pas souverain, sa subordination directe à la direction d'un parti unique est la négation évidente du principe de coalition et la preuve qu'on limite le gouvernement au seul rôle d'exécutant. Cet arrangement qui remonte à l'ère stalinienne limite aussi les droits du Parlement. »

Après quelques hésitations dues à la confusion, les députés polonais ont donc accepté la démission d'un gouvernement auquel, il y a quelques mois, on leur demandait de voter les pleins pouvoirs pour mener à bien la réforme économique.

SYLVIE KAUFFMANN.

URSS : plusieurs victimes lors d'incidents inter ethniques

M. Gorbatchev demande au Comité Karabakh d'« agir pour calmer la population arménienne »

Les heurts qui se sont produits le dimanche 18 septembre entre Arméniens et Azeris dans la région azerbaïdjanaise du Haut-Karabakh ont fait au moins un mort et vingt-quatre blessés. Un porte-parole du ministère des affaires étrangères d'Azerbaïdjan, à Bakou, a déclaré le 20 septembre à Bakou, qu'un Arménien avait succombé des suites de ses blessures, subies au cours des troubles intercommunautaires. La veille au soir, l'agence Tass à Moscou avait fait état officiellement de vingt-cinq blessés « parmi les deux

nationalités » et précisé que dix-sept avaient été hospitalisés. Des armes à feu et des armes blanches ont été utilisées pendant les affrontements.

Selon des informations en provenance d'Erevan, la capitale de l'Arménie, quatorze Arméniens figurent parmi les blessés. Trois ont été grièvement atteints. Dans un premier temps, trois personnes ont été agressées alors qu'elles traversaient un véhicule le village arzi de Khadjali, proche du chef-lieu de Stepanakert, où vivent cinquante

mille Arméniens. Onze autres ont été blessés ensuite lors d'une expédition arménienne de représailles dans ce village. A Erevan, la mère du militant arménien Moïse Goroussian a déclaré que, selon certaines rumeurs, le bilan serait beaucoup plus lourd et que plusieurs dizaines d'Arméniens auraient trouvé la mort dans ces affrontements.

C'est la première fois en tout cas depuis l'été que l'agence Tass évoque les événements dans le Caucase, et le porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères, M. Guennadi Guerassimov, a reconnu que la situation à Stepanakert était « tendue, très tendue ».

Grève à Erevan

Au lendemain de ces incidents, la tension est brusquement montée en Arménie. Lundi 19 septembre, la grève était pratiquement générale à Erevan et s'étendait mardi à d'autres villes. A Erevan, le président du Soviet des conservateurs, M. Grant Vaskanian, a été tué par la foule massée lundi après-midi sur la place de l'Opéra. Il y prononçait un discours pour expliquer que le parlement local ne pouvait, pour des raisons formelles, être réuni le mardi 20 septembre, comme le réclamaient les manifestants. Lors de ce meeting, le Comité Karabakh, officiellement interdit, qui dirige le

mouvement en Arménie, a demandé que la direction collégiale de l'URSS revienne sur son refus, le 18 juillet dernier, de rattacher à l'Arménie le Haut-Karabakh, peuplé à 75 % d'Arméniens.

Des avions militaires sont arrivés dans la soirée de lundi à Erevan et des unités militaires soviétiques, dont la majeure partie avait quitté la capitale fin août, sont de nouveau stationnées en plusieurs endroits de la ville. L'armée entoure également Stepanakert. Le chef du Parti communiste arménien, M. Sourén Aron-tounian, a reçu lundi pendant deux heures une délégation du Comité Karabakh conduite par M. Anabarsou Galastian. C'est apparemment au cours de cet entretien que M. Mikhaïl Gorbatchev a prié personnellement au téléphone les dirigeants du comité « d'agir pour calmer la population ». M. Galastian a répondu en demandant des garanties « sans lesquelles le peuple ne nous écouterait pas ».

Dans la soirée de lundi, le comité a rendu compte de cette entrevue et du message de M. Gorbatchev devant une foule immense, estimée par des participants à deux cent cinquante mille personnes, massée sur la place de l'Opéra à Erevan. Cinquante-huit députés arméniens ont par ailleurs donné leur accord à la réunion d'une session extraordinaire du Parlement. — (AFP, Reuters.)

GRANDE-BRETAGNE

Le Parti social-démocrate lutte pour sa survie

LONDRES
de notre correspondant

« Notre parti est trop jeune pour mourir ! », M. David Owen, leader du Parti social-démocrate (SDP), a voulu faire taire les prophètes de malheur qui prédisent la fin prochaine de sa formation. S'il a rendu courage à la petite troupe de fidèles réduits à moins de 700 le 19 septembre à Torquay, une station balnéaire du sud de l'Angleterre, il lui reste cependant encore à prouver, lors des élections partielles à venir, que son parti demeure une force qui compte sur l'échiquier politique.

Il y a en effet, désormais, deux formations qui se disputent le vote du centre en Grande-Bretagne : le SDP de M. Owen et le SLD (les démocrates sociaux et libéraux) de M. Paddy Ashdown. Le public britannique, habitué à plus de simplicité, s'y perd un peu. Le SLD est laborieusement né en mars dernier de la fusion d'une majorité des membres du SDP avec le vieux Parti libéral. Le SDP lui-même a pour origine une scission du Parti travailliste en 1981. Les commentaires sont crusels pour les deux formations : on entend souvent dire qu'il y a, d'un côté, un parti sans leader (le SLD) et, de l'autre, un leader sans parti (le SDP).

M. Owen s'est résigné au refus du SLD de conclure un pacte électoral de non-agression avec lui. Il est donc prêt à combattre l'autre formation centriste, ironisant sur le sigle de cette dernière, qui sonne un peu comme « salad », en anglais, il a déclaré : « Je suis au régime, et l'on m'a conseillé de manger de la salade chaque jour au petit déjeuner. » Les chances de chaque formation d'emporter un siège lors des diverses élections partielles à venir paraissent cependant faibles si elles présentent chacune un candidat.

DOMINIQUE DHOMBRES.

« Plus tard, C. s'étant endormie sur le divan, Nina Berberova, à mi-voix, avec des mots constants et tendres comme des grumeaux, en sourdine, en secret, me confia que le plus difficile dans la vieillesse c'est l'impossibilité d'aller encore en amour ». Aller en amour... Il n'y a qu'elle pour faire pareil usage des mots. (p. 239)

Hubert Nyssen
L'EDITEUR
ET SON DOUBLE

QU'EST-CE
QUI FAIT COURIR
UN EDITEUR ?

10th ANNIVERSAIRE
ACTES SUD
1978-1988

DIFFUSION P.E.C.

مكتبة من الأصول

Amériques

HAÏTI: après le coup d'Etat

Le général Prosper Avril a formé un gouvernement civil modéré

PORT-AU-PRINCE
Correspondance

Quarante-huit heures après le coup d'Etat militaire qui a porté le général Prosper Avril à la tête de l'Etat haïtien, les sous-officiers continuent d'occuper le devant de la scène. Ils ont étroitement surveillé la constitution du nouveau cabinet formé de dix civils et d'un officier, le colonel Carl Dorsainvil, nommé ministre de la défense et de l'intérieur. Les sous-officiers ont également désigné deux chefs militaires soupçonnés de sympathie pour le président déchu, le général Henri Namphy.

La première mutinerie a éclaté lundi 19 septembre à la caserne des Léopards, un corps d'élite formé par les Américains et cantonné au-dessus de la capitale, non loin de Pétienville. Au milieu de crissements de fusils d'assaut et de détonations d'armes lourdes, le colonel Abelard Denis, chef de bataillon, a été déshabillé et frappé par les soldats qui lui ont passé les menottes avant de le conduire en Jeep au quartier général de l'armée au bas de la ville.

Le colonel Gesner Bruno, chef de l'aviation, a connu un sort comparable dans l'après-midi. Dans la nuit de lundi à mardi, tandis que des rafales d'armes automatiques trouaient le silence par intermittence en différents points de la ville, une nouvelle rébellion aurait éclaté à l'Académie militaire.

En dépit de l'appel au calme lancé lundi matin par le général Prosper Avril, qui a demandé à la population de s'abstenir de « toute attitude révoltée », des manifestations se sont livrées à la chasse aux partisans de l'ancien maire de Port-au-Prince, M. Franck Romain, réfugié à l'ambassade dominicaine et considéré comme l'instigateur de la tuerie de l'église Saint-Jean-Bosco. Dans le quartier populaire de Carrefour Feuilles, à l'ouest de la capitale, des soldats, acclamés par la foule, ont participé à des scènes delynchage.

Deux personnes au moins, accusées d'avoir participé à la tuerie de Saint-Jean-Bosco le 11 septembre, ont été tuées. Lors de la mise à sac de la résidence de M. Romain, des documents et des cartes contenant qu'il était en train de constituer une organisation paramilitaire comparable à celle des « tontons macoutes » de l'ancien régime duvaliériste ont été retrouvés. D'après ces documents, M. Romain s'apprêtait à déclencher une attaque généralisée contre les dirigeants de l'opposition le week-end dernier.

Le coup d'Etat militaire avait donc permis d'éviter de justesse un nouveau massacre. Le rôle croissant des sous-officiers est également apparu lors de la formation du nouveau gouvernement. Un cabinet présenté comme « un relais pour l'instauration définitive de la démocratie, objectif final des militaires », par le général Prosper

Avril. Flanqué du sergent Joseph Heubréux, porte-parole de la base au sein de l'armée, le général Avril a souligné que le gouvernement devait « s'élever au-dessus des partis pour arriver à la réconciliation nationale ».

Dans une longue interview à Radio Soleil — la station catholique engagée — un sergent a expliqué que la base était passée à l'action afin de restaurer la démocratie et la Constitution de 1987 que le général Namphy voulait abroger, et pour mettre fin au climat de terreur et d'insécurité. Le sergent Heubréux, originaire d'Hinche, sur le plateau central, dont on dit qu'il occupe un bureau au palais national à côté de

celui du général Avril, a activement participé aux tractations qui ont abouti à la formation du gouvernement.

Présenti, M. Marc Bazin, ancien candidat centriste à la présidence, a préféré se tenir à l'écart du cabinet non sans donner un avis favorable. A l'exception du colonel Carl Dorsainvil, cinquante et un ans, un officier modéré originaire des Cayes (sud du pays), les autres ministres sont des civils. Rémy Zamor, le ministre de l'éducation nationale, est le seul responsable politique. Ce professeur d'histoire est le numéro deux du Parti national du travail (PNT), une petite formation centriste dirigée par Thomas Deslindé.

Au moins trois des nouveaux ministres ont exercé d'importantes responsabilités publiques dans le passé. Léonce Theluma, nouveau ministre des finances et des affaires économiques, âgé de cinquante-trois ans, a été directeur général de cette administration lorsque Marc Bazin détenait le portefeuille des finances sous Jean-Claude Duvalier. Après avoir présidé la Banque nationale de développement agricole et industriel (BNDAI) il avait été nommé, il y a trois mois, adjoint du ministre du commerce dans le dernier gouvernement présidé par le général Namphy.

« La charrette avant les bœufs ? »

Le ministre des affaires étrangères, Serge Elie Charles, quarante-sept ans, a été ambassadeur aux Nations unies sous l'ancien régime. Quant au ministre de l'information, M. Anthony Saint-Pierre, trente-trois ans, c'était un proche du général Namphy. Cet ancien enseignant faisait partie du cabinet du général président déchu et avait à ce titre été chargé d'accompagner l'ex-président, Leslie Manigat, à l'étranger lors de son départ en exil en juin dernier.

Le « comité d'entente démocratique », qui regroupe les principaux partis du centre et de la gauche modérée, a choisi d'apporter un « soutien prudent » à ce gouvernement qui traduit « une certaine volonté de changement ». « Nous

connaissons plusieurs de ses membres qui sont des démocrates sincères et des hommes honnêtes », explique M. Serge Gilles qui dirige le bloc unitaire patriotique, une organisation socialiste modérée. Ainsi, le nouveau ministre de la justice, M. Gilbert Austin, membre de la Cour de cassation, a manifesté une attitude probe et courageuse tout au long de la dictature duvaliériste.

« Qui connaît l'histoire de ce pays a le sentiment qu'on a mis la charrette avant les bœufs en nommant le cabinet civil avant d'avoir remis de l'ordre dans l'armée », observe un diplomate. Même si la nomination du général modéré Hérard Abraham au poste de commandant en chef de l'armée est confirmée, le mouvement des sous-officiers pourrait être lourd de conséquences. « En juin dernier, lors du coup d'Etat contre le président Manigat, les sergents ont été manipulés par les officiers supérieurs. Cette fois-ci, ils veulent dire leur mot », souligne un sociologue haïtien.

Déjà une partie de la bourgeoisie des hauteurs de Pétienville s'inquiète de l'irruption de sergents issus du peuple sur les écrans de télévision. Malgré sa grande habileté, il n'est pas sûr que le général Avril parvienne cette fois à manœuvrer la troupe qui paraît décidée à mettre ses armes au service du changement.

JEAN-MICHEL CAROIT.

Michael Dukakis condamne le putsch

Contrastant avec la prudente réaction de l'administration américaine, le candidat du Parti démocrate à l'élection présidentielle a condamné, lundi 19 septembre, le coup d'Etat militaire en Haïti et préconisé l'isolement diplomatique du gouvernement du général Prosper Avril.

Sans même attendre la composition du cabinet, M. Dukakis a estimé, dans un communiqué publié par son état-major de campagne à Boston, que les Etats-Unis « devraient inviter

tous les pays du monde à dénoncer le coup d'Etat, isoler politiquement le gouvernement Avril et lui supprimer toute aide étrangère ». Le gouvernement du Massachusetts demandait aussi le rappel « sans plus attendre de notre ambassadeur ».

Une réaction d'autant plus étonnante que la composition du cabinet haïtien, formé de civils modérés, est interprétée par la plupart des observateurs comme un signe d'ouverture du nouveau régime. — (Reuters.)

ÉTATS-UNIS: la campagne électorale

COLOMBUS
de notre envoyé spécial

Deux grandes gerbes d'étincelles pour illuminer un décor grisâtre : au moment précis où George Bush est monté à la tribune, deux ouvriers placés derrière l'estrade ont mis en marche de puissants fers à souder. C'est jolii, les étincelles ; les « responsables de terrain » de la « Bush campaign » ont, une fois de plus, bien réglé la mise en scène, dans cet atelier d'une aciérie de Columbus. La séquence a des chances raisonnables d'apparaître le soir sur les écrans des chaînes de télévision.

Pour augmenter les chances, on a prévu autre chose : la « vérité » de l'aciérie, c'est-à-dire M. Bush apparaissant entre un four et l'estrade destinée à la presse. Le candidat est censé écouter les explications d'un technicien, mais curieusement, au moment où le métal en fusion se met à couler dans une superbe rougeoir, M. Bush tourne sa tête dans l'autre sens, c'est-à-dire vers les caméras. L'actuel vice-président n'est peut-être pas un acteur professionnel, mais c'est sûrement un candidat professionnel, bien corqué.

C'est cela, pour l'essentiel, la campagne présidentielle 1988 : une succession de saynètes, préparées avec le plus grand soin. On mise sur un cadre naturel, un peu rehaussé par la circonstance : Chinatown à San Francisco, dragons, tambours, « Miss Asia » en tailleur avec chapeau et école de fourrure, plus quelques moines bouddhistes ; ou bien on crée le décor, même modeste : orchestre mexicain et quelques guirlandes en papier pour un petit déjeuner avec des Hispaniques, dans la banlieue de Los Angeles.

Chaque journée de campagne est divisée en un certain nombre d'« événements » (trois à cinq, souvent séparés par un voyage de plusieurs centaines ou plusieurs milliers de kilomètres en avion), avec au moins un ou deux décors garantis « photographiques ».

Naturellement, l'idéal est que l'image ne soit pas seulement un truc destiné à attirer l'attention (le candidat en train d'écouler des poissons, mal, mais avec application) mais qu'elle porte aussi un message politique. Un des responsables de la campagne républicaine se gargarise encore de ce qu'il appelle « l'offensive du port de Boston », quand M. Bush est venu parler d'environnement en plein territoire ennemi : à bord d'un bateau flottant sur les eaux les plus polluées des Etats-Unis, celles de la capitale du Massachusetts, dont M. Dukakis est gouverneur.

Quelque chose qui tranche

Nécessaire, l'image n'est pas tout à fait suffisante. Il faut aussi du son, plus précisément ce qu'on appelle en jargon de campagne un « sound bite », à peu près l'équivalent d'une petite phrase, quelque chose qui « tranche » un peu, au moins dans la formule.



lation, sur le discours standard du candidat, et qui résume le « message » du jour. On tient compte, si possible de l'auditoire, mais c'est secondaire (la foule, en général peu nombreuse, est surtout là pour faire tapage).

Il faut avant tout répondre à des préoccupations tactiques (contre les attaques de l'adversaire) et stratégiques. On tente d'imprimer sa marque à l'ensemble de la campagne (la même prose comme celle du concurrent). Après avoir imposé à son adversaire le thème de la défense, M. Bush a choisi ces jours derniers de concentrer le tir sur l'économie (« Le miracle du Massachusetts », c'est en fait le mirage du Massachusetts — exemple parfait de « sound bite »). L'idée est d'avoir toujours une longueur d'avance sur l'adversaire.

Tout cela est très simple dans le principe, mais infiniment compliqué à réaliser et passablement aléatoire.

D'abord, on doit pouvoir compter sur une organisation puissante et très sophistiquée, un domaine où — là aussi — l'équipe Bush semble avoir le dessus. La journée est littéralement minutée. L'intendance suit — et même précède. Une équipe de pointe vient systématiquement préparer, plusieurs jours à l'avance, le moindre « événement ».

Mille dollars le convert

L'impératif premier est toujours le même : s'assurer une couverture médiatique optimale, ce qui impose au candidat d'attendre la presse et de lui permettre de transmettre. M. Bush, parce qu'il est vice-président, voyage à bord d'un avion de la Maison Blanche (plus ou moins grand selon les distances et les aéroports), et la presse dans un avion charter.

Mais si l'avion des journalistes est le dernier à décoller, il est aussi, toujours, le premier à atterrir : celui du candidat adapte sa vitesse en conséquence. A chaque étape est

installé un « centre de transmission » et l'horloge est aménagée pour donner aux journalistes un minimum de temps pour envoyer leur copie et leurs images. L'habitude et un équipement très perfectionné aident, tout cela va très vite — si vite que la couverture médiatique colle forcément à l'événement, et que prendre du recul relève de l'exploit. C'est le but recherché, sinon toujours atteint.

Tout cela suppose, évidemment, beaucoup d'argent. La presse ouvre ses frais propres (qui sont considérables), mais ne paie tout de même pas le décor. Une petite équipe de routine : une heure passée à Jefferson-City, Missouri, coûte 20 000 dollars, dont 3 280 dollars et 88 cents de balles lancées à la fin du discours (les chèques sont signés dans l'avion, entre chaque escouade).

A vrai dire, c'est l'argent qui manque le moins. Un doner de soutien à Los Angeles, un autre à San Francisco, et ce sont 2 millions de dollars de plus qui tombent dans les caisses de la campagne républicaine (1 000 dollars le couvert, environ mille « invités » à chaque fois, et, avant le dîner, un bref cocktail au cours duquel les contributeurs vraiment sérieux — 100 000 dollars chacun — ont une chance d'échanger quelques mots avec M. Bush. A Los Angeles, il y avait les acteurs Charlton Heston, Arnold Schwarzenegger et quelques autres, moins connus mais aussi riches.

Tout ce qu'il y a de plus banal ; les démocrates font désormais largement aussi bien (5 millions de dollars recueillis récemment en un seul dîner à New-York, et autant à Boston). Ce n'est pas, cette année, l'argent qui fera la différence.

Offrir de jolies images, organiser et financer la mise en scène, c'est bien, et les deux « campagnes » s'y emploient avec autant d'ardeur, et des techniques à peu près identiques. Mais encore faut-il s'assurer que tous ces efforts ne seront pas ruinés par l'apparition, dans le champ des caméras, d'éléments indésirables, et aussi que le candidat lui-

même saura jouer le rôle qui lui est dévolu. Une fois l'objectif défini, la stratégie adoptée, il s'agit donc de limiter au maximum les risques.

Cela veut dire, d'abord, choisir de préférence un terrain « sûr » : quand M. Bush veut s'adresser aux hispaniques de Californie, il invite les leaders de la communauté ; c'est-à-dire des élus, des membres des professions libérales. Quand il veut parler agriculture, il le fait devant des producteurs de raisins secs de la région de Fresno — les exploitants, pas les ouvriers agricoles qui, eux, votent massivement démocrate.

S'il entre dans une aciérie de Columbus, c'est parce que, sous ses dehors vénaux, l'entreprise illustre à la perfection la renaissance attribuée aux mérites du réaganisme : en crise profonde au milieu des années 80, elle a triplé depuis sa production, augmenté ses effectifs, et le chômage, dans cette partie du « rust belt » (la « ceinture de rouille » des industries traditionnelles), est réduit au minimum.

M. Dukakis coiffé

Cela ne veut pas dire que tout risque de contestation soit écarté. Quand M. Bush s'aventure à San Francisco, il sait très bien qu'il devra faire face à des bataillons de « gays » et autres contestataires. Mais après tout, et même si les pancartes qu'ils portent sont parfois insultantes, le spectacle qu'offrent ces protestataires blancs venus faire du vacarme à Chinatown, au milieu des Asiatiques si respectueux envers le vice-président, n'est pas forcément mauvais pour l'image. Quant au son, des roulements de tambour et quelques cornes de brume recouvrent, en cas de besoin, les hurlements adverses.

A l'aciérie de Columbus, on tremblait un peu pour le candidat ; il s'était fait carrément huer, une semaine plus tôt, par des métallurgistes de l'Oregon. Mais tout s'est très bien passé, même si un bon nombre d'ouvriers portaient un T-shirt « Dukakis » (une équipe démocrate avait fait la distribution à la première heure, battant de vitesse les républicains qui sont passés un peu plus tard).

La prudence consiste aussi à éviter d'en faire trop, d'imposer une image si « énorme » qu'elle finit par se retourner contre vous. C'est ce qui est arrivé cette semaine à Michael Dukakis qui, se dépensant sans compter pour prouver son zèle en matière de défense, se trouvait à la tour de la défense d'un char, coiffé d'un énorme casque.

M. Dukakis, l'air beaucoup plus bidasse que général en chef, était, de l'avis de tous, parfaitement ridicule, et naturellement le camp adverse a sauté sur l'occasion. Trois fois en une seule journée, M. Bush a épinglé ce candidat qui après « dix ans passés à vouloir affaiblir la défense du pays, fait une promenade de dix minutes sur un tank, saute à terre, enlève son casque et change d'avis ».

Mais profiter des erreurs des autres n'est pas suffisant, si l'on en compare soit-même.

un danger constant pour le gaffeur impénitent qu'est M. Bush. Une précaution élémentaire consiste à limiter au maximum l'improvisation (depuis qu'il s'est trompé de trois mois sur la date de Pearl-Harbor, M. Bush colle à son texte) et aussi l'épreuve redoutable de la conférence de presse. Mais peu, c'est parfois trop : vendredi 16 septembre, après avoir tenu à distance pendant trois jours les journalistes, M. Bush s'est prêt à l'exercice, et il a, une fois de plus, « gaffé ».

Il est clair qu'il s'est embrouillé

Sans même s'en rendre compte (ses auditeurs se gardent de laisser apparaître la moindre réaction qui aurait pu lui permettre de se repêcher), le candidat, par ailleurs plutôt à l'aise, s'est lancé dans une phrase tortueuse pour se déclarer « résolu pour l'antidémocratie, l'antisocialisme et l'antiracisme ». Il était parfaitement clair qu'il s'était embrouillé dans les « anti », et qu'il voulait dire « contre l'antisocialisme ». Mais ce genre de bêtise ne pardonne pas, et malgré tous les scrupules exprimés en privé par les journalistes américains, tous ont dûment rapporté l'incident.

Le soir, ce qui ressortait de quelques dizaines de secondes commentées par la CBS à cette journée de campagne, c'était donc ceci : « Le vice-président Bush s'est prononcé en faveur de l'antisocialisme ». Suit, bien sûr, la citation exacte qui permettrait de comprendre qu'il s'agissait d'un lapsus — mais le mal était fait, et le reste de la journée à peu près effacé, y compris la belle tirade sur Dukakis dans son tank, et même les jolies étincelles dans l'aciérie.

La « Bush campaign » en a vu d'autres, et la lourde machine à produire des images n'a pas fini de tourner. Au terme de cette semaine qui devait être celle de la contre-attaque lancée par M. Dukakis, les républicains peuvent même s'estimer satisfaits. Puissamment aidés par l'ouragan Gilbert, qui a fait jour après jour la une de l'actualité, ils ont bien résisté à l'assaut. Les Jeux olympiques ayant pris le relais, M. Bush devrait pouvoir conserver sans trop de mal ses positions actuelles (égalité ou très léger avantage dans les sondages), jusqu'au premier débat entre les deux candidats, le 25 septembre.

JAN KRAUZE.

Le Monde
EN BANQUE
DE DONNÉES

LE TEXTE INTÉGRAL DU MONDE
INDEXÉ DEPUIS JANVIER 1987
EN LIGNE SUR VOTRE TERMINAL
OU VOTRE MINITEL
POUR TOUTS RENSEIGNEMENTS :

SINORG C. CAM.
SERVEUR

01 45 38 70 72

Amérique

Amériques

MEXIQUE

Manifestation antigouvernementale pour le troisième anniversaire du séisme

MEXICO
de notre correspondant
en Amérique centrale

Trois ans après le tremblement de terre qui secoua la capitale mexicaine, le 19 septembre 1985, le cœur des sinistrés n'a pas perdu de sa vigueur. Malgré les efforts réels des autorités pour reloger les quelque cent mille familles touchées par la catastrophe, environ quinze mille personnes ont défilé, le lundi 19 septembre, dans les rues de Mexico pour dénoncer « l'indifférence du gouvernement, plus préoccupé de payer la dette extérieure du pays que d'améliorer le sort de la classe ouvrière ».

La présence de M. Cuauhtémoc Cárdenas, qui fut le principal orateur au cours de la manifestation, confirme l'alliance conclue entre les organisations de sinistrés et le candidat de l'opposition de gauche aux élections du 6 juillet. Lors du deuxième anniversaire du séisme, M. Cárdenas, qui, malgré sa dissonance, était encore membre de la formation au pouvoir, le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), avait été relégué au deuxième plan. Ce n'est qu'au cours des derniers mois que M. Cárdenas a réussi à canaliser la colère populaire contre le gouvernement.

Les Mexicains reprochent surtout aux autorités l'« irresponsabilité » dont elles ont fait preuve en fermant les yeux sur de nombreuses infractions au code du bâtiment, qui ont entraîné l'écroulement de nombreux édifices publics, en particulier dans le secteur hospitalier. Les malheureux seraient à l'origine du nombre élevé de morts, que le gouvernement s'obstine à fixer à un peu plus de quatre mille, alors que la plupart des experts indépendants parlent de trente mille.

Aujourd'hui, beaucoup de Mexicains n'hésitent plus à dire que le séisme, au-delà de ses conséquences dramatiques, fut une « expérience positive » dans la mesure où il a mis fin à l'apatie des dix-neuf millions d'habitants de la capitale — la plus

grande ville du monde. « Cette douleur n'aura pas été inutile », affirme la dirigeante d'extrême gauche Rosario Ibarra, la passionaria mexicaine. Elle a permis au peuple de prendre conscience de sa situation et de se décider à participer à la lutte pour la démocratie et la justice ».

« Agitation stérile et démagogique »

Dans l'espoir de déamorcer la colère, ou tout au moins d'en limiter la portée politique, les autorités ont remis, lundi, aux familles sinistrées dix mille logements, qui s'ajoutent aux quatre-vingt mille déjà distribués au cours des trois dernières années. Le président de la République, M. Miguel de La Madrid, a profité de la cérémonie organisée à l'heure du séisme sur la place de la Révolution, pour dénoncer l'« agitation stérile et démagogique » de l'opposition.

En fait, compte tenu des difficultés financières dans lesquelles se débat le Mexique depuis la baisse des cours du pétrole, le programme de reconstruction mené par le gouvernement est assez spectaculaire. De plus, de nombreuses familles qui étaient locataires ont pu accéder à la propriété grâce à des subventions. Enfin, dans bien des cas la qualité des logements s'est améliorée, la superficie moyenne pour une famille passant de 22 à 40 mètres carrés.

Cette « reconstruction en technicolor », comme la nomme ironiquement un dirigeant d'organisation populaire, a toutefois ses limites. « Les gens se rendent compte aujourd'hui qu'il y a de nombreuses infiltrations d'eau et qu'une fois de plus les matériaux utilisés ne correspondent pas aux normes. Dans quel état seront ces maisons dans quelques années ? ».

Et puis, que se passera-t-il si, comme l'affirment tous les spécialistes, un nouveau séisme de la même intensité (8,1 sur l'échelle de Richter) frappe Mexico dans cinq ou dix ans ?

BERTRAND DE LA GRANGE.

● **CYCLONE** : le Canada effectue la dette Jamaïcaine. — Le Canada a accordé à la Jamaïque, dévastée par le cyclone tropical, Gilbert, « une forme d'aide sans précédent » en lui faisant bénéficier d'un moratoire immédiat sur le remboursement des prêts canadiens d'aide au développement, a annoncé lundi 19 septembre le premier ministre canadien, M. Brian Mulroney, qui a chiffré cette aide à 4,6 millions de dollars canadiens (25 millions de francs). Cela portera à 67 millions de francs l'aide totale offerte jusqu'ici par le Canada au titre des secours d'urgence.

Devenu « dépression tropicale » (c'est-à-dire que les vents qui l'accompagnaient soufflent à moins de 64 kilomètres à l'heure), Gilbert a continué sa course vers le nord puis le nord-est. Bien que très affaibli, il a fait tomber des pluies diluviennes sur le Texas, puis l'Oklahoma, puis sur l'Illinois. — (AP.)

TAPIS PERSANS

FAITS MAIN
exceptionnellement
soldés à

30% 50%

MAISON DE L'IRAN

65, Champs-Élysées (8^e)

François, chef d'entreprise, a téléphoné au

45.49.24.25

pour s'abonner à Profession Politique.

PROFESSION
POLITIQUE

Le 1^{er} hebdomadaire professionnel
du monde politique et des pouvoirs.

Directeur de la Rédaction : Gérard Carreyrou.

Asie

BIRMANIE : des centaines de morts ?

La population est terrorisée par la brutalité de la répression

Les États-Unis envisagent de mettre fin à leur aide à la Birmanie à la suite du coup d'État militaire sanglant du 18 septembre. « Quels que soient les problèmes politiques du pays, a déclaré le porte-parole de la Maison Blanche, ils ne peuvent se résoudre par des tueries. » Le ministre canadien des affaires extérieures a également condamné la violence qui a entouré le putsch.

BANGKOK
de notre envoyé spécial

Les affrontements qui ont suivi la reprise du pouvoir par l'armée avaient déjà fait, lundi 19 septembre, au moins une centaine de morts à Rangoun (le Monde du 20 septembre). Le bilan des victimes pourrait être, cependant, beaucoup plus élevé selon certaines sources. A ce prix, les partisans du général Ne Win, qui dirigent la répression, semblent avoir remporté une première manche dans leur tentative de rétablir leur autorité.

Tout rassemblement de plus de quatre personnes avait été interdit dès dimanche. Les soldats sont alors descendus dans les rues de Rangoun pour tuer, et l'ont fait sans sommations. Lundi matin, un défilé d'un millier de personnes — notamment des étudiants et des bonzes — a été fauché par des tirs d'armes automatiques à proximité de l'ambassade des États-Unis. Les traditionnels rassemblements de l'opposition ont été interdits. Les soldats étaient installés sur des toits. Selon certains témoignages, ils auraient fait usage non seulement d'armes automatiques mais de mitrailleuses.

Ce scénario se serait répété dans plusieurs autres endroits, notamment aux alentours de la grande pagode Sule et de l'hôpital général de Rangoun, autres lieux de rendez-vous des manifestants contre le régime. Dans la plupart des cas, selon des témoins, les militaires ont tiré sur des groupes de civils désarmés. Entre-temps, à l'aide de grues et de tracteurs, des éléments du génie avaient entrepris de déplacer les barricades érigées dans les rues de la capitale. Enfin, des soldats avaient pris position pour interdire tous les accès au centre de Rangoun.

Des destinations inconnues

En fin d'après-midi, un porte-parole militaire, affirmant que les forces de sécurité avaient été « attaquées » par « des foules violentes et incontrôlables », a fait état de cinquante-quatre morts. Des sources hospitalières ont, de leur côté, compté soixante-sept cadavres. Mais des camions de l'armée ont été vus, transportant des corps vers des destinations inconnues et de nombreux blessés se sont réfugiés chez des particuliers.

Si l'on peut se faire une idée de la situation à Rangoun, où l'armée semblait contrôler la situation dès lundi après-midi, on ignore pratiquement tout de ce qui se passe en province. Des sources officielles affirment que les militaires ont occupé le campus universitaire de Mandalay, deuxième ville du pays. Lundi, plus de deux cent cinquante Birmanais, pour l'essentiel des étudiants et des ecclésiastes, se sont réfugiés en Thaï-

lande et y ont demandé l'asile politique. Ils venaient de deux villes frontalières.

Une situation volatile

Dans l'immédiat, cette répression brutale, dont certains pensent qu'elle a été préparée de longue main, sur ordre du général Ne Win lui-même, a payé. Les gens sont terrorisés. Les unités qui sont intervenues à Rangoun semblent sûres. Armées d'arcs et de flèches, de rayons de bicyclettes, de frondes, de sabres, de machettes ou de couteaux, les manifestants n'avaient aucune chance face aux armes à feu des soldats, même si quelques dizaines de ces derniers ont été tués.

Les dirigeants les plus en vue de l'opposition — les anciens généraux Aung Gyi et Tin U, ainsi que M^{me} Aung San Suu Kyi — n'ont pu que « déplorer » les tueries et s'engager à « poursuivre leur lutte pour la démocratie par différents moyens et jusqu'à la réalisation de cet objectif ». Leur déclaration commune n'a pas précisé la nature des « différents moyens envisagés ». Quant à U Nu, l'ancien premier ministre renversé lors du coup d'État de 1962, il aurait déclaré avoir reçu l'appui des étudiants et de plusieurs groupes d'opposants pour former un « gouvernement parallèle », une initiative qu'il avait déjà prise le 9 septembre pour y renoncer trois jours plus tard. Apparemment, aucune de ces quatre personnalités n'avait encore été inquiétée lundi soir.

Mais si une armée qui semble, jusqu'à preuve du contraire, répondre aux ordres de ses généraux, tient

désormais le haut du pavé, la situation demeure très volatile. La direction du mouvement étudiant est passée dans la clandestinité. On peut imaginer que les quelque centaines de militaires et les policiers, qui ont fait défection ces dernières semaines, en ont fait autant. A Rangoun, depuis dimanche, des manifestants ont récupéré des armes dans au moins quatre commissariats de police. Il semble, enfin, que des réseaux parallèles aient été mis en place, notamment par la direction étudiante, avant l'annonce, dimanche, par le général Saw Maung, de la prise du pouvoir par son Comité pour la restauration de la démocratie, dont les dix-neuf membres sont des officiers supérieurs.

Tout cela ne constitue peut-être pas, à court terme, une menace directe pour le général Ne Win et ses fidèles. Cependant, en l'espace de six mois toutes les structures de l'État mises en place depuis 1962 ont volé en éclats. La fonction publique et la police ont fait défection. Le parti unique s'est volatilisé. Même si leur initiative ne prête plus à conséquence, les généraux ont renié toutes leurs professions de foi ou ils s'engageaient à instaurer le multipartisme et à procéder à des élections libres.

Dimanche, le général Saw Maung a parachevé le démantèlement de l'appareil d'État en annonçant la dissolution formelle de tous ses organismes, de l'Assemblée nationale au moindre comité local. Enfin, plus impopulaires que jamais, le général Ne Win et son équipe sont condamnés à un isolement encore plus radical que par le passé. Le pouvoir militaire est nu.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

La plus belle galerie de monstres qu'ait enfanté l'Histoire

Un seul de ces empereurs mourut naturellement. Les autres furent empoisonnés, étranglés ou « suicidés ». Ils étaient pourtant les maîtres du monde. Suetone nous raconte leurs « Vies », grandioses et misérables.

Offre exceptionnelle au « prix éditeur »

Les empereurs du crime et de la débauche

Suetone, archiviste sous Hadrien et fils d'un tribun militaire, est une sorte de Saint-Simon par la verve, le souci du détail et de l'anecdote piquante, l'exactitude de l'information toute gauchie soit-elle par les rancunes et les antipathies de l'auteur. Ses « Vies » qui furent un des best-sellers de notre Moyen Âge et de notre Renaissance ont imprimé l'esprit de nos ancêtres qui le chantaient à tout bout de champ. La lecture de Suetone facilite donc, curieusement, la compréhension de notre passé.

* Cette offre particulièrement avantageuse est un aspect des relations amicales que Jean de Bonnot entretient traditionnellement avec ses lecteurs.



LES VIES DES 12 CÉSARS

par Caius Suetonius Tranquillus dit
SUETONE
avec 109 précieuses
illustrations du XVIII^e siècle

Pourtant ces biographies minuscules n'ont rien d'édifiant. Nous sommes là devant la plus belle galerie de monstres qu'ait enfanté l'Histoire. A côté de Jules, Auguste, Vespasien et Titus qui n'étaient pourtant pas des saints, les autres apparaissent comme d'innombrables débâchés. Meurtres, tortionnaires, sadiques, joueurs, ivrognes, incestueux, voleurs... tous les vices et tous les travers de l'humanité stigmatisent ces empereurs dont les aventures, évoquées irrésistiblement les trop fameuses « Cent vingt journées de Sodome » du marquis de Sade.

La différence, c'est que ces déments et ces pervers ne sont pas des personnages de fiction. Ils ont réellement existé. Les

Il faut lire ce livre plein de sang et de fureur. Comme nos anciens, puisions nous y apprendre l'histoire du crime et l'amour de la vertu. Rien n'est plus souhaitable, nous semble-t-il, en nos temps troublés.

La plus belle édition des « Vies » depuis longtemps

Elle l'est triplement. D'abord par la qualité de la reliure pleine cuir de mouton taillé d'une pièce et ornée d'un somptueux décor original poussé au dos sur or fin à 22 carats et repris sur les plats en « à froid ». Elle est belle aussi par la richesse de l'iconographie réunissant 109 précieuses illustrations hors textes du XVIII^e siècle, sans compter le frontispice, les culs-de-lampe et autres vignettes d'agrément. Enfin sa beauté tient également à l'élégante mise en page d'un texte de 576 pages in-octavo (14 x 21 cm) soigneusement imprimé sur un papier vergé chiffon filigrané « aux canons » et fabriqué à la forme ronde comme autrefois.

Autres raffinements
Tranche supérieure dorée à l'or véritable, signet et trancheilles tressés, coins remplis main...
GARANTIE A VIE
Il vaut mieux avoir peu de livres, mais les choisir avec goût. Les beaux livres d'art et d'histoire déclaire des satisfactions inépuisables. Je ne publie que des œuvres de qualité, soignées dans les plus petits détails, qui prennent de la valeur chaque année, car l'or véritable et le cuir embellissent avec le temps. C'est pourquoi je m'engage à racheter mes ouvrages au souscripteur pour le même prix et à n'importe quel moment.

Le prix exceptionnel de cet ouvrage nous oblige à en limiter le tirage. Nous vous prions donc de nous excuser si nous ne pouvons pas honorer les demandes tardives.

BON OFFRE EXCEPTIONNELLE

(limitée à un seul livre par lecteur)
à envoyer à JEAN DE BONNOT
7, Faubourg Saint-Honoré - 75392 Paris Cedex 08

Je souhaite profiter de votre offre exceptionnelle me proposant « Les Vies des 12 Césars » de Suetone en un fort volume in-octavo, relié plein cuir, décoré à l'or fin 22 carats.

Veuillez trouver ci-joint mon règlement soit 158,50 F (+13,50 F de frais de port).

Si ce livre ne me convient pas, je vous le renverrai dans son emballage d'origine, dans les dix jours, et je serai aussitôt remboursé.

Nom Prénoms
Adresse complète
Code postal Commune
Signature 1

Cette offre exceptionnelle pourra être suspendue à tout moment sans préavis.

مكتبة من الأصل

Politique

La campagne pour les élections cantonales

La tradition des potentats

M. Max Lejeune (UDF-PSD) quitte l'Assemblée départementale de la Somme titulaire d'un record difficilement égalable : il l'a présidée pendant quarante-trois ans. A ce cas d'exception (le Monde du 20 septembre) s'ajoutent des exemples plus fréquents de grande longévité à la tête de conseils généraux. Il n'est pas rare de voir à la présidence de certains d'entre eux des hommes demeurant en place quinze, vingt ans, voire plus.

Ces longs « règnes », qui sont parfois la traduction de réelles qualités personnelles, commencent avant la décentralisation quand les conseils généraux n'étaient pas encore investis

des missions que cette dernière leur a confiées, obéissent à diverses logiques.

Dans les Bouches-du-Rhône, dont M. Louis Philibert (PS) dirige l'Assemblée départementale depuis 1967, c'est la longue domination d'un potentat régissant toute la vie politique d'un camp, Gaston Defferre, qui explique l'installation puis le maintien, également commodes, d'un patron dévoué au conseil général.

En outre, dans un département régulièrement agité par des querelles de clans et de personnes, le conseil général a longtemps constitué une sorte de « réserve » subdivisée en petits fiefs autonomes (les cantons) qui échappait entre

chaque scrutin, sous la seule condition de la docilité, au contrôle politique direct.

Dans les Bouches-du-Rhône, la persistance des conflits entre les socialistes et l'érosion de leur majorité, si elle continuait, empêcheraient probablement de toutes façons l'avenir, quand M. Philibert cessera d'être président, le renouvellement d'un aussi long règne.

Stabilisation relative par la perpétuation du même « patron » de situations mouvantes, mais absence, jusqu'à une date récente, de maître d'œuvre durable de la vie locale : le conseil général de la Haute-Garonne que dirige depuis vingt et un ans aussi M. Léon Eeckhoutte (PS) n'obéit que partiellement au même système de

causes et d'effets. A ceci près, en outre, que la perpétuation du règne est là, remise en cause, alors que son bénéficiaire n'a pas exprimé lui-même le désir d'y mettre fin.

Dans tous les cas — le Monde décrira demain ceux de la Manche et des Alpes-Maritimes — s'attachent à ces longues présidences des conseils généraux exercés par des potentats départementaux — véritables ou « délégués » — des caractéristiques que la politisation accrue des scrutins locaux, l'apparition d'énormes enjeux financiers et la complexité des problèmes régionaux sont en passe de remettre en question, au moins pour ce qui concerne la durée.

Bouches-du-Rhône : le long règne de Louis le Chasseur

MARSEILLE
de notre envoyé spécial

A quoi bon discuter ? Les faits sont les faits : la Boune Mère regarde de son haut, indulgente, Marseille qui s'agit à ses pieds ; Aix-en-Provence abrite sa légende et ses splendeurs à l'ombre de la montagne Sainte-Victoire, et Louis Philibert est président du conseil général des Bouches-du-Rhône.

Marcel Pagnol et Alphonse Daudet, discrètement revus et corrigés par Gaston Defferre, se sont tout bonnement ligüés pour le poser dans son immense fauteuil, ce cinquantetroisième président de l'Assemblée des Bouches-du-Rhône (depuis 1871) qui, dans sa vie, aura mené au moins un homme au chômage. Car il est bien en panne, le graveur qui accourait tous les deux ou trois ans pour signifier dans le marbre que les règnes des Victor Savina, Armand Audibert et autres Jean Masse avaient pris fin. En panne depuis vingt et un ans : « Louis Philibert, 1967... ». En panne pour quelque temps encore, si tout va bien.

Vingt et un ans, c'est assez pour s'habituer. Eh bien non, le colosse taillé dans l'olivier, à qui l'état civil inflige, contre toute vraisemblance, soixante-seize années, est encore tout content, guilleret, comme au premier jour. Pensez donc ! Lui, Louis Philibert, loué à douze ans comme ouvrier agricole, ancien conducteur de rouleau compresseur (une photographie l'atteste dans un coin de son bureau), lui le fils du cantonnier de Puy-Sainte-Réparate...

C'est comme cela. Les petites péripéties passent et s'effacent. Les vendettas marseillaises crépissent puis se taisent. Les présidents de conseil général, grands patrons de département, entourés d'énarques, ont succédé aux braves commensaux-potiches des préfets agueris tout-puissants. « Louis », comme tout le monde, à peu près, l'appelle, demeure calé dans son fauteuil prodigieux, appuyé sur un

bureau assez vaste pour loger toute la papeterie du département.

Il règne, avec bonheur et tranquillité. Avec la force de l'évidence. Avec le « métier » que donnent plus de quarante années de vie publique et une forte nature.

La méthode

Il a bien sûr été député, pendant un petit quart de siècle, ayant mis dans sa poche de titulaire du certificat d'études primaires Aix-en-Provence, cité de grands professeurs et d'amateurs de bel canto. Oui, député. On ne refusait rien à Gaston. En 1962, aussi, Aix-la-maurassienne pouvait bien se jeter, par haine du Général, dans les bras d'un socialiste grand tueur de sangliers, mais qui ne ferait point de mal à une mouche droitrière.

Car Louis Philibert est socialiste. Depuis 1930 on depuis toujours. Comme cela. Gentiment. Les origines, un goût pour l'égalité. Socialiste, comme d'autres sont franc-maçons. Il l'est aussi, justement. Répétons-le : gentiment. Deux règles d'or, jusqu'à ces dernières années : ne pas désobéir à Gaston, ne pas chercher à faire d'ombre à Gaston. Une troisième, réactivée en même temps que les guerilles locales : la prudence.

Quand la chance du vieux compagnon Defferre parut vaciller, Louis Philibert fit apporter pour toute contribution, dans la plus originaire des réunions, un certificat médical qui justifiait son absence. La chasse, d'accord. La résistance, quand les temps l'imposèrent, d'accord. La violence des combats de marigot marseillais, non.

Louis préfère sa méthode : une prouesse, deux blagues, un zeste ou deux de concessions sur l'accessoire, une délicate fermeté sur le reste, l'air de ne pas être là, de ne pas avoir entendu quand il le faut. Louis préfère sa philosophie : « Tous français, pas vrai ? »

Louis préfère sa propre légende, qui a fini par devenir le plus épais

manoir, la plus impénétrable cuirasse contre les frimas et les lances de la politique. Louis qui croit, en recevant son premier salaire de député, avoir touché la paie pour le trimestre. Louis qui désarme le contradictoire vicieral planté dans toutes ses réunions électorales. « Oh, en est le problème des moments compensatoires ? », demandait tous les jours l'envoyé de l'ennemi, laissant coi le député Philibert.

Jusqu'à ce que Louis lui demande : « Et vous, monsieur, qui êtes si savant, pouvez-vous me dire à quoi l'on reconnaît une âme en chaire ? ». L'autre demeura interdit. « Eh bien, monsieur, c'est que vous êtes plus con qu'un d'ne ! »

La « fureur »

La blague, le terrain, une présence à rendre jaloux les arbres les mieux enracinés, un clientélisme gentil, voilà tout le système du seul président de conseil général (avec ses collègues de Corse ?) qui peut s'adresser à ses électeurs, autant dire à ses frangins, en deux langues : le français et le provençal.

Le système Philibert, voilà l'important. Le reste n'est qu'un passe-passe, vite surmonté : la décentralisation, qui fait de vous le patron d'une gigantesque entreprise (3 800 millions de budget...), les coûteuses tribulations d'une société immobilière en déconfiture cautionnée par le conseil général. « Oui, ça m'a embêté. » Quelques maris, au milieu de tant de graves.

Rien qui puisse arrêter vraiment Louis le Doux, Louis le Madré, Louis le « Ruraux », comme il le dit un jour par plaisanterie en parlant de lui-même pour brocarder la traditionnelle distinction, un rien condescendante, entre les élus de Marseille et les autres.

Rien qui puisse bousculer l'éternité philibertienne du maire — depuis 1953 — de Puy-Sainte-Réparate. Les dossiers, dit-on, n'étaient pas nombreux, mais administratifs-politiques du conseil général, avant d'être digérés, plus ou moins facilement, par le PC et

vomis, plus ou moins discrètement, par l'opposition. Les dossiers et les devoirs, doucement atténués par l'âge, de la bonne vie et de la chasse.

Car Louis le cinquantetroisième restera pour la postérité Louis le Chasseur. Il en a connu, du monde, en envoyant de vie à trépas canards, sangliers et gibiers variés. Plus qu'à l'Assemblée où, dit sobriement Jean-Claude Gaudin, « la verrière ne manquait jamais lui tomber sur la tête ». Des princes, des importants de tout poil. Ceux des chasses présidentielles. D'autres encore.

Gaston, sur le tard, délaissa la barre et s'en fut à la chasse, avec Louis et Maurice (Faure). Un bonheur, ce Maurice : tant d'instruction (« un professeur ») et tant de récits de voyage. Un piètre fusil mais un conteur. C'est assez pour bénéficier de l'indulgence de Louis le Calme. Un jour — c'était à table, pas à la chasse — feu Gaston, François Mitterrand et Pierre Mauroy durent bien en convenir et en sourire : « Au fond, Louis, de nous quatre, il n'y a que toi qui n'a jamais été battu. »

Jamais. Louis est ravi. Mais sans en être. Ravi d'avoir « des copains ministres ». Le petit Charasse, par exemple. Ravi d'avoir commencé à voyager... quand il est entré dans l'Armée secrète, pendant la guerre. De pouvoir encore arperter la nature ou ce qu'il en reste, le fusil à la main, même si le doigt est moins sûr sur la détente et le souffle un peu court. Ravi d'être président du conseil général. « Puisque tout le monde a l'air de le vouloir encore », dit-il en souriant, mêlant le constat, le vœu et l'exorcisme de l'accident personnel ou politique.

Oh, c'est sûr, Louis doit bien savoir que le graver finira par revenir au conseil général pour inscrire dans le marbre la seconde date. Il sait aussi que plus tard, autour d'autres tables, il faudra bien en convenir. « Au fond, Louis, personnel n'était jamais resté aussi longtemps que toi dans ce fauteuil. »

MICHEL KAJMAN.

Haute-Garonne : Léon l'irréductible

TOULOUSE
de notre correspondant

Comment imaginer qu'un homme de ce bois, en apparence si dur et si sec, qu'on croyait presque aussi cassant que du verre, tienne une telle place dans le paysage politique Haut-Garonnais ? Comment admettre que ce petit homme, aux allures de professeur, éternellement planté sur son estrade pour mieux toiser sa classe, ait su si bien en imposer à la gouaille du Sud-Ouest, au sportif cassoulet de la troisième mi-temps ? Léon Eeckhoutte, qui porte allègrement ses soixante-dix-sept ans, gère le conseil général depuis vingt-deux ans.

Cette longévité à la tête de la plus importante collectivité territoriale de Midi-Pyrénées, son souci de « présider, de manière équilibrée », comme le note Dominique Baudis, député et maire de Toulouse, sa grande culture, en ont fait un solide redouté, envié, courtois souvent, mais toujours respecté, qui, parfois, a même su forcer l'admiration de ses adversaires politiques.

Ce Flamand, passionné d'étymologie, — Eeckhoutte, signifie littéralement « bois de chaîne », doit à l'administration de l'éducation nationale, qui l'avait nommé professeur dans un lycée de Toulouse, d'avoir trouvé dans le Sud-Ouest une terre où prendre racine. Né en 1911 dans la Somme, orphelin au cours du premier conflit mondial — le meurtre de ses parents « a été rendu en 1916 », sa vie a été marquée par la guerre. Combattant de la seconde, puis prisonnier, il a passé cinq ans en Allemagne. Croix de guerre et chevalier de la Légion d'honneur, il s'est fait élire maire de Villeneuve-sur-Tarn en Haute-Garonne, en 1947. Le professeur agrégé de biologie venait de croquer le fruit de la politique, « de l'administration », rectifie-t-il. Conseiller général en 1951, il accéda en 1966 à la présidence de l'Assemblée départementale après le décès d'Engène Monié, un autre enseignant, venu de Narbonne porter en ces terres le savoir républicain.

Sa longue fréquentation de ce pays ne lui a pas donné l'accent. Et pourtant, M. le président confesse un amour profond pour cette région. « Il explique non sans humour : « Les Espagnols ont longtemps occupé la Flandre. J'ai pensé être

une armoire-grand-mère qui a faust avec l'un d'eux. » M. Léon Eeckhoutte a toujours « voulu rester un homme de métier. La politique n'est qu'un supplément. Voilà pourquoi n'ai jamais été député. » Il a été élu sénateur en 1971, « parce que le palais du Luxembourg est le grand conseil des communes de France ». Les mandats locaux lui suffisaient à se glisser dans la peau d'un « Pygnalou » dont la belle serait sa ville, Villeneuve, dont il est si fier !

Le président se souvient volontiers du temps où Toulouse était socialiste, époque de collaboration sans nuage entre le département et la métropole régionale. L'élection de Pierre Baudis en 1971 sonna la fin de l'idylle, celle de son fils Dominique Baudis en 1983 déclencha d'épouvantables scènes de ménage. « On a souvent l'impression d'être en antinomie les uns par rapport aux autres, et pourtant, il faudrait bien se voir, discuter, travailler ensemble pour faire avancer les choses. » Il sait écouter, confesse, de son côté, l'écueil maître. « J'ai surtout le sentiment que c'est quelqu'un de déchiré entre son attitude personnelle et ses obligations de socialiste. »

Membre du Parti socialiste depuis 1946, M. Eeckhoutte a parfois dû combattre les positions de son parti, donnant à certains le sentiment de pactiser avec l'adversaire, quand, par exemple, Toulouse balayait entre autres tramway. Subtil dosage de militant, de gestionnaire et d'homme personnel irréductible à quelque schéma.

L'une des explications de sa longévité, de son savoir-faire politique, est peut-être bien dans ses audaces calculées, dans ses prudentes témérités, dans cette gestion d'un département et d'une carrière qui a épousé les mouvements de son temps.

Père d'un jeune enfant, il se sent la force, et peut-être le désir, de poursuivre son ouvrage. Mais il sait aussi que nombre de socialistes voudraient bien qu'il passe la main sans coup férir, afin de tourner une page bien remplie de l'histoire départementale. Il lui reste Confucius comme ultime réconfort : « Si je pensais que la fin du monde est pour demain, je planterais quand même un pommier aujourd'hui. »

GERARD VALLES.

Puy-de-Dôme : Michel Charasse dans la « petite patrie » de Pierre Laval

La présidence du conseil général est en jeu dans le Puy-de-Dôme puisque le président sortant, M. Arsène Boulay (PS), ne se représente pas dans son canton. Mais elle ne devrait pas échapper à un socialiste.

La gauche détient actuellement la majorité absolue des sièges (treize et un socialiste, deux communistes et vingt-huit représentants de

l'opposition). Sur trente-deux cantons renouvelables, la droite ne paraît en situation de ravir un siège aux socialistes que dans un seul, celui d'Anbière dont le conseiller général sortant est M. Boulay.

Les rivalités locales entre socialistes sont fortes, et la présence dans la compétition can-

tonale, pour la première fois, de M. Michel Charasse, maire de Puy-Guillemet et ministre délégué au budget, imprègne les postulants socialistes à la présidence du conseil général.

Pourtant, M. Charasse ne paraît pas convoiter cette présidence. « Il ne faut pas trop charger la mule », dit-il souvent. M. Valéry Giscard d'Estaing ne se représente pas dans son

canton de Chamallières afin de respecter la loi sur le cumul des mandats. Le maire de Chamallières, M. Claude Wolff (UDF), espère lui succéder. Mais M. Giscard d'Estaing a préféré qu'il se représente dans un canton voisin, dont il est le conseiller sortant, Rochefort-Montagne. — (Corresp.)

CHATELON
de notre envoyé spécial

Premièrement, les ordures ménagères. Deuxièmement, les ordures ménagères. Troisièmement, les ordures ménagères. Puis, dans l'ordre, la voirie (municipale, départementale et sylvopastorale), l'école (de la République), l'aide sociale et l'emploi (plan Riocard).

Michel Charasse, natif de Chamallières, cette commune du Puy-de-Dôme, qui doit sa célébrité à un autre que lui, Valéry Giscard d'Estaing, organise ainsi les réunions publiques de sa première campagne cantonale. Les décharges publiques, ça pue et ça pollue. Chacun les a dans la nez. Chacun ressent la nécessité d'un incinérateur, mais tout le monde sait que les communes ne sont pas prêtes à faire payer cent francs par tête d'habitant et par an pour griller les ordures. Il convient donc que le département s'en charge. Cela coûtera moitié moins cher au contribuable.

Le ministre délégué au budget. Auvergnat de surcroît et donc économiste des derniers publics plus souvent qu'il son tour, s'en occupe s'il est élu. Foi de Charasse, maire de Puy-Guillemet (deux mille sept cents habitants) depuis 1977 et candidat au mandat de conseiller

général dans le canton de Châtelon. Candidat socialiste à la succession d'un autre socialiste, Genest Fradin, qui, en raison de son âge (soixante-dix ans), a décidé de passer la main. L'intéressé assure que nul ne le lui a forcé.

A Châtelon (neuf cent seize habitants), on parlera donc des ordures ménagères, comme partout dans chacune des six communes du canton. « C'est pas très gai, pour une campagne électorale, mais je suis obligé de mettre les ordures en tête. Ça fait un pétard du feu de Dieu », remarque le candidat, devant vingt personnes dont le maire, Genest Fradin justement, sous le regard (qui porte à gauche) d'une Marianne pulpeuse réalisée il y a une soixantaine d'années d'après un modèle local, la fille du garde champêtre. Laquelle, de l'avis général, était « une belle plante ».

De politique, point. Si le candidat porte un pull-over et des chaussures roses, c'est pure fantaisie. « Il n'y a pas, dit-il à l'auditoire, une manière de droite et une manière de gauche pour poser des égoûts. Il y a ceux qui le font et ceux qui ne le font pas. » Il n'avait pas besoin de le dire pour être compris, singulièrement du président-directeur général d'une entreprise locale de cent trente

salariés, la chemiserie Présidence, universellement connue pour la qualité de ses fringues (elle en exporte jusqu'à Hongkong, exploit qui lui vaut d'être souvent citée en exemple par le président de la République) et localement reconnue pour les rigueurs de sa politique salariale.

Ce président-directeur général là, convaincu que les socialistes « font de bonnes choses », interroge l'orateur sur les aberrations de la taxe professionnelle. Le candidat, ministre du budget, répondra : « François Mitterrand dit que c'est un impôt imbécile. D'accord, mais il rapporte 80 milliards, et je ne sais pas par quel le remplacer. » La taxe professionnelle va dans les caisses des communes et le maire de Puy-Guillemet a besoin d'argent.

La campagne des champignons

Châtelon est deux municipalités. C'est la « petite patrie » de Pierre Laval, qui fut chef du gouvernement de Vichy, souhaita publiquement la victoire de l'Allemagne et, condamné à mort en 1945, mourut devant un peloton d'exécution. De Pierre Laval, on ne parle pas, ou alors à voix basse, tête baissée, avec des mots qui ne se bousculent pas. Sa fille, qui possède le château familial, demande le trans-

fert des restes de Pierre Laval du château de Thiers à Châtelon. Qu'est-ce que ça veut dire ? On n'a rien entendu. Pis que le transfert des cendres du maréchal Pétain, Châtelon, remarque Michel Charasse en aparté, à voix soudainement basse, deviendrait un lieu de pèlerinage : « On aurait tous les fachos du pays. »

En revanche, le vin rouge du cru défile les langues. Il frise dans les verres et dans l'estomac. Le maire, Genest Fradin, a mis un petit tonneau en perce, afin de répondre à l'appel inévitable des vœux de mirliton : « On passe à Châtelon, Fradin paye un canon. » A consommer sur place. La production Fradin nourrit des discussions sans fin. Elle réjouit les collues du carreau agressées par d'autres productions locales connues sous l'appellation « vin des trois frères » (un qui boit, les deux autres qui le trappent afin d'éviter qu'il ne s'échoue à la deuxième gorgée), c'est dire si ce breuvage a mauvaise réputation.

Une heure de réunion, un « canon » pour finir et, pendant cette opération conviviale, une conversation qui roule sur les vrais sujets du moment. La qualité du vin. L'hiver qui revient avant même que l'été n'ait accompli son temps légal. La cueillette de la giroflée, blonde ou brune, des cépes, de la « langue de veau » et du « gris

de sapin ». L'art d'accommoder les tripes et le pied de cochon vinaigré. L'histoire de ce curé de Clermont-Ferrand qui fait les gros titres de la Montagne parce qu'il a « emprunté » 1 million de francs à ses ouailles et qu'il est allé les dépenser à Paris. Dieu sait avec qui.

Bref, les cantonales mobilisent moins les énergies que la campagne des champignons. La veille, à Puy-Guillemet, un électeur a demandé au maire la date du premier tour. A une semaine, tout juste, du scrutin. Les affiches officielles des concurrents commencent à peine d'être collées par les gardes champêtres, moyennant la petite pièce qui entretient l'amié. Michel Charasse n'a que six communes à parcourir dans le canton qu'il convoite. Cela laisse un peu de temps pour aller soutenir les copains dans les cantons voisins et même, entre les deux tours, jusqu'en Corrèze, où les socialistes affrontent des « gueules d'empêgne ».

La « gueule des riches »

Pour Châtelon, les amis de Michel Charasse ne se font pas trop de souci. Un ministre du budget, cela peut rendre quelques services au pays, un peu plus que le Charasse qui n'était « que » séna-

teur et conseiller du président de la République. Cela compte d'autant que le candidat a fait ses preuves à la mairie de Puy-Guillemet depuis plus de dix ans. Le dynamisme de cette commune, on l'envie. La maison de la musique, installée dans les anciens bains-douches à deux pas du dancing-musette Chez Dédé, la maison de retraite toute neuve, les services de la mairie informés, un petit air suisse plus propre que nature, la verrerie et ses six cents articles, l'école, surtout. Classes de neige à Courchevel parce que, explique le maire, « j'ai voulu que les fils de pauvres voient la gueule que pa a, les riches ». Pourquoi ? « Pour qu'ils aient envie de devenir comme eux. »

La neige, le mer, un gros dictionnaire pour chaque élève et pour la vie. Et l'anglais. A Puy-Guillemet, on n'a pas attendu Lionel Jospin pour initier les enfants à l'anglais dès la maternelle, depuis quatre ans. « What is your name ? » « A Romein ». « Turn around with me », et le reste, dès l'âge de quatre ans. Coût : 180 000 francs pour l'année, entièrement à la charge de la commune. C'est promis juré, si Michel Charasse est élu, on se débrouillera pour parler anglais dans tout le canton, voire le département. Jospin lui doit bien ça !

JEAN-YVES LHOMEAU.



ÉDUCATION

La polémique sur le jour du catéchisme

L'Eglise catholique souhaite une réflexion d'ensemble sur les rythmes scolaires

La Fédération de l'éducation nationale a accueilli en termes sévères l'appel lancé par le cardinal Lustiger, archevêque de Paris, pour que le catéchisme puisse avoir lieu à l'intérieur des établissements scolaires (le Monde du 20 septembre). Pour le secrétaire général de la FEN, M. Guy Le Néouanic, « la demande de l'Eglise catholique conduirait l'institution du service public à s'adapter aux exigences des institutions religieuses ». « Imaginons, poursuit-il, que le ministre dise oui. Comment pourrait-il refuser le même droit au grand rabbin, aux musulmans chéites ou sunnites, et même à Mgr Lefebvre ? »

Ce n'est pourtant pas du pluralisme confessionnel en France qu'a parlé l'archevêque de Paris, mais de l'enseignement religieux, dont il fait une pièce maîtresse de la culture des enfants, illustrant même son propos par cette formule, le dimanche 18 septembre, à Radio-Pacifique-FM : « L'Eglise catholique est quand même plus importante pour la culture française que le Grand Livre ».

Ce n'est pas la première fois que l'épiscopat, notamment l'archevêque de Paris, lance un cri d'alarme sur la

baisse de fréquentation du catéchisme, 45 % seulement des enfants de huit à douze ans scolarisés dans le primaire suivent des cours d'enseignement religieux dans les paroisses. Or l'évolution vers la semaine scolaire continue accentue cette désaffection.

L'épiscopat s'attache à la lettre et à l'esprit de la loi de Jules Ferry de 1882, qui prévoyait la libération d'un jour en milieu de semaine pour l'enseignement religieux. Deux évêques, ceux de Bourges et d'Angoulême, sont intervenus auprès des tribunaux administratifs d'Orléans et de Poitiers pour casser la décision de deux inspecteurs d'académie qui avaient autorisé, à la demande des parents, le transfert des cours du samedi matin au mercredi. Ils ont obtenu gain de cause, mais ces deux actions judiciaires, inaccoutumées de la part de l'épiscopat, ont laissé des traces dans les milieux enseignants.

Cette défense du mercredi libre est une position tactique. Les évêques n'ignorent pas que la semaine de travail continue et la libération du week-end sont des revendications populaires dans les familles, notamment en raison de l'extension du travail féminin, et qu'elles seront, à terme, généralisées. « Nous archaïssent sur le mercredi, c'est une position défensive, admet le cardinal Lustiger lui-même. Cela veut dire qu'il ne faut pas toucher au statu quo tant qu'on n'a pas procédé à une réflexion de fond sur les rythmes scolaires des enfants. » Les évêques, et en particulier celui de Paris, ont depuis longtemps fait valoir leur préférence pour un réaménagement global sur l'année des horaires scolaires (moins de grandes vacances et libération du samedi et du mercredi).

La nomination de M. Bouchareine

Mais que faire en attendant ? Les évêques craignent à nouveau d'être mis devant le fait accompli, comme ils l'ont été à Bourges et à Angoulême. Ils ne cachent pas leur inquiétude à la lecture de la circulaire Jospin-Bambuck du 2 août 1988 donnant une liberté accrue aux

autorités académiques et aux collectivités locales dans la détermination des rythmes scolaires. Ils ne voient pas non plus très favorablement l'arrivée de M. Michel Bouchareine, ancien secrétaire général du Comité national d'action laïque (CNAL), au cabinet du secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, pour une mission sur l'aménagement des rythmes de la vie de l'enfant.

D'où le ballon d'essai lancé, pour la première fois publiquement, par le cardinal Lustiger : pourquoi ne pas permettre que le catéchisme soit enseigné dans les locaux scolaires, mais en dehors des heures de classe, par exemple à la mi-journée ou en fin de journée, comme cela est déjà autorisé par la loi pour les lycées et collèges de l'enseignement public, dans le cadre des aménagements ? Pour 20 % d'entre elles, leurs activités s'exercent à l'intérieur des locaux scolaires.

S'il est vrai que le catéchisme à l'école est une pratique courante chez les voisins européens, de telles dispositions sont difficilement envisageables à court terme pour la France, compte tenu de ses lois et de sa tradition laïque. L'Eglise catholique elle-même — ses béatitudes qui font le catéchisme, la nouvelle pédagogie qu'elle met en œuvre pour l'enseignement religieux — n'est pas prête à un tel bouleversement des habitudes et des mentalités.

Le cardinal Lustiger a voulu attirer avec éclat l'attention du gouvernement et de l'opinion sur la question de l'enseignement religieux des enfants, qui est pour lui au cœur de la défense du patrimoine spirituel et culturel du pays. Moins bruyamment, des discussions exploratoires ont commencé entre des représentants de l'épiscopat français et la Ligue de l'enseignement — spécialement sur ce sujet controversé des rythmes scolaires — montrant que les esprits sont peut-être en train de bouger sur la question laïque.

HENRI TIMCO.

DÉFENSE

Après un accord conclu avec les Etats-Unis

Les avions ravitailleurs français seront modernisés

La France et les Etats-Unis ont conclu un accord pour modifier leur flotte respective d'avions ravitailleurs en vol, du type KC-135, de façon à tripler grosso modo les capacités opérationnelles de ces appareils.

En 1964, la France a acquis douze KC-135, qui sont des quadricoptères Boeing-707 spécialement aménagés pour ravitailler en vol les bombardiers nucléaires Mirage IV ou, après reconditionnement interne, transporter du fret et des passagers sur des distances intercontinentales. Cet appareil pèse 145 tonnes au décollage et il peut décoller en vol du carburant grâce à un tuyau de ravitaillement qu'il laisse traîner derrière sa queue et dans lequel l'avion de combat vient verrouiller sa perche installée dans le nez. Ce procédé procure une sérieuse allonge au rayon d'action du Mirage IV puisque le KC-135 peut livrer du carburant jusqu'à 5 500 kilomètres de sa base de départ.

Depuis 1985, ces avions — il en reste onze après un accident en Polynésie quelques années auparavant — ont été modernisés. Les réacteurs sont nouveaux, leur électronique de bord a été renforcée. De sorte que cette flotte, basée principalement à Istres (Bouches-du-Rhône), Avord (Cher) et Mont-de-Marsan (Landes), sera opérationnelle jusqu'en 2005.

Une conséquence de la guerre du Tchad

Mais, entre-temps, la technique du ravitaillement en vol s'est généralisée et, outre les Mirage IV, tous les avions de combat (comme les Mirage F-1, les Jaguar ou les Super Etendard) sont dotés d'une perche qui leur permet à eux aussi de venir s'abreuver en carburant auprès d'un KC-135.

Les opérations en Afrique et, notamment, les interventions au Tchad, ont démontré l'insuffisance de la flotte française de ravitailleur.

ment. Les états-majors doivent « jongler » entre les demandes prioritaires des escadres de Mirage IV et celles des autres formations aériennes clientes. Tant et si bien que les onze KC-135, avec leur système unique en queue de ravitaillement, ne suffisent pas à la tâche.

De leur côté, les Etats-Unis, avec, pourtant, leur flotte de six cent cinquante KC-135, avaient le même problème de multiplier les capacités de ravitaillement de leurs avions en service. Le projet a été conçu d'installer deux autres points de ravitaillement sous chacune des ailes du Boeing, en complément de celui en queue de l'appareil. Le KC-135 ainsi équipé rappellera les KC-10 ou les C-130 K américains et les VC-10 K britanniques, qui disposent déjà de trois systèmes de ravitaillement sous la voilure et la queue.

Un accord a donc été signé entre la France et les Etats-Unis aux termes duquel les deux pays cofinanceront ce programme de modernisation de leurs KC-135 respectifs. Dès 1989, les avions français s'inscriront progressivement dans la chaîne de production pour recevoir les deux points de ravitaillement supplémentaires : un sous chaque voilure. Cet accord conclu n'a pas été officiellement annoncé en France.

L'armée de l'air française devrait disposer à terme d'une capacité accrue de ravitaillement à son profit, mais aussi au bénéfice des formations de l'aéronautique navale.

Le système retenu de ravitaillement en vol n'a pas pour seul avantage d'augmenter les capacités instantanées des nouveaux KC-135 : allonger sensiblement le rayon d'action des avions de combat et, donc, leur aptitude à se déployer loin de leur base de départ. Il permet aussi de diminuer le temps de

A partir de l'année prochaine, les avions français devraient recevoir chez les constructeurs Boeing pour qu'on y installe trois systèmes de ravitaillement à bord, au lieu d'un seul actuellement.

M. Hermu, FO et la CGC favorables au projet Rafale

« Il ne me paraît pas bon, aujourd'hui, de mettre en doute la crédibilité du Rafale, car, ainsi, nous laisserions la place à des avions étrangers », a déclaré, le lundi 19 septembre, à Villeneuve, l'ancien ministre de la défense, M. Charles Hermu, après les propos du premier ministre, M. Michel Rocard, expliquant que ce dossier du nouvel avion de combat français était dans un état de « stabilité avancée ».

« Ce programme est vital pour la défense, l'industrie aéronautique en général et l'économie nationale », a ajouté M. Hermu, qui a tenu à rappeler qu'il avait été à l'origine du projet lorsqu'il était ministre de la Défense en 1985.

De leur côté, après la CGT, la Fédération FO de la métallurgie et le syndicat CGC de l'aéronautique ont publié des communiqués pour défendre le programme Rafale. FO insiste pour la recherche de coopérations avec d'autres pays. La CGC dénonce les « quelques turberies » qui « s'opèrent » que la défense nationale coûte cher. Enfin, le PDG du groupe Dassault-Breguet, M. Serge Dassault, a adressé une lettre personnelle à son encadrement dans laquelle il accuse l'« Express » d'avoir écrit « ses titres mensonges » dans son dossier consacré au Rafale.

M. Charles Vallée directeur des affaires générales au ministère

M. Charles Vallée, professeur d'université, a été nommé directeur des affaires générales, internationales et de la coopération au ministère de l'éducation nationale, par décret en conseil des ministres. Il remplace M. Gilbert Léostre, qui occupait cette fonction depuis juillet 1987.

Du 1er janvier 1939 à Rennes, M. Charles Vallée est agrégé de droit public et titulaire du Master of Political Science de la State University of New York. Professeur d'université, M. Vallée a enseigné à Metz (1976), puis à Rouen à partir de 1980. Depuis 1982, il était directeur des études à l'Ecole nationale d'administration. Spécialiste de droit international public et de droit européen, il est notamment l'auteur d'un droit des communautés européennes et coauteur d'un manuel de droit international public.

CAMPUS

Une « charte » des universités européennes

Une « grande charte » (Carta magna) des universités européennes a été signée, dimanche 18 septembre, par les recteurs des vingt-quatre universités les plus anciennes d'Europe, au cours des cérémonies marquant le neuvième centenaire de l'université de Bologne, en présence de M. Francesco Cossiga, président de la République italienne. Ce document énonce quatre principes fondamentaux : l'indépendance à l'égard « de tout pouvoir politique, économique et idéologique » ; l'union indissoluble entre l'enseignement et la recherche ; la reconnaissance de la « liberté de recherche, d'enseignement et de formation » ; nécessité de la « connaissance réciproque des cultures européennes ». Pour atteindre ces objectifs, la charte préconise notamment d'encourager l'échange d'informations et de documentation et la mobilité des enseignants et des étudiants et demande une politique générale d'attribution de bourses et d'équivalences en matière de titres et d'examen.

Cette charte, qui constitue aux yeux de M. Cossiga « un pacte européen de la culture », a été signée par les recteurs dans l'ordre d'ancienneté de leurs universités : après Bologne, venaient la Sorbonne, Salamanque, Coimbra, Prague, Cracovie, Vienne... pour finir par Istanbul, Utrecht et Barcelone.

Au cours des travaux, qui ont rassemblé pendant trois jours environ quatre cents recteurs venus du monde entier, M. Gianni Agnelli, président de Fiat, a prononcé un processus d'europlanisation de l'université : « Chaque étudiant doit pouvoir commencer ses études à Paris, les continuer à Londres, les terminer à Rome ou Francfort, les perfectionner à Bologne, et il dit. Nous devons récupérer dans un style moderne l'héritage illustre des « clercs errants » du passé. » — (AFP.)

Risques financiers

Le centre de formation continue HEC-ISA organise lundi 10 octobre au Grand Hôtel (2, rue Scribe, 75009 Paris), de 14 h 30 à 19 heures, une réunion sur le thème : « Le contrôle des risques financiers. »

(Club finance internationale, centre HEC-ISA, 1, rue de la Liberté, 75001 Paris. Tél. : 39-55-70-00.)

Industrie des langues

Le congrès national des enseignants de langues étrangères appliquées (LEA) aura lieu à l'un-

versité de Rennes-II en janvier 1989. Il aura pour thème : « Les industries des langues. »

(Université de Haute-Bretagne, 6, avenue Gaston-Berger, 35043 Rennes Cedex. Tél. : 99-54-99-55.)

Jésuites

L'institut d'études sociales (Institut catholique de Paris), dirigé par les jésuites, offre à cinquante étudiants « la possibilité d'une formation à l'économie, la sociologie, la politique et à une réflexion fondamentale ». Candidatures jusqu'au 15 octobre.

(Institut catholique, 21, rue d'Assas, 75006 Paris. Tél. : 42-22-41-80.)

ENFANCE

Un film du ministère de la solidarité, de la santé et de la protection sociale

Comment parler aux enfants des agressions sexuelles

Impossible de parler de l'inceste aux jeunes enfants ? Aurions-nous oublié Pausanias, le conte de Perrault où il est question d'une princesse dont le père vient de mourir et que son père, le roi, veut épouser ? Le réalisateur Bernard Bettembourg a eu l'idée de s'inspirer de ce conte dans un film destiné aux enfants, mais que les adultes ont chaleureusement applaudi, lundi 19 septembre, lors de la journée sur les abus sexuels à l'égard des enfants organisée par le secrétaire d'Etat à la famille. Ce film, *Histoire d'en parler*, adapté à l'initiative du ministère de la solidarité, de la santé et de la protection sociale, dure trente minutes, mais son découpage en séquences de sept à huit minutes permet une utilisation facile à des fins pédagogiques.

Chacune des séquences consiste en scènes de la vie jouées par des garçons et des filles d'une école primaire et des acteurs professionnels. Dans la première, « signaux d'alarmes », un petit garçon a subi des violences de la part de « grands » à la sortie de l'école. On y voit tous les signes d'appel que les victimes lancent généralement à leur entourage : tristesse, retrait dans la cour d'école... et, enfin, fugue :

l'enfant retrouve enfin la paix quand il parvient à en parler d'abord à des copains, puis aux adultes (instituteur et parents).

La deuxième histoire concerne les exhibitionnistes et la troisième l'inceste. Avant d'en venir à ce thème, très délicat, M. Bettembourg a eu l'idée de présenter une séance jouée dans une salle de classe où une institutrice apprend à ses élèves à dire non à un adulte « qui vous propose quelque chose qui vous plaît bien ». Cela peut être un bonbon bien sûr, mais aussi de réparer un bateau.

Simple, émouvant, positif, souvent gai, ce film devrait pouvoir aider tous ceux qui, à l'école notamment, voudraient parler avec les enfants des abus sexuels dont ils peuvent être victimes.

S'adresser directement aux petits enfants ? C'est possible, ont affirmé pendant cette journée deux équipes de professionnels de l'enfance qui, pendant deux ans, ont mené une expérience en laïe et en Seine-Saint-Denis, surtout si les adultes ont eux-mêmes l'occasion de voir auparavant les documents présentés à leurs enfants.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

PARIS

Le quartier de la Défense fête ses trente ans

Le quartier de la Défense, près de Paris, a trente ans. Le 9 septembre 1958, le *Journal officiel* publiait un décret créant l'établissement public qui devait aménager les 760 hectares de ce quartier à cheval sur Puteaux, Nanterre et Courbevoie. Trente ans plus tard, trente mille personnes habitent et cent mille travaillent dans le plus grand pôle d'affaires d'Europe, où 650 sociétés occupent plus de deux millions de mètres carrés de bureau.

Pour célébrer ses trente ans, la Défense organise un programme d'animation et de spectacles jusqu'au 6 novembre.

« La Défense s'illumine ». Des rayons laser rythmeront l'espace le long de l'axe historique qui de la grande arche remonte vers l'arc de triomphe de l'Etoile. En même temps, l'histoire de la Défense sera évoquée sur un écran d'eau géant dans la fontaine AGAM. Du 28 septembre au 4 octobre, de 19 h à 1 h du matin.

« Trente ans en cent maquettes ». Les cartons à dessin et les caisses s'ouvrent pour exposer les projets réalisés ou abandonnés, comme celui d'une tour de 700 mètres de haut. Jusqu'au 6 novembre, de 12 h à 19 h, galerie esplanade, entrée libre.

« Images d'archives ». Les vaches dans des prés à quelques centaines de mètres du Rond-Point... les bidouilles de Nanterre... Jusqu'au 3 octobre de 12 h à 20 h, sur grand

écran : promenoir du centre commercial des Quatre Temps.

« Art contemporain : les années 80, vues par cinq galeries ». Cinq grandes galeries parisiennes d'art contemporain présentent leurs artistes. Du 23 septembre au 6 novembre, tous les jours, sauf le mardi, de 12 h à 19 h. Galerie la Défense Art 4.

« Les JO sur le parvis ». A l'invitation du conseil général des Hauts-de-Seine, les épreuves des Jeux olympiques de Séoul sur grand écran. Jusqu'au 3 octobre, parvis de la Défense.

« Douze ans de jazz à la Défense ». Concert gratuit avec les lauréats du concours national de jazz de la Défense. Jeudi 6 octobre à 12 h 30, place de la Défense.

« Le mois de l'affiche ». Cent affiches publicitaires du monde entier primées lors de concours internationaux. Jusqu'au 15 octobre : esplanade du Général-de-Gaulle et place de la Défense.

« L'escadron motocycliste de la garde républicaine ». Démonstration le mercredi 21 septembre de 12 h 30 à 14 h, place de la Défense.

« Enfin deux « journées portes ouvertes ». Les dessous de la Défense, sa machinerie, le contrôle des 26 000 places de parking, la culture d'espaces d'arbres très jeunes, le parc de 25 hectares... Vendredi 7 octobre de 12 h à 14 h et samedi 8 octobre de 10 h à 18 h : départ galerie de l'Esplanade. Renseignements par téléphone au 47-96-25-43.

REPÈRES

Nucléaire

La France gèrera ses déchets radioactifs

La France est déterminée à « stocker, sur son propre sol et dans des conditions de sûreté éprouvées, la totalité de ses déchets radioactifs », a affirmé M. Jean-Pierre Capron, président du Commissariat à l'énergie atomique (CEA), devant la conférence générale de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), qui s'est ouverte à Vienne, le lundi 19 septembre. M. Capron a précisé

que les études se poursuivaient pour construire un « laboratoire souterrain » destiné aux déchets de haute radioactivité, l'objectif étant de disposer d'un « centre de stockage en profondeur opérationnel au début du vingt et unième siècle ».

Présentant le programme électro-nucléaire français des années à venir, le président du CEA a indiqué que les efforts porteraient plus sur la « valorisation de l'inversement » que sur l'accroissement du parc nucléaire : développement de la filière à neutrons rapides, introduction progressive du combustible mixte (uranium-plutonium) dans les réacteurs, et

démarrage des nouvelles installations de retraitement des combustibles irradiés de la Hague. — (AFP.)

Déchets toxiques

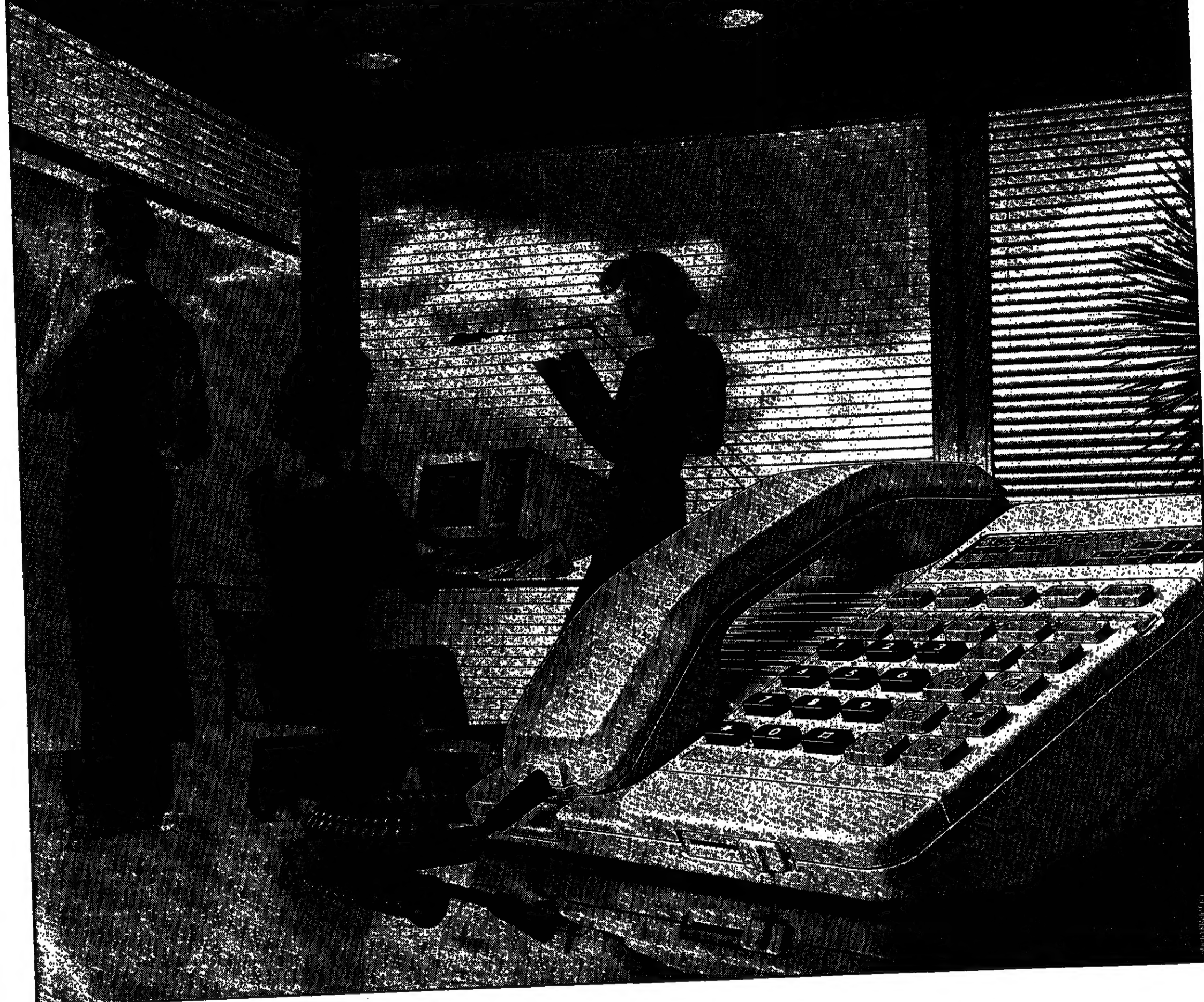
Livourne refuse le cargo-poubelle

Pour l'équipage du *Karin-B*, ce cargo-poubelle transportant 2 000 tonnes de déchets toxiques provenant des industries italiennes, l'odyssée continue. Sept semaines après avoir embarqué les fûts qu'il avait illégalement déposés au Nigeria et après avoir été successivement

refoulé par plusieurs pays d'Europe, le bateau, dont le chargement a été finalement pris en compte par le gouvernement italien en vertu des accords internationaux, est pratiquement revenu à son point de départ.

Le *Karin-B* mouille au large de Livourne où, théoriquement, les autorités portuaires devaient l'accueillir. Or le maire lui a enjoint de ne pas s'approcher, les dockers menaçant de faire grève, et les autorités régionales de Toscane assurant que le port ne sera pas prêt à recevoir les fûts toxiques avant quinze jours. Des négociations sont en cours avec le gouvernement italien.

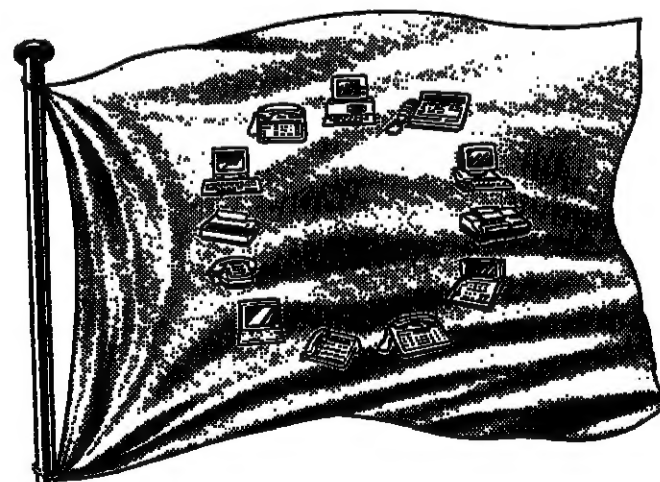
BRANCHEZ-VOUS SUR L'AVENIR.



Jeumont Schneider en France et Télénorma, filiale de Robert BOSCH en Allemagne, se sont alliés pour créer en Europe une nouvelle entreprise qui est en mesure de vous offrir dès aujourd'hui :

- des équipements bureautiques et téléphoniques allant de 2 à 12.000 lignes.
- une garantie de pérennité de ces équipements dont les normes sont celles du RNIS (Réseau Numérique à Intégration de Services).
- une capacité d'innovation exceptionnelle avec un budget Recherche et Développement de 3,8 milliards de francs.

J.S. TELECOMMUNICATIONS
L'Alliance Jeumont Schneider Bosch



J.S. TELECOMMUNICATIONS
31/32, Quai de Dion-Bouton
92811 Puteaux Cedex.
Tél. (1) 42.91.61.23
Télex 610.425 MELEC F

هكذا من الأصل

Les XXI^{es} Jeux olympiques à Séoul



Vraiment trop bête !

Notre confrère *Politix*, qui cultive le « devoir d'irrespect », provoque-t-il seulement, à propos des JO, en tirant cette semaine, avec un clin d'œil à Jacques Brel : « Beau et con à la fois » ?

Beau, le spectacle olympique, vu des tribunes ou à la télévision, l'est d'évidence : les arabesques aériennes de Greg Louganis, médaille d'or, mardi midi, au tremplin de 3 mètres, paraissent tracées par un pinceau japonais. Et l'on aura maintes occasions, à partir de vendredi, de magnifier les dieux de l'athlétisme.

Mais la deuxième épithète ? La rubrique « Nos ami(e)s les bêtes » commence, il est vrai, à s'étoffer depuis la cérémonie d'ouverture. On va peut-être crier au préjugé, mais ce n'est quand même pas la faute des observateurs si la compétition de boxe est en train d'être revue et corrigée par d'involontaires Marx Brothers.

D'abord, les organisateurs sud-coréens ont installé deux rings, A et B, dans le gymnase Chamsil : si bien que lorsque le gong A annonce la fin d'un round, les combattants du ring B s'arrêtent aussi, tout surpris : « Tiens, c'est déjà fini ? » C'est arrivé plusieurs fois, cette histoire de cloches, avant qu'on essaie de mettre les pendules à l'heure.

Et puis, il y a l'introuvable mésaventure du poids américain Anthony Hembrick, parachutiste de son état, qui regardait paisiblement passer les autobus en mâchant du chewing-gum : finalement, il a raté le bon et il a été éliminé pour retard. Les cameramen de NBC, qui l'attendaient en direct, s'en sont tapé la tête contre les murs.

Mpucuko Makama, lui, ne s'est pas présenté du tout. Il pesait trop lourd, le boxeur du

Swaziland — oui, ce petit royaume du sud de l'Afrique, dont le jeune souverain Mswati III s'est retenu à plumes pour ne pas mettre le grand missionnaire blanc Jean-Paul II dans une marmite (le Monde daté 18-19 septembre). Il avait dû se tromper de catégorie, Mpucuko. Alors, notre représentant, Ludovic Proto, qui devait l'affronter, c'est, à son corps défendant, retrouvé tout seul au milieu du ring, comme un Toulousain place de la Concorde, et l'arbitre a levé son bras gauche en signe de victoire. Il avait l'air malin, le pauvre.

Pas finaud non plus, l'arbitre ivoirien Marius Lougho. Le Mongol Amarjargal était déjà tombé trois fois le nez dans la poussière, et, selon le règlement, son adversaire, le Canadien Pagendam, aurait dû être déclaré vainqueur. Mais Marius a laissé jouer la partie de chèque de cartes, et c'est le Canadien qui, sur un coup de tête — un vrai, un parfaitement interdit — s'est retrouvé sonné. Vainqueur : Amarjargal, a décrié M. Lougho en arrêtant le combat. Jamais de la vie, a protesté Jamie Pagendam... après coup. La commission d'appel lui a donné raison, en inversant le résultat.

Mais le règlement, toujours lui, stipule qu'un boxeur reconduit dans son coin par l'arbitre ne peut plus mettre les pieds sur un ring pendant deux mois. Exit donc le Canadien. Exit aussi Marius Lougho, suspendu, tout de même, pour la suite de la compétition olympique.

C'est très bête aussi ce qui est arrivé à l'équipe italienne de football, ridiculisée 4 buts à 0 par... la Zambie. Incrédules, les « tifosi » devant leur récepteur de télévision. Méconnaissables les joueurs professionnels de la Juventus, du Milan AC et du Naples de Maradona : zombies contre Zambiens.

Mais la palme du « ratage » revient sans doute à la jeune gymnaste britannique Lisa Grayson, quinze ans. La police l'a recherchée dans tout le Devon pour qu'elle aille remplacer, en catastrophe, une camarade blessée à Séoul. On l'a retrouvée, mais trop tard pour qu'elle puisse prendre un avion à temps : elle était au zoo, en rêverie admiration devant des « collègues » passant joyeusement de barres parallèles en barre fixe. Nos amies les bêtes...

MICHEL CASTANG.

Les résultats

HALTÉROPHILIE	
Catégorie des 56 kg	
1. M. Grabiev (Bulgarie), 297,5 kg.	
2. O. Mirzian (URSS), 292,5 kg.	
3. H. Yingjiang (Chine), 287,5 kg.	
(...) 10. R. Arnou (France), 245 kg.	
(...) 17. L. Fombertasse (France), 237,5 kg.	
NATATION	
Dames	
200 m nage libre	
La Française Cécile Prunier s'est qualifiée pour la finale en réussissant le huitième temps des séries (2 min 01 s 60).	
200 m brasse	
Virginie Bojaryn, septième de la sixième série en 2 min 37 s 88 et Pascaline Louvrie, huitième de la quatrième série en 2 min 38 s 75, ont été éliminées.	
Messieurs	
100 m papillon	
Ludovic Depickère, huitième de la sixième série en 56 s 47, a été éliminé.	
400 m quatre nages	
Bien qu'il ait battu son propre record de France en 4 min 23 s 46 (ancien record : 4 min 23 s 75 à Dunquerque en août 1988), Christophe Borden, deuxième de la troisième série, a été éliminé, tout comme Laurent Journe, sixième de la même série en 4 min 29 s 03.	
Relais 4 x 200 m nage libre	
L'équipe de France (S. Caron, M. Pou, O. Fougere, L. Neuville), deuxième de sa série derrière la RFA, s'est qualifiée pour la finale en établissant un nouveau record de France en 7 min 23 s 03 (ancien record par équipes en 7 min 23 s 46 à Strasbourg en 1987).	
PENTATHLON MODERNE	
Classement individuel après deux épreuves	
1. Marinček (Hong.), 2 056 pts.	
2. Bouzou (Fra.), 1 967.	
3. Kadlec (Tch.), 1 969.	
(...) 27. Ruer (Fra.), 1 747 (...)	
(...) 45. Gérard (Fra.), 1 623.	
Classement par équipe après deux épreuves	
1. Hongrie, 5 755.	
2. Tchécoslovaquie, 5 377.	
3. Grande-Bretagne, 5 357.	
4. Italie, 5 305 ; 5. France, 5 272.	
PLONGEON	
Messieurs	
Tremplin	
1. G. Louganis (EU), 730,80 pts.	
2. T. Liangde (Chine), 704,88.	
3. L. Delang (Chine), 665,28.	
TENNIS	
Messieurs	
Simple messieurs	
En battant l'Italien Camporese (6-2, 6-0, 6-3), le Français Guy Forget s'est qualifié pour le deuxième tour où il affrontera le Yougoslave Zivjovic.	
TIR	
Messieurs	
Carabine à air comprimé	
1. G. Maksimovic (You.), 695,6 pts.	
2. N. Berthelot (Fra.), 694,2.	
3. J. Riederer (RFA), 694,1.	
Fosse olympique	
1. D. Monakov (URSS), 222 pts.	
2. M. Bodzark (Tch.), 222 pts.	
3. F. Poeters (Bel.), 219 pts.	
VOLLEY-BALL	
Messieurs	
Groupe « A » - Corée du Sud - Brésil 3-2.	
Groupe « B » - Argentine - Japon 3-1.	

TIR : la médaille du « carabinier » de Créteil

Le plomb d'argent de Nicolas Berthelot

SÉOUL
de notre envoyé spécial

Il sourit, il tremble, il bégaye sa joie devant les micros tendus. Nicolas Berthelot n'est pas un expansif. Il n'a pas les mots pour dire son bonheur. Son large sourire de garçon timide est certes éloquent, mais il ne peut suffire aux chercheurs d'interviews. « Le tir est toute son expression, explique Jean-Richard Germon, le directeur national. C'est pourquoi il peut paraître loquace dans la vie. » Ce « carabinier » est en effet un drôle de pistolier. Ses lubies, volontaires ou non, ont souvent mis en évidence ce milieu très posé et rigoureux des spécialistes de la carabine (les carabiniers). Statistiquement, les farfelus sont, paraît-il, plus nombreux chez les « pistoliers ».

Surdoué du tir, Nicolas a remporté son premier titre de champion d'Europe junior à treize ans. Deux autres ont suivi. Mais c'est son tempérament d'écureuil distrait et sa propension à dormir qui faisaient le bonheur des échotiers. En 1987, peu avant la finale du championnat d'Europe, on l'a surpris dans le stand de tir endormi sur sa chaise. Quelques minutes plus tard, il était champion d'Europe. Comme dans un rêve. A vingt-quatre ans, il n'est plus l'enfant terrible de l'équipe de France comme il y a dix ans à son arrivée. Après avoir failli être exclu de l'Institut national des sports (INSEP) où il suit des cours d'informatique, le gars n'est plus assis. « C'est un consciencieux, un méthodique », dit son DTN (directeur technique national), approuvé par les copains du groupe France venus l'encourager.

Sa placidité naturelle l'a servi au moment de cette finale dont il révisait depuis deux ans. Il fallait des nerfs d'acier pour supporter la tension d'une telle épreuve de précision, retardée de plusieurs minutes par un incident insolite. A la dernière seconde, un Coréen a remplacé le Hongrois Oliver Gaspar, déjà installé à son pas de tir. Les juges avaient miraculeusement retrouvé un point qui qualifiait le tireur local

Le Français Nicolas Berthelot a remporté, le mardi 20 septembre, la médaille d'argent du tir à la carabine à air comprimé à 10 mètres avec un total de 694,2 points. Quatrième à Los Angeles du concours gagné par Philippe Heberlé, le jeune tireur faisait partie des favoris à Séoul. Au cours d'une finale où tout s'est joué à un ou deux dixièmes de millimètre, il n'a pas réussi à combler totalement son retard d'un point sur le Yougoslave Goran Maksimovic, champion olympique avec 695,6 points. En revanche, il dut batailler jusqu'à la dernière des dix balles pour contenir la remontée de l'Allemand de l'Ouest Johann Riederer, troisième avec un total de 694 points.

pour la finale à huit. Pauvre Gaspar, pauvre garçon, obligé à quinze ans de laisser sa place dans une finale olympique qu'il pensait avoir méritée ! Cette bavure — saluée par des bordées de sifflets — renforce la suspicion ambigüe à l'égard des jeunes carabiniers, pris plusieurs fois en flagrant délit d'« erreur ». « Des tireurs du pays qui nous reçoit n'ont pas fait les points qui sont affichés », remarque Jean-Richard Germon. Comme d'autres responsables d'équipes, il a placé des observateurs pour lire par-dessus l'épaule des juges. A toutes fins utiles.

« La médaille de Nicolas va soulager tout le monde, espère le DTN. Alors que nous faisons tranquillement du camping à Los Angeles, nous ressentons ici la pesanteur du village olympique. » Les tireurs français portent en plus sur leurs épaules le poids d'une discipline traditionnellement pourvoyeuse de médailles. La veille, Evelyne Marchon en a longtemps tenu une de bronze dans sa ligne de mire. Quatrième à l'issue des qualifications au pistolet à 25 mètres, la jeune femme était entrée en finale « bien décidée à défendre (sa) peau ». Après une première série de cinq balles, elle était troisième. Mais pour deux balles égarées ensuite dans le 9 au lieu du 10, cette célébratoire de trente-cinq ans restera encore quelque temps dans l'anonymat.

Elle avait pourtant consenti de gros sacrifices pour préparer ces Jeux. Installée en Espagne depuis huit ans, elle a quitté son emploi de traductrice pour s'entraîner cinq

heures par jour. Malgré les difficultés financières, elle ne regrette pas son année sabbatique : « J'avais toujours fait du tir en amateur, dit-elle. Au cours de ces derniers mois, j'ai découvert que je pouvais faire jeu égal avec les meilleurs. Je souhaite pouvoir continuer à m'entraîner à plein temps pendant les quatre prochaines années pour les J.O. de 1992. » A Barcelone, elle sera un peu chez elle. Retrouvera-t-elle les conditions de Séoul ?

Lumière de matin calme

Après une matinée maussade, le soleil était revenu sur le centre de tir de T'aemung. Sur les murs de chaque côté du pas de tir, l'automne commençait à faire rougir une vigne vierge. La lumière était parfaitement tamisée. Pas un souffle de vent.

Des conditions que Jean-Pierre Amat et Pascal Bessy, les deux spécialistes français de la carabine en position couchée, n'avaient pas connues quelques heures plus tôt. La lumière du matin calme leur a joué un vilain tour. Vers 9 heures, le ciel était bouché au-dessus du centre de tir de T'aemung. Gris anthracite. « La tactique était d'attendre que le temps se lève », dit Jean-Pierre Amat. Dans cette discipline, les concurrents disposent en effet d'une heure quarante-cinq pour lâcher leurs soixante balles sur une cible distante de 50 mètres. Malheureusement, c'est le contraire qui s'est produit. Dans les lunettes de visée, il

faisait presque nuit lorsque les Français durent se résoudre à tirer.

Le voisin de Pascal Bessy avait, lui, fait le bon choix. « Il a fini en une demi-heure. Je n'avais pas encore grillé la moitié de mes balles ! », s'exclame le jeune champion marseillais. « Pour tirer à cette vitesse, il faut une expérience que nous ne possédons pas encore », avoue Jean-Pierre Amat. Lucky Lake est tchécoslovaque. Son nom est Miroslav Varga. Il a réussi 600 points sur 600 au cours de cette épreuve qualificative avant de battre un Coréen et un Hongrois en finale. C'est à cause de types comme lui que la fédération internationale doit revoir ses règlements. A partir de la saison prochaine, le diamètre du centre de la cible sera réduit de 12,5 millimètres à 10 millimètres.

Amat et Bessy ne désespèrent pas. Leur meilleure spécialité, c'est la carabine trois positions. C'est la carabine à sa son plus rendu les armes. Il lui reste le pistolet à 10 mètres. « C'est une distance où les Français excellent généralement », assure Jean-Pierre Amat. Il est bien placé pour en parler. C'est à cette année, il était recordman du monde en carabine à 10 mètres avant d'être évincé de l'équipe de France par deux jeunes loups : Nicolas Berthelot et Franck Badiou, vingt et six ans, et deux autres. Il lui reste le pistolet à 10 mètres.

A 10 mètres, il y a une école française dont Berthelot, comme Heberlé, est un pur produit. « Beaucoup de pays nous demandent des conseils, mais nous n'avons pas une recette miracle », explique Jean-Richard Germon. Nous avons conçu une technique de tir, la plus dépourvue possible, une méthode d'initiation diffusée dans nos cinq cents ou six cents écoles de tir. « Le but final n'est pas forcément une médaille. Le tir permet d'atteindre la sagesse, dit-il. C'est une discipline d'aboutissement. » Nicolas Berthelot, « un être d'exception dans tous les sens du terme », selon son entraîneur, avait atteint la sagesse. Maintenant, il tient la médaille.

JEAN-JACQUES BOZONNET.

A la télévision

Mardi 20 septembre

14 h 30-17 h (différé, A 2) : gymnastique, haltérophilie, cyclisme (1 km course le contre-montre messieurs).

18 h-19 h (résumé, FR 3) : basket-ball (messieurs), boxe, cyclisme, sports équestres, escrime (finales), football, gymnastique, handball, hockey sur gazon, pentathlon moderne, volley-ball, haltérophilie, lutte, voile (première régates) taekwondo.

19 h 10-19 h 30 (A 2) : Journal des Jeux.

19 h 10-19 h 30 (A 2) : Journal des Jeux.

23 h 35 (A 2) : début de la retransmission des épreuves du jeudi 22 septembre.

Jeudi 22 septembre

Jusqu'à 6 h 45 (direct, A 2) : aviron (demi-finales), cyclisme (quarts de finale vitesse et finale poursuite), natation (séries 400 m libre dames, 100 m libre messieurs, 100 m dos dames, 200 m dos messieurs, relais 4 x 100 m libre dames), gymnastique (finale individuelle messieurs), pentathlon moderne (course à pied).

19 h 10-19 h 30 (A 2) : Journal des Jeux.

Mercredi 21 septembre

0 h 10-6 h 45 (direct, A 2) : aviron, gymnastique (lignes rouges par équipes), natation (finale 100 m papillon messieurs, 200 m libre dames, 400 m quatre nages messieurs, 200 m brasse dames, relais 4 x 200 m libre messieurs), cyclisme (vitesse et poursuite individuelles).

6 h-7 h 30 (résumé, TF 1) : aviron, cyclisme, tir, natation, sports équestres, escrime (finales), gymnastique.

11 h 30-12 h 30 (direct, A 2) : lutte (sous réserve de la qualification du Français Patrice Mourier).

13 h-14 h 30 (résumé, FR 3) : basket-ball (messieurs), boxe, cyclisme (vitesse et poursuite), sports équestres, escrime (finales), football, gymnastique, handball, hockey sur gazon, pentathlon moderne (tir), water-polo, haltérophilie, lutte, voile (deuxième régates).

18 h-19 h (résumé, FR 3) : basket-ball, boxe, escrime, football, gymnastique, handball, hockey sur gazon, pentathlon moderne (tir), water-polo, haltérophilie, lutte, voile (deuxième régates).

6 h-7 h 30 (résumé et direct, TF 1) : aviron, boxe, tir, escrime (autres catégories), natation, pentathlon moderne, cyclisme, natation et séquences en direct de gymnastique et de sports équestres (finale du concours complet).

6 h-7 h 30 (résumé et direct, TF 1) : aviron, boxe, tir, escrime (autres catégories), natation, pentathlon moderne, cyclisme, natation et séquences en direct de gymnastique et de sports équestres (finale du concours complet).

6 h-7 h 30 (résumé et direct, TF 1) : aviron, boxe, tir, escrime (autres catégories), natation, pentathlon moderne, cyclisme, natation et séquences en direct de gymnastique et de sports équestres (finale du concours complet).

« Complot » et « fièvre »

Vu de Taiwan et de Corée du Nord

La Corée du Nord a purement et simplement ignoré, le samedi 17 septembre, la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques à Séoul. Pour la Corée du Nord, qui boycotte les Jeux, ceux-ci ne sont qu'un « complot américain-japonais » en vue de « promouvoir l'existence de deux Corées ».

En revanche, à Taiwan, la télévision a montré à l'écran des athlètes de Chine continentale. Après de longues négociations avec les autorités de Taïpei, qui ont longtemps interdit toute

information venant de la Chine continentale, les trois chaînes publiques ont été autorisées à diffuser des images de sportifs de la République populaire chinoise. Toutefois, il demeure interdit de montrer le drapeau de cette dernière, rouge aux étoiles d'or, ou de faire entendre l'hymne officiel de Pékin. Il ne faut pas « encourager des illusions romantiques » ou la « soi-disant fièvre chinoise », a déclaré le porte-parole du gouvernement. — (AFP, UPI)

VOILE : ouverture des régates à Pusan

La porte du Japon

Les régates olympiques ont débuté le mardi 20 septembre sur le plan d'eau de Pusan, à 450 kilomètres au sud-est de Séoul. Huit disciplines ont été retenues (planche à voile, 470 masculin et féminin, Finn, Flying Dutchman, Soling, Star et Tornado). Des courants très changeants risquent de provoquer des surprises.

PUSAN
de notre envoyé spécial

A l'extrémité sud de la péninsule coréenne, la terre semble comme à regret le céder à la mer, et elle s'effrite en une poussière d'îles. Plages, rochers, côtes découpées et petites montagnes se détachent sur le bleu de la mer du Japon : l'arrivée en avion sur Pusan offre un aperçu d'une région dont les plus beaux paysages se trouvent plus à l'ouest.

Deuxième ville de la Corée du Sud, comptant 3,5 millions d'habitants, et grande porte de la péninsule ouverte sur l'extérieur (par son port transitant plus de la moitié du trafic des conteneurs), Pusan est aussi à l'avant-poste pour certaines exportations : ainsi dans l'usine de Kukje, 12 500 ouvrières produisent chaque jour des milliers de chaussures de sport dans ce qui est sans doute la plus grande unité de production de ce genre existant au monde.

Mais Pusan, c'est aussi un état d'esprit qui transparaît dans la physionomie de la ville. Par comparaison avec Séoul, Pusan a peu changé. Elle s'est certes modernisée, mais elle reste une ville basse : ses immeubles montent à l'assaut peu de gratte-ciels. Sa population est chaleureuse, bon enfant, « méridionale » dans son comportement. C'est peut-être au marché aux poissons de Chalgolchi que l'on sent le mieux battre le cœur de Pusan. Immense et coloré, il connaît une constante animation, scandée par les appels des marchands et des employés des innombrables restaurants de coquillages, de crustacés et de poissons servis crus à la manière coréenne. La présentation, les sauces et les

condiments les accompagnent sont légèrement différents de ceux du Japon.

Proche du grand voisin nippon, Pusan a toujours été une ville accueillante aux influences étrangères, même du temps du « royaume émité » de la dynastie des Yi (ou Li, quatorzième, dix-neuvième siècles). Au début de la guerre de Corée (1950-1953), les réfugiés repoussés par l'assaut des Nord-Coréens avaient afflué vers la zone contrôlée par les forces des Nations unies, et le « réduit de Pusan » fut bientôt la seule partie du territoire à ne pas tomber aux mains des communistes.

Une ville introuvable

Pusan est aussi une ville rétive au pouvoir. Elle connut les révoltes étudiantes de 1960 qui mirent fin à la dictature de Syngman Rhee, puis elle fut le théâtre de celles qui allaient conduire, en 1979, à l'assassinat de Park Chung Hee. Depuis qu'a commencé le processus de démocratisation, les revendications ouvrières ont été à Pusan particulièrement virulentes.

« L'épanouissement des comédies annonce le printemps, les nouvelles appellent de leurs cris les frères qui ont quitté Pusan. Je vous en prie, revenez à Pusan. » Sur une musique pop, cette chanson de Cho Yong Pil, la super star de la jeunesse coréenne qui chante notamment JOU, Séoul, le grand tube des JO, est depuis dix ans l'hymne de Pusan. La ville a longtemps vécu dans l'ombre de Séoul, et ses jeunes ont vu tendre à ériger vers la capitale. L'écoute s'est aujourd'hui ralentie : Pusan s'est développée et elle voit revenir ceux qui l'avaient quittée. Surtout pour son site : en été, ses plages sont bondées. A la nuit tombée, celle de Haeundae est particulièrement fréquentée. Sur la route s'installent ces petits restaurants ambuleurs typiquement asiatiques que sont les *pojangmacha*, tandis que le sable devant le royaume des couples d'amoureux et des groupes de jeunes qui jouent de la musique, chantent et boivent de la bière jusqu'à l'aube.

PHILIPPE PONS.

Les XXI^{es} Jeux olympiques à Séoul

NATATION : des finales prometteuses

Deux lignes d'eau pour les Français

Deux records olympiques améliorés, des arrivées groupées pour les premiers : les éliminatoires de natation qui ont eu lieu, mardi 20 septembre à la piscine olympique de Séoul laissent présager des finales de très haut niveau mercredi. Parmi cet aréopage de vedettes qui se battent avec les centièmes de seconde, les nageurs français ont tenté leur chance. Avec succès pour le relais masculin 4 x 200 mètres et pour Cécile Prunier, de jantesse, sur 200 mètres nage libre. Sans bonheur pour Christophe Bordenave, septième temps seulement du 400 mètres quatre nages.

SÉOUL
de notre envoyé spécial

Une journée en demi-teinte pour la natation française. Après l'euphorie provoquée par la médaille de bronze de Catherine Pletowski, la tension est légèrement retombée au vu des premiers résultats des séries. Ludovic Depickere pouvait-il espérer mieux que la vingt-septième place dans l'épreuve du 100 mètres papillon, et s'aligner des champions comme Matt Biondi ou Michael Gross ? Les piteux résultats de Pascaline Louvier et de Virginie Bojaryn lors du 200 mètres brasse s'expliquent, selon Bernard Albou, leur entraîneur, par le niveau relativement bas de leurs performances au cours des derniers mois. Ils étonnent à peine lorsque l'on assiste à la lutte que se livrent l'Allemand de l'Est Silke Hoerner et la Canadienne Allison Higson pour se qualifier dans la même série.

Pour finir son record mondial à la Canadienne, la championne d'Europe de brasse est capable de se surpasser. Elle a montré un aperçu de sa puissance et de sa manière d'entrer et de sortir de l'eau sans faire trop de remous, en signant le meilleur temps. Avec 2 min 27 sec 63, elle en a profité pour ravir au passage un record olympique à la Soviétique Ioulia Bogatcheva, qui venait tout juste de l'emporter dans la série précédente. Silke, la parfaite élève de l'école des «Wandermädchen», se prépare à faire tomber une nouvelle médaille pour son pays, avec sa force et son tempérament. Que pourrions-nous contre elle deux semaines de Charleston-Mézitres, dont le meilleur a touché le bord du bassin dix secondes après l'indigne de l'Est ?

« Aujourd'hui ce n'est pas enthousiasme pour les filles », constate Patrice Prokop, le directeur technique nationale de la natation

française. Mais il cherche à dédramatiser la situation en assurant que Pascaline ne nageait pas une course pour laquelle elle était préparée. « Il s'agissait seulement de l'habituer à l'environnement de la compétition, à l'angoisse de la chambre d'appel où il faut attendre parfois vingt minutes sans trop bouger, afin qu'elle se sente mieux lors du relais 4 fois 100 mètres, épreuve pour laquelle nous l'avons qualifiée. » Une explication dont le DTN ne cherche pas à chasser lorsque sont évoqués les noms d'autres nageurs.

Mais il sait aussi mettre en avant le succès du jour. Il parle avec un peu plus de joie de Cécile Prunier qui a réussi à se qualifier pour le 200 mètres nage libre. A dix-neuf ans, la titulaire du SN Versailles rivalise avec les grandes. En tout cas elle ne s'est pas trop fait distancer par la Costaricaine blonde, Silvia Pili, qui rivalisait avec elle. Avec un temps de 2 min 1 sec 60, elle parvient juste à se glisser dans le bassin de la finale qui se disputera mercredi 21 septembre.

Quelques malheureux centièmes

Christophe Bordenave n'aura pas ce privilège. Pourtant il a fourni le maximum d'efforts lors du 400

mètres quatre nages pour se classer parmi les meilleurs de sa série. En brasse il a effectué une belle remontée, se hissant à la deuxième place à 300 mètres derrière l'Allemand de l'Est Patrick Kuehl, place qu'il a réussi à conserver jusqu'à la fin. Mais dans les séries suivantes, les majors de la spécialité sont allés beaucoup trop vite pour qu'il garde le bénéfice de ses efforts. Le Hongrois Tamas Danyi, numéro un mondial en quatre nages, s'est même offert un record olympique avec un temps de 4 min 16 sec 55, loin devant les 4 min 23 sec 46 de Bordenave. Le Tourangeau est satisfait d'avoir amélioré son propre record de France, mais aussi déçu de ne pas figurer parmi les huit sélectionnés à cause de quelques malheureux centièmes de trop qui le placent à la neuvième position. « Le challenge est difficile pour toutes les équipes », estime le DTN qui remarque que le niveau de ces Jeux est très élevé. « Mardi, lors de la première finale, dix pays se sont partagés onze médailles », constate le responsable de la natation française. Il reconnaît que Bordenave a effectué une bonne course, mais « la dimension olympique réclame une maîtrise encore plus importante, car la moindre petite faute prend une ampleur énorme ». De fait, Stéphane Caron ne semble pas en avoir

commis lors du premier relais du 4 x 200 mètres nage libre qu'il a disputé en fin de matinée. Pourtant, comme le dit Guy Boissière, son entraîneur, les épreuves de début de journée ne conviennent pas au grand Rouennais qui « a toujours du mal à se réveiller ». Avec un temps de 1 min 49 sec 41, Caron a amélioré sa performance du premier 200 mètres disputé dimanche. Il a surtout montré qu'il ne souffrait pas de ses maux habituels « cette tachycardie maladroite qui l'a trop souvent cloué sur le plat de départ », ce que, pour lui, la situation « se présentait assez bien avant le moment important, celui du 100 mètres ». Caron, décontracté, n'hésite pas à travailler avec ses camarades à la sortie de la piscine. Le recordman d'Europe du 100 mètres sourit, signe chez ce garçon peu expansif que ces premiers jours de Jeux ne présentent sous les meilleurs auspices.

L'angoisse ne l'habite pas, et il parle avec humour de ses chances. Mais point trop quand même. Le Normand ne veut surtout pas se polariser sur son adversaire américain, « parce qu'il n'est pas le seul candidat au titre et parce que rien ne sert de trop parler ». Une piroquette, et l'espoir français se dirige vers le village olympique.

SERGE BOLLOCH

Jens-Peter Berndt refait surface

Allemand de l'Est passé de l'autre côté du mur en faisant un détour par les Etats-Unis, Jens-Peter Berndt est un des meilleurs spécialistes mondiaux des quatre nages. Une semaine avant la cérémonie d'inauguration des Jeux, son pays natal, la RDA, faisait encore barrage à sa participation. Le fugitif a failli être pris dans les filets de la réglementation sportive internationale. Le mardi 20 septembre, il s'est qualifié pour la finale du 400 mètres 4 nages.

SÉOUL
correspondance

La visage creusé par l'effort, la pose lucide et le regard vague, Jens-Peter Berndt sort lentement du bassin. La piscine olympique résonne des cris et des sifflets d'une colonie d'entraîneurs français, chinois et allemands de l'ouest. Berndt en termine avec une longue séance. Il est épuisé. Mais, au contraire des ses camarades de l'équipe de RFA qui s'agitent et plaisantent sur le chemin des vestiaires, Berndt se rhabille en hâte, range en vrac serviettes et maillots et quitte le bassin. Silencieux. Avec, pour seul commentaire, cette phrase lâchée tout bas : « Je dois partir tout de suite. La RDA ne va pas tarder à arriver. »

« Il était un peu entre deux chaises », se souvient Frank Iacono, l'un des meilleurs nageurs français, qui a partagé sa chambre à l'université d'Alabama. Pour certains, il était un véritable modèle, un type bien qui avait eu le courage de quitter la RDA. Les premières semaines, Jens-Peter recevait des dizaines de lettres d'Américains qui lui envoyaient des chèques de dix ou vingt dollars. Mais pour d'autres, il restait un salut de communiste. Berndt assume, évite soigneusement de verser dans une critique facile du régime est-allemand, parle peu de son passé et de sa famille restée en RDA. Il s'entraîne. Et pense à Séoul. « Je voulais nager pour les Etats-Unis plutôt que pour la RFA à Séoul », raconte Berndt. En devenant américain, j'étais au moins sûr que mon cas ne serait pas récupéré politiquement. En RFA, les transiges sont souvent utilisés, on se sert d'eux en permanence. »

Il voulait devenir « citoyen et nageur américain ». Un changement de gouverneur en Alabama a ruiné ses projets. Le nouvel homme fort de l'Etat n'aimait pas les réfugiés. « Cette affaire l'a troublé », explique Frank Iacono. Il a eu l'impression qu'il ne pourrait plus nager aux JO, que tout était perdu. Berndt hésite un moment. Puis accepte la proposition de la RFA de prendre la nationalité ouest-allemande. Une RFA tout contents de l'accueillir, de le montrer à tous et, au passage, d'hériter si facilement d'un orac du 400 mètres 4 nages.

Un peu trop médiatique

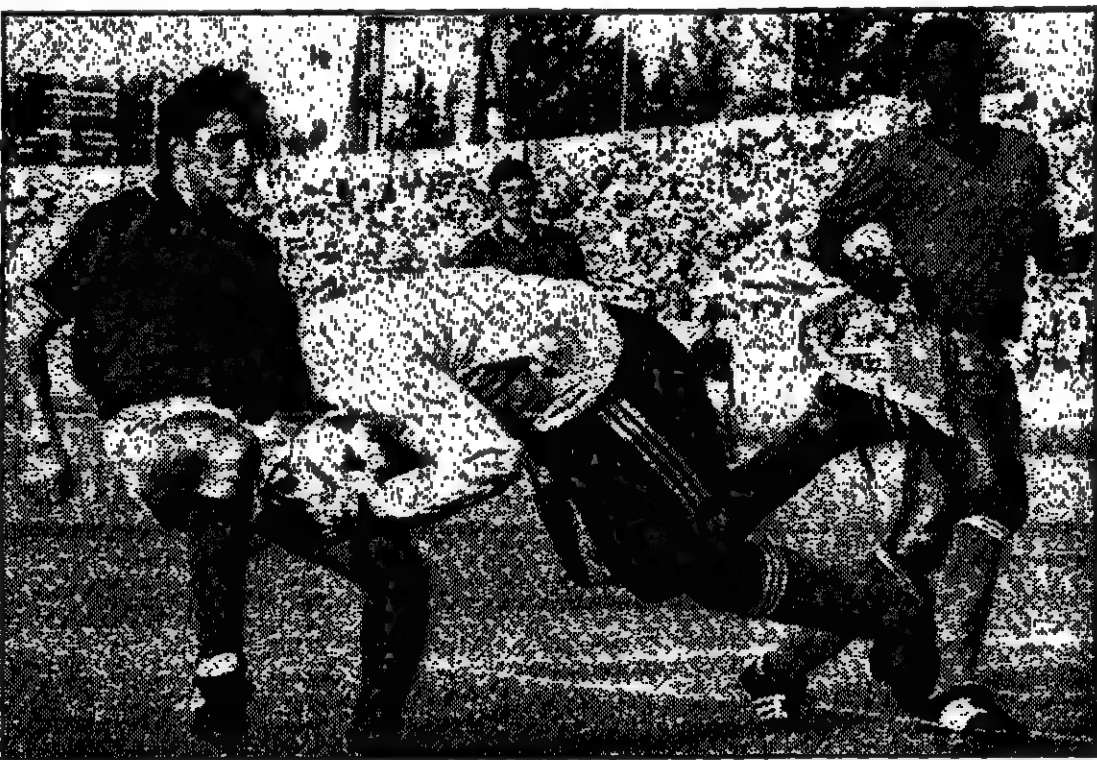
En juillet dernier, le CIO enrêna la naturalisation de Jens-Peter Berndt. Il pourra nager à Séoul, puisque tout Allemand de l'Est qui franchit le mur de Berlin devient automatiquement citoyen ouest-allemand. Mais ce qui est acquis pour la RFA ne l'est pas pour la RDA. Les autorités ouest-allemandes ne veulent pas d'un Jens-Peter Berndt nageant contre les leurs dans le bassin olympique de Séoul. Il ne veut pas de ce nageur « encombrant », trop brillant et trop médiatique. Ils vont tout tenter pour empêcher sa qualification. Tout essayer, et finalement être bien près de réussir.

Les plaintes de la RDA vont s'entasser sur les bureaux du CIO. Premier argument : Jens-Peter Berndt était officier de l'armée du peuple lorsqu'il s'est réfugié aux Etats-Unis. Il est donc considéré à Berlin-Est comme déserteur et traître à la patrie. Un « détail » qui, selon les Allemands de l'Est, annule le citoyenneté immédiate. L'argument est rejeté mais la RDA persiste. « Il pourrait être considéré comme citoyen ouest-allemand s'il avait tout de suite choisi ce pays comme terre d'accueil. Or il s'est d'abord allié aux Etats-Unis », placent les autorités sportives de RDA. La démonstration a du poids, suffisamment en tout cas pour que le CIO annonce, samedi 10 septembre, qu'il va « étudier à nouveau le cas de Jens-Peter Berndt ».

Déprimé du champion. Il est au village olympique, à Séoul, à quelques mètres de la piscine, mais plus rien ne garantit sa participation. « Je ne veux pas être l'instrument d'une guerre froide. Je veux simplement participer aux Jeux », clame Berndt. Un cri de désespoir.

Le CIO l'a entendu le lundi 12 septembre, moins d'une semaine avant le début des compétitions : « Jens-Peter Berndt pourra nager pour la RFA. » Seul commentaire de Berndt : « Je suis soulagé. » Puis il est allé s'entraîner, seul, en évitant soigneusement de croiser sur la route du stade ses anciens camarades est-allemands.

ALAIN MERCIER



Forza Zambia

Les footballeurs ouest-allemands ont été les premiers, le lundi 19 septembre, à se qualifier pour les quarts de finale du mondial olympique de football en battant la Tunisie (4-1). En revanche, la « squadra azzurra », forte de ses professionnels sélectionnés dans les grands clubs italiens (quatre de la Juventus, trois de Milan-AC, deux de Naples, un de Vérone et un du Torino), a vécu un cauchemar contre les amateurs zambiens. Sur notre photo, Massimo Crippa échoue devant le gardien David Chabala, mais les attaquants zambiens Kalusha et Johnson Bwalya ont trouvé quatre fois le chemin des filets de Stefano Tacconi. Les Italiens doivent désormais impérativement battre les Irakiens pour conserver leurs espoirs de médaille.

TENNIS : soixante-quatre ans après Une leçon d'humilité

Estimant que les Jeux olympiques de Paris n'avaient pas été bien organisés, la Fédération internationale de tennis boudait depuis cinquante-sept ans Polymisme quand Philippe Chatrier lui a fait les beaux yeux en 1981 pour des raisons de stratégie sportive. Celle-ci semble mise à mal au moment où commence, le mardi 20 septembre, le tournoi masculin.

SÉOUL
de notre envoyé spécial

Superbe ! Il n'y a pas d'autre adjectif pour qualifier le stade de tennis qui abrite le premier tournoi olympique depuis 1924. Un central aussi convivial que celui de Roland-Garros, un alignement harmonieux de courts extérieurs de quoi rendre jaloux n'importe quel directeur de superpistes du Grand Prix à 500 000 dollars. Bref, l'emballage parfait pour le cadeau que Philippe Chatrier a offert à sa Fédération internationale.

Mais est-ce bien un cadeau ? Les stars de la raquette sont-elles bien à leur place dans la grande kermesse olympique ? En fait, en voyant lundi après-midi les Suédois Anders Jarryd et Stefan Edberg suivre les premières finales de natation au milieu de la tribune de presse sans attirer l'attention, on pouvait penser qu'ils étaient remis à leur place : hors de leur chapelle de Wimbledon et de Flushing Meadow, les deux des courts ne sont plus des idoles.

Les conférences de presse organisées par le comité olympique américain ont donné une juste température du phénomène. Florence Griffith et Edwin Moses, quasiment ignorés des médias nord-américains durant toute la durée de Polympiade, ont en face à eux près de trois cents reporters curieux de savoir comment ils allaient aborder leurs courses respectives. La salle de conférences était pleine. Elle était

loin de l'être quand Chris Evert et Tim Mayotte ont tenté d'expliquer qu'ils étaient contents de participer, mais que, dans la proximité cosmopolite du village olympique, ce n'est pas leur truc. Habités aux suites des plus grands palaces, aux limousines particulières, ces milliardaires découvrent avec quelque stupeur l'univers des amateurs des stades. Une autre planète, un autre monde : les appartements HLM et les autobus !

Perruques et faux nez

En fait, les joueurs de tennis sont à Séoul un peu comme les invités d'une réception qui auraient sonné chez le voisin. Ils sont là, avec leur perruques de vrais professionnels, au milieu d'une fête où l'on arbore les faux nez de l'amateurisme. Déplacés ? En tout cas, pas vraiment à leur place. Il y a comme un malaise. Et pas seulement parce que le meilleur joueur de l'année, Mats Wilander, s'est découvert une blessure dans la demi-heure qui a suivi son triomphe à l'Open de Etats-Unis. Ni parce que Henri Leconte s'est fait prior pendant deux semaines pour se décider à honorer sa sélection.

Pour tous les autres champions, la possibilité de gagner une médaille est un événement rare, voire unique dans une carrière. Cette rareté provoque une théâtralisation, une dramatisation de l'événement. On sait que Carl Lewis a gagné quatre médailles d'or à Los Angeles et qu'après Séoul il n'aura pas d'autre occasion de faire mieux. On sait aussi que la finale du 100 mètres sera un grand moment parce qu'il y aura le défi de Ben Johnson, le détenteur du record du monde. Et, pour que ce choc soit inoubliable, les deux athlètes se sont soigneusement évités depuis le championnat du monde à Rome. Rien de tel en tennis.

La professionnalisation du circuit a pour corollaire la multiplication

des tournois (plus de soixante-dix dans la saison) et des matches entre séries de série. Avec les Internationaux de France, d'Australie, de Grande-Bretagne et des Etats-Unis, le tennis s'offre déjà quatre fois dans l'année des manifestations qui durent aussi longtemps que les Jeux. La répétition a entraîné la banalisation : aucun match n'est unique, il s'inscrit au contraire dans une série qui peut s'allonger indéfiniment, comme dans le cas d'Evert et de Navratilova.

Une nouvelle génération de joueurs

D'abord dans le souci légitime de développer son sport encore plus. Sans le label olympique, une discipline n'a quasiment aucune chance d'être soutenue dans les démocraties populaires ou dans les pays du tiers-monde. L'inscription du tennis au programme de Séoul a fait jaillir comme des perles de neige au printemps une génération de joueurs soviétiques formés avant tout pour gagner une médaille. En cela, Philippe Chatrier a parfaitement réussi son coup.

C'est moins évident en ce qui concerne son deuxième objectif. Devant la montée en puissance des organisateurs parasites et des marchands de tennis, le président de la FIT voulait se servir des Jeux comme d'une carotte pour les joueurs. Si vous voulez accéder à la

gloire olympique, il faudra obéir au pouvoir fédéral. Leur disait-il en substance. Ce n'était pas malhonnête. Philippe Chatrier, qui dirigeait alors le Conseil professionnel, tenait fermement les rênes du pouvoir. Mais cela n'a pas duré. Perte de cette présidence, procès des principaux agents au nom de la loi antitrust, rébellion des joueurs professionnels : la Fédération internationale a de plus en plus de mal à contrôler un jeu qui veut calquer son organisation sur celle du golf aux Etats-Unis.

Cet effritement de la position de force de Philippe Chatrier a eu des répercussions sur ce qui pouvait être son troisième objectif en réintroduisant le tennis au Jeux. Sans le dire explicitement, celui-ci pouvait envisager de succéder à l'un des deux membres français du CIO. Cela aurait été, au cas de la soixantaine, une belle reconversion personnelle.

Or tout cela est désormais remis en cause. Après avoir été admis comme sport de démonstration aux Jeux de Los Angeles, le tennis est soumis à un véritable examen d'entrée à Séoul. La mauvaise grâce des joueurs à venir concourir a indisposé les instances olympiques, qui s'étaient péniblement laissés convaincre que les superprofessionnels pourraient être sélectionnés. Et le niveau de la compétition ne peut que souffrir de la comparaison avec un tournoi du grand chelem. Or le champion olympique doit, presque par définition, être un héros incontestable.

Pour se maintenir au programme des Jeux de Barcelone, le tennis devra donc trouver une formule qui ne soit pas le simple décalque de celles qui sont offertes à longueur d'année aux spectateurs. Pourquoi pas un tournoi par équipe mixte ? Compte tenu des nouveaux rapports de force, la réponse est pour l'essentiel entre les mains des joueurs et des joueuses.

ALAIN GIRAUDO.

هكذا من الأصل

Société

Au Guatemala : enfants volés, enfants vendus

JUSTICE

Un arrêt de la cour de Rennes

Une fillette est retirée de sa famille en raison d'un « endoctrinement néo-nazi »

La cour d'appel de Rennes a confirmé une décision du tribunal pour enfants de Rennes qui avait retiré la garde d'une fillette de quatre ans à ses parents parce que ceux-ci « ont des convictions néo-nazies qui les conduisent à endoctriner l'enfant au point de la perturber ».

C'est un médecin qui, en novembre 1987, avait alerté les services des affaires sanitaires et sociales sur le cas de cette fillette « élevée selon des principes fascistes mettant en péril ses conditions d'éducation ». Le tribunal avait en outre retenu « une éducation sexuelle déviante » et la cour d'appel a considéré elle aussi que les conditions d'éducation de l'enfant étaient « gravement compromises » dans son milieu familial.

Si des convictions politiques ne sont en règle générale pas condamnables comme le relève et le rappelle la cour d'appel de Rennes, celle-ci a estimé qu'elles le deviennent dans la mesure où dans le cas particulier elles s'accompagnent d'un « comportement se révélant préjudiciable à l'intérêt physique ou moral de l'enfant ».

A la direction départementale des affaires sanitaires et sociales, on précise que la décision prise par la justice est sans rapport avec les convictions néo-nazies des parents de la fillette mais a été motivée par des faits précis : obligation par exemple de brûler une poupée symbolisant une race non pure — de nature à mettre en péril son équilibre psychique. (Corresp.)

FAITS DIVERS

A Versailles

Le violeur piégé par sa victime

Vicime d'un viol, samedi 17 septembre, à Cluses-sous-Bois (Yvelines), une lycéenne âgée de dix-neuf ans a provoqué l'arrestation de son agresseur en lui fixant un rendez-vous pour le lendemain dans un bar de Versailles, rendez-vous auquel la police, alertée par la jeune fille, s'est rendue.

Alors qu'elle rentrait chez elle, vers 1 h 30, la jeune fille, de nationalité ouest-allemande, avait été abordée et agressée par un homme jeune, qui se servant d'un trousseau de clés pour faire croire qu'il disposait d'une arme, avait, sous la menace, violé la lycéenne. Celle-ci, après les faits, réussissait à faire croire à l'homme qu'elle souhaitait le revoir, dimanche après-midi, au bar Le Terminus. Puis elle allait déposer plainte au commissariat de Versailles. Le dimanche, à l'heure et à l'endroit convenus, l'agresseur, Henri Fauvette, vingt-six ans, manutentionnaire demeurant à Plaisir (Yvelines), se présentait au rendez-vous. Il était immédiatement interpellé par les policiers de la sûreté urbaine. Déferé, lundi après-midi 19 septembre, devant M. Guy Ripoll, juge d'instruction à Versailles, Henri Fauvette devait être inculpé de viol aggravé et écroué.

● L'augmentation du nombre des tués de la route s'est ralentie en août. — Les statistiques provisoires établies par les services de la Sécurité routière font apparaître un léger répit dans l'aggravation de l'hécatombe routière. Le nombre des accidents corporels a diminué au mois d'août de 9,5 % par rapport au mois correspondant de 1987, et celui des blessés, de 10 %. En revanche, le nombre des tués, lui, a continué de progresser de 1,5 %, ce qui représente toutefois une nette amélioration par rapport au mois de juillet (+ 14,5 %). Ces résultats sont encore trop fragiles pour permettre aux pouvoirs publics de s'en féliciter. D'autre part, le comité interministériel de la Sécurité routière a été repoussé au mois de novembre, le premier ministre n'ayant pas été satisfait des premières mesures qui lui avaient été présentées.

● Air Littoral défend son équipement. — Après la publication du taux d'alcoolémie élevé contenu dans le sang de ses pilotes morts dans la catastrophe aérienne de Bordeaux, le 21 décembre 1987, la compagnie Air Littoral déclare, dans un communiqué, que d'autres expertises concluent différemment.

(Suite de la première page.)

Certains enfants sont achetés à leurs parents démunis pour des sommes dérisoires. La police a ainsi arrêté en juin 1987 deux femmes qui emmenaient dans leur voiture un bébé de vingt-trois jours. L'enfant avait été acheté 150 quetzales (350 F) à un père alcoolique qui l'avait vendu à l'usage de son épouse.

Il arrive que des « jahadoras » — des « rabatteuses » — se révèlent nécessaires. Chargées de repérer les mères en difficulté, elles tentent de les convaincre d'abandonner leur enfant et leur font accepter une somme d'argent afin de prévenir toute suspicion d'enlèvement. Les envoyés de la Fédération internationale des droits de l'homme ont ainsi rencontré au Guatemala un avocat qui vit débiter un jour dans son bureau une jeune femme qui se faisait fort de trouver des mères acceptant de « donner » leur bébé contre une légère somme d'argent.

En fait, les enfants sont le plus souvent arrachés à leur mère en plein jour comme Eliseo Alexandre Reyes, enlevé le 3 juin 1988 sur un banc du parc Enrique-Gomez-Carillo, à Ciudad-de-Guatemala. Malgré les plaintes et les photos dans les journaux, ces enfants « disparus » réapparaissent rarement.

Maria Enelvin Calderon, dix-huit mois, a pourtant été retrouvée une semaine après son enlèvement. Partie acheter une glace avec son frère aîné, Mario, elle a été embarquée de force dans une camionnette où se trouvaient déjà huit enfants en bas âge. Mario, huit ans, probablement trop âgé pour ce trafic, fut abandonné dans un quartier éloigné. Après avoir déposé une plainte, la mère de Maria Enelvin reçut la visite de deux femmes le lendemain au tribunal : il s'agissait d'une assistante sociale arrêtée ensuite et inculpée d'enlèvement d'enfants. Neuf jours plus tard, au terme d'une large campagne de presse, les parents de Maria Enelvin, prévenus par un appel téléphonique anonyme, découvraient leur fille abandonnée près d'une caserne de pompiers de la capitale.

Selon les interlocuteurs de la Fédération internationale des droits de l'homme, environ trois cents enfants seraient ainsi enlevés tous les ans au Guatemala.

Ils sont alors regroupés dans des garderies clandestines dans l'attente de leur départ vers les familles adoptives. Certains n'y restent que quelques jours, d'autres y demeurent parfois des mois dans des conditions que la FIDH qualifie d'« infra-humaines ». La presse fait régulièrement état de la découverte par la police militaire ambulante (PMA) de ces casernes. Toujours les mêmes photographies : des bébés allongés à même le sol sur des nattes pliées en quatre, fourrés dans des sacs de plastique qui leur tiennent lieu de couches. Le journal Prensa libre publiait ainsi, le 4 mars 1987, à l'occasion de la découverte d'une garderie clandestine, l'image de sept bébés déposés sur les matelas défoncés d'un lit en fer. La « responsable » de la caserne touchait 100 quetzales par mois (230 francs) pour s'occuper de ces nouveau-nés, dont elle ignorait, dit-elle, la destination.

Au cours des deux premières semaines du mois de juin 1988, la police militaire ambulante a découvert cinq de ces garderies clandestines, comptant jusqu'à quinze enfants. Elle y trouve le plus souvent de l'alimentation pour tous les âges et des stocks de vêtements pour filles et garçons de toutes tailles.

Interrogé par la police, Lilian Ester Cabrera, vingt-trois ans, la responsable d'une garderie découverte le 30 juin 1988, a avoué sans peine avoir amené un bébé à l'hôtel Sheraton de Ciudad-de-Guatemala, où l'attendaient un avocat et un couple d'Américains. Les parents adoptifs ignoraient alors, sans doute, l'origine de leur nouvel enfant.

Car, malgré toutes ces violences, ce trafic d'enfants reste juridiquement irréprochable. Le Guatemala se contente d'une procédure notariale qui ne nécessite pas l'intervention d'un juge. Il suffit de présenter le certificat de naissance de l'enfant, le consentement de la mère, une enquête d'une assistante sociale et l'avis du ministre public. Ce dernier avis est facile à obtenir, et nombre d'assistances sociales acceptent, semble-t-il, de remettre des rapports complaisants. Reste le problème du consentement de la mère, qui est, bien sûr, impossible à obtenir dans le cas des bébés enlevés.

Les avocats ont ainsi déjoué la législation : les enfants arrachés à leur famille naturelle sont ainsi déclarés à l'état civil sous de faux noms après leur enlèvement soit par la « rabatteuse »,

soit par de jeunes femmes qui acceptent, moyennant finances, de déclarer l'enfant et de signer ensuite le consentement à l'adoption. Le nouveau-né, doté d'une fausse identité, peut alors faire l'objet d'une procédure d'adoption tout à fait régulière. Le tour de passe-passe est d'une facilité déconcertante : 80 % des naissances ont lieu dans des établissements sanitaires. Il n'est pas nécessaire d'avoir assisté à l'accouchement pour déclarer un enfant. Une enquête du département du contrôle administratif d'avril 1988 révèle ainsi des naissances bien surprenantes : Anna Maria Valdez, quarante ans, avait déclaré trente-trois enfants en 1965 à 1983, dont huit en vingt ans, de 1965 à 1983, dont huit de 1965 à 1970. Sans doute des nouveaux-nés enlevés dont elle devenait la mère à la faveur d'une simple déclaration d'état civil falsifiée.

Il est pourtant possible de confondre les trafiquants, au premier rang desquels se trouvent certains avocats. La procédure est parfaite, les enfants ne peuvent raconter leur histoire, mais ces actes notariés sont entachés de coïncidences bien curieuses. A commencer par les déclarations d'état civil qui sont le point de départ du trafic. Vingt-cinq des cent soixante-neuf actes de naissance des enfants adoptés entre octobre 1985 et mars 1986 proviennent ainsi du bureau de Lavarreda, zone 18, à Ciudad-de-Guatemala. L'officier d'état civil y serait-il plus conciliant qu'ailleurs ?

Les noms de ces nouveau-nés sont également bien surprenants : la police militaire ambulante a ainsi découvert, le 10 août 1988, dans une garderie clandestine, deux bébés déclarés sous les noms bien peu guatémaltèques d'Aurélien et d'Aurore. Le 21 août 1987, il s'agissait d'un petit Tom et, le 5 juillet 1988, d'un Giovanni. Tous quatre s'appelaient à partir vers leurs familles adoptives en France, aux États-Unis et en Italie. Comment des mères guatémaltèques auraient-elles choisi de tels prénoms ?

Un rapport confidentiel sur l'adoption remis en mars 1986 au secrétariat des affaires sociales souligne ces petites imperfections de procédure qui trahissent les trafiquants. Interrogés par les services de la direction de la migration sur la façon de vérifier les motifs de l'adoption, certains avocats avouaient ainsi ne pas détenir les

adresses des mères. Une des personnes les plus fréquemment citées dans ce trafic, Ofelia Rosal de Gomez, la belle-sœur de l'ancien dictateur, le général Mejia Victores, notait même dans les dossiers concernant les enfants son adresse personnelle. Elle accompagnait elle-même les parents étrangers à la direction de la migration, et elle faisait intervenir son gendre, le directeur des services, dès que les fonctionnaires exigeaient des preuves concernant le consentement de la mère. Le rapport n'a jamais été publié. Une des fonctionnaires qui avait témoigné a été assassinée en décembre 1986, en plein jour, dans un bus de Ciudad-de-Guatemala.

Peut-on parler d'une mafia de l'adoption ? La FIDH, qui précise que chacun de ces enfants est vendu environ 10 000 dollars, estime que des réseaux tels que celui d'Ofelia Rosal de Gomez côtoient sans doute un trafic plus large organisé au niveau national. Dans son rapport sur Haiti, M. Alain Foder dénonce également le mauvais sort fait aux enfants de l'île. Là-bas, les adoptions vers les pays étrangers ont été suspendues en mars 1987 à la suite de nombreux scandales mais les sorties clandestines d'enfants se poursuivent. Il n'existe aucune structure sérieuse capable d'accueillir les enfants abandonnés dans les rues, note la FIDH, qui dénonce « l'absence de politique cohérente de protection de l'enfance ».

La Fédération internationale des droits de l'homme, qui ne remet pas en cause le principe même de l'adoption, souligne que « le bien-être supérieur des enfants adoptés par des étrangers ne peut, en aucun cas, excuser le crime que constitue l'enlèvement d'enfants par fraude ou violence à sa famille » (1). Elle recommande que les adoptions soient entachées de garanties concernant l'origine de l'enfant, le consentement « non forcé et réitéré » des parents et des tuteurs légaux et le suivi de l'enfant à l'étranger.

ANNE CHEMIL

(1) La FIDH soutient en ce sens la création, au Guatemala, de l'Institut de la coopération sociale qui se propose d'accueillir les enfants et de soutenir les mères qui désirent allaier de façon correcte. Contact à la FIDH : 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris. Tél. : 43-51-94-95.



Le Carnet du Monde

Naissances

— Bonjour tout le monde.

Matthias DAHAN

né le 17 septembre 1988.

Eduard CHASSAGNY, Albert DAHAN.

2, square Gabriel-Paillé, 75017 Paris.

Décès

— Béja, Paris.

Les familles Attal, Boobli, Parentes et alliées,

ont la tristesse de faire part du décès de leur regretté

Albert ATTAL,

survenu le 19 septembre 1988.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

— M. Pierre Catrice, son épouse,

M. André Catrice, sa mère,

M. Fernand Chamaud, sa belle-mère,

André et Janine Catrice, Michel et Yolande Catrice, Jacqueline et Philippe Ducoulombier, Bernadette et Antoine Mayotte, Nicole et Louis Laurent, Marc Catrice, Edouard Catrice, Antoine et Marie-Cécile Catrice, Bruno et Bernadette Catrice, Jean-Loup et Véronique Catrice, Jacqueline et Serge Farnachi, ses frères et sœurs, beaux-frères et belles-sœurs, neveux et nièces, Les familles Allard et Dhellemes,

ont la douleur de faire part du décès de Dieu de

M. Pierre CATRICE,

survenu le 17 septembre 1988.

Les obsèques religieuses ont été célébrées dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

78, boulevard Arago, 75013 Paris.

— M. François Corouge, M. et M. André-Bruno de Pasquale et leur fille,

M. François Corouge et ses enfants,

M. et M. Gérard Corouge, ont la douleur de faire part du décès de

François COROUGE,

survenu le 16 septembre 1988.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Nous apprenons le décès, survenu le 18 septembre 1988, à Bayonne (Pyrénées-Atlantiques), de

Marcel CHASSAGNY,

dont les obsèques seront célébrées le jeudi 22 septembre, à 13 h 30, en l'église Saint-Pierre de Neully (Hauts-de-Seine).

[Né le 4 octobre 1905 à Paris et ancien élève de l'HEC, Marcel Chassagny créa, avant la seconde guerre mondiale, à partir d'une entreprise qu'il avait été chargé de liquider, la société CAPSA, qui devint par la suite, avec l'aide de la SNCASE, à la construction des avions Dewoitine-D50 et Léo-45, l'un des plus grands constructeurs de France en 1940. Après la guerre, l'industrie aéronautique est nationalisée. Marcel Chassagny, ancien lieutenant d'aviation, est nommé directeur de la fabrication d'armements et à la fin de la guerre, il est nommé directeur de la construction des avions Dewoitine-D50 et Léo-45, l'un des plus grands constructeurs de France en 1940. Après la guerre, l'industrie aéronautique est nationalisée. Marcel Chassagny, ancien lieutenant d'aviation, est nommé directeur de la fabrication d'armements et à la fin de la guerre, il est nommé directeur de la construction des avions Dewoitine-D50 et Léo-45, l'un des plus grands constructeurs de France en 1940. Après la guerre, l'industrie aéronautique est nationalisée. Marcel Chassagny, ancien lieutenant d'aviation, est nommé directeur de la fabrication d'armements et à la fin de la guerre, il est nommé directeur de la construction des avions Dewoitine-D50 et Léo-45, l'un des plus grands constructeurs de France en 1940. Après la guerre, l'industrie aéronautique est nationalisée. Marcel Chassagny, ancien lieutenant d'aviation, est nommé directeur de la fabrication d'armements et à la fin de la guerre, il est nommé directeur de la construction des avions Dewoitine-D50 et Léo-45, l'un des plus grands constructeurs de France en 1940. Après la guerre, l'industrie aéronautique est nationalisée. Marcel Chassagny, ancien lieutenant d'aviation, est nommé directeur de la fabrication d'armements et à la fin de la guerre, il est nommé directeur de la construction des avions Dewoitine-D50 et Léo-45, l'un des plus grands constructeurs de France en 1940. Après la guerre, l'industrie aéronautique est nationalisée. Marcel Chassagny, ancien lieutenant d'aviation, est nommé directeur de la fabrication d'armements et à la fin de la guerre, il est nommé directeur de la construction des avions Dewoitine-D50 et Léo-45, l'un des plus grands constructeurs de France en 1940. Après la guerre, l'industrie aéronautique est nationalisée. Marcel Chassagny, ancien lieutenant d'aviation, est nommé directeur de la fabrication d'armements et à la fin de la guerre, il est nommé directeur de la construction des avions Dewoitine-D50 et Léo-45, l'un des plus grands constructeurs de France en 1940. Après la guerre, l'industrie aéronautique est nationalisée. Marcel Chassagny, ancien lieutenant d'aviation, est nommé directeur de la fabrication d'armements et à la fin de la guerre, il est nommé directeur de la construction des avions Dewoitine-D50 et Léo-45, l'un des plus grands constructeurs de France en 1940. Après la guerre, l'industrie aéronautique est nationalisée. Marcel Chassagny, ancien lieutenant d'aviation, est nommé directeur de la fabrication d'armements et à la fin de la guerre, il est nommé directeur de la construction des avions Dewoitine-D50 et Léo-45, l'un des plus grands constructeurs de France en 1940. Après la guerre, l'industrie aéronautique est nationalisée. Marcel Chassagny, ancien lieutenant d'aviation, est nommé directeur de la fabrication d'armements et à la fin de la guerre, il est nommé directeur de la construction des avions Dewoitine-D50 et Léo-45, l'un des plus grands constructeurs de France en 1940. Après la guerre, l'industrie aéronautique est nationalisée. Marcel Chassagny, ancien lieutenant d'aviation, est nommé directeur de la fabrication d'armements et à la fin de la guerre, il est nommé directeur de la construction des avions Dewoitine-D50 et Léo-45, l'un des plus grands constructeurs de France en 1940. Après la guerre, l'industrie aéronautique est nationalisée. Marcel Chassagny, ancien lieutenant d'aviation, est nommé directeur de la fabrication d'armements et à la fin de la guerre, il est nommé directeur de la construction des avions Dewoitine-D50 et Léo-45, l'un des plus grands constructeurs de France en 1940. Après la guerre, l'industrie aéronautique est nationalisée. Marcel Chassagny, ancien lieutenant d'aviation, est nommé directeur de la fabrication d'armements et à la fin de la guerre, il est nommé directeur de la construction des avions Dewoitine-D50 et Léo-45, l'un des plus grands constructeurs de France en 1940. Après la guerre, l'industrie aéronautique est nationalisée. Marcel Chassagny, ancien lieutenant d'aviation, est nommé directeur de la fabrication d'armements et à la fin de la guerre, il est nommé directeur de la construction des avions Dewoitine-D50 et Léo-45, l'un des plus grands constructeurs de France en 1940. Après la guerre, l'industrie aéronautique est nationalisée. Marcel Chassagny, ancien lieutenant d'aviation, est nommé directeur de la fabrication d'armements et à la fin de la guerre, il est nommé directeur de la construction des avions Dewoitine-D50 et Léo-45, l'un des plus grands constructeurs de France en 1940. Après la guerre, l'industrie aéronautique est nationalisée. Marcel Chassagny, ancien lieutenant d'aviation, est nommé directeur de la fabrication d'armements et à la fin de la guerre, il est nommé directeur de la construction des avions Dewoitine-D50 et Léo-45, l'un des plus grands constructeurs de France en 1940. Après la guerre, l'industrie aéronautique est nationalisée. Marcel Chassagny, ancien lieutenant d'aviation, est nommé directeur de la fabrication d'armements et à la fin de la guerre, il est nommé directeur de la construction des avions Dewoitine-D50 et Léo-45, l'un des plus grands constructeurs de France en 1940. Après la guerre, l'industrie aéronautique est nationalisée. Marcel Chassagny, ancien lieutenant d'aviation, est nommé directeur de la fabrication d'armements et à la fin de la guerre, il est nommé directeur de la construction des avions Dewoitine-D50 et Léo-45, l'un des plus grands constructeurs de France en 1940. Après la guerre, l'industrie aéronautique est nationalisée. Marcel Chassagny, ancien lieutenant d'aviation, est nommé directeur de la fabrication d'armements et à la fin de la guerre, il est nommé directeur de la construction des avions Dewoitine-D50 et Léo-45, l'un des plus grands constructeurs de France en 1940. Après la guerre, l'industrie aéronautique est nationalisée. Marcel Chassagny, ancien lieutenant d'aviation, est nommé directeur de la fabrication d'armements et à la fin de la guerre, il est nommé directeur de la construction des avions Dewoitine-D50 et Léo-45, l'un des plus grands constructeurs de France en 1940. Après la guerre, l'industrie aéronautique est nationalisée. Marcel Chassagny, ancien lieutenant d'aviation, est nommé directeur de la fabrication d'armements et à la fin de la guerre, il est nommé directeur de la construction des avions Dewoitine-D50 et Léo-45, l'un des plus grands constructeurs de France en 1940. Après la guerre, l'industrie aéronautique est nationalisée. Marcel Chassagny, ancien lieutenant d'aviation, est nommé directeur de la fabrication d'armements et à la fin de la guerre, il est nommé directeur de la construction des avions Dewoitine-D50 et Léo-45, l'un des plus grands constructeurs de France en 1940. Après la guerre, l'industrie aéronautique est nationalisée. Marcel Chassagny, ancien lieutenant d'aviation, est nommé directeur de la fabrication d'armements et à la fin de la guerre, il est nommé directeur de la construction des avions Dewoitine-D50 et Léo-45, l'un des plus grands constructeurs de France en 1940. Après la guerre, l'industrie aéronautique est nationalisée. Marcel Chassagny, ancien lieutenant d'aviation, est nommé directeur de la fabrication d'armements et à la fin de la guerre, il est nommé directeur de la construction des avions Dewoitine-D50 et Léo-45, l'un des plus grands constructeurs de France en 1940. Après la guerre, l'industrie aéronautique est nationalisée. Marcel Chassagny, ancien lieutenant d'aviation, est nommé directeur de la fabrication d'armements et à la fin de la guerre, il est nommé directeur de la construction des avions Dewoitine-D50 et Léo-45, l'un des plus grands constructeurs de France en 1940. Après la guerre, l'industrie aéronautique est nationalisée. Marcel Chassagny, ancien lieutenant d'aviation, est nommé directeur de la fabrication d'armements et à la fin de la guerre, il est nommé directeur de la construction des avions Dewoitine-D50 et Léo-45, l'un des plus grands constructeurs de France en 1940. Après la guerre, l'industrie aéronautique est nationalisée. Marcel Chassagny, ancien lieutenant d'aviation, est nommé directeur de la fabrication d'armements et à la fin de la guerre, il est nommé directeur de la construction des avions Dewoitine-D50 et Léo-45, l'un des plus grands constructeurs de France en 1940. Après la guerre, l'industrie aéronautique est nationalisée. Marcel Chassagny, ancien lieutenant d'aviation, est nommé directeur de la fabrication d'armements et à la fin de la guerre, il est nommé directeur de la construction des avions Dewoitine-D50 et Léo-45, l'un des plus grands constructeurs de France en 1940. Après la guerre, l'industrie aéronautique est nationalisée. Marcel Chassagny, ancien lieutenant d'aviation, est nommé directeur de la fabrication d'armements et à la fin de la guerre, il est nommé directeur de la construction des avions Dewoitine-D50 et Léo-45, l'un des plus grands constructeurs de France en 1940. Après la guerre, l'industrie aéronautique est nationalisée. Marcel Chassagny, ancien lieutenant d'aviation, est nommé directeur de la fabrication d'armements et à la fin de la guerre, il est nommé directeur de la construction des avions Dewoitine-D50 et Léo-45, l'un des plus grands constructeurs de France en 1940. Après la guerre, l'industrie aéronautique est nationalisée. Marcel Chassagny, ancien lieutenant d'aviation, est nommé directeur de la fabrication d'armements et à la fin de la guerre, il est nommé directeur de la construction des avions Dewoitine-D50 et Léo-45, l'un des plus grands constructeurs de France en 1940. Après la guerre, l'industrie aéronautique est nationalisée. Marcel Chassagny, ancien lieutenant d'aviation, est nommé directeur de la fabrication d'armements et à la fin de la guerre, il est nommé directeur de la construction des avions Dewoitine-D50 et Léo-45, l'un des plus grands constructeurs de France en 1940. Après la guerre, l'industrie aéronautique est nationalisée. Marcel Chassagny, ancien lieutenant d'aviation, est nommé directeur de la fabrication d'armements et à la fin de la guerre, il est nommé directeur de la construction des avions Dewoitine-D50 et Léo-45, l'un des plus grands constructeurs de France en 1940. Après la guerre, l'industrie aéronautique est nationalisée. Marcel Chassagny, ancien lieutenant d'aviation, est nommé directeur de la fabrication d'armements et à la fin de la guerre, il est nommé directeur de la construction des avions Dewoitine-D50 et Léo-45, l'un des plus grands constructeurs de France en 1940. Après la guerre, l'industrie aéronautique est nationalisée. Marcel Chassagny, ancien lieutenant d'aviation, est nommé directeur de la fabrication d'armements et à la fin de la guerre, il est nommé directeur de la construction des avions Dewoitine-D50 et Léo-45, l'un des plus grands constructeurs de France en 1940. Après la guerre, l'industrie aéronautique est nationalisée. Marcel Chassagny, ancien lieutenant d'aviation, est nommé directeur de la fabrication d'armements et à la fin de la guerre, il est nommé directeur de la construction des avions Dewoitine-D50 et Léo-45, l'un des plus grands constructeurs de France en 1940. Après la guerre, l'industrie aéronautique est nationalisée. Marcel Chassagny, ancien lieutenant d'aviation, est nommé directeur de la fabrication d'armements et à la fin de la guerre, il est nommé directeur de la construction des avions Dewoitine-D50 et Léo-45, l'un des plus grands constructeurs de France en 1940. Après la guerre, l'industrie aéronautique est nationalisée. Marcel Chassagny, ancien lieutenant d'aviation, est nommé directeur de la fabrication d'armements et à la fin de la guerre, il est nommé directeur de la construction des avions Dewoitine-D50 et Léo-45, l'un des plus grands constructeurs de France en 1940. Après la guerre, l'industrie aéronautique est nationalisée. Marcel Chassagny, ancien lieutenant d'aviation, est nommé directeur de la fabrication d'armements et à la fin de la guerre, il est nommé directeur de la construction des avions Dewoitine-D50 et Léo-45, l'un des plus grands constructeurs de France en 1940. Après la guerre, l'industrie aéronautique est nationalisée. Marcel Chassagny, ancien lieutenant d'aviation, est nommé directeur de la fabrication d'armements et à la fin de la guerre, il est nommé directeur de la construction des avions Dewoitine-D50 et Léo-45, l'un des plus grands constructeurs de France en 1940. Après la guerre, l'industrie aéronautique est nationalisée. Marcel Chassagny, ancien lieutenant d'aviation, est nommé directeur de la fabrication d'armements et à la fin de la guerre, il est nommé directeur de la construction des avions Dewoitine-D50 et Léo-45, l'un des plus grands constructeurs de France en 1940. Après la guerre, l'industrie aéronautique est nationalisée. Marcel Chassagny, ancien lieutenant d'aviation, est nommé directeur de la fabrication d'armements et à la fin de la guerre, il est nommé directeur de la construction des avions Dewoitine-D50 et Léo-45, l'un des plus grands constructeurs de France en 1940. Après la guerre, l'industrie aéronautique est nationalisée. Marcel Chassagny, ancien lieutenant d'aviation, est nommé directeur de la fabrication d'armements et à la fin de la guerre, il est nommé directeur de la construction des avions Dewoitine-D50 et Léo-45, l'un des plus grands constructeurs de France en 1940. Après la guerre, l'industrie aéronautique est nationalisée. Marcel Chassagny, ancien lieutenant d'aviation, est nommé directeur de la fabrication d'armements et à la fin de la guerre, il est nommé directeur de la construction des avions Dewoitine-D50 et Léo-45, l'un des plus grands constructeurs de France en 1940. Après la guerre, l'industrie aéronautique est nationalisée. Marcel Chassagny, ancien lieutenant d'aviation, est nommé directeur de la fabrication d'armements et à la fin de la guerre, il est nommé directeur de la construction des avions Dewoitine-D50 et Léo-45, l'un des plus grands constructeurs de France en 1940. Après la guerre, l'industrie aéronautique est nationalisée. Marcel Chassagny, ancien lieutenant d'aviation, est nommé directeur de la fabrication d'armements et à la fin de la guerre, il est nommé directeur de la construction des avions Dewoitine-D50 et Léo-45, l'un des plus grands constructeurs de France en 1940. Après la guerre, l'industrie aéronautique est nationalisée. Marcel Chassagny, ancien lieutenant d'aviation, est nommé directeur de la fabrication d'armements et à la fin de la guerre, il est nommé directeur de la construction des avions Dewoitine-D50 et Léo-45, l'un des plus grands constructeurs de France en 1940. Après la guerre, l'industrie aéronautique est nationalisée. Marcel Chassagny, ancien lieutenant d'aviation, est nommé directeur de la fabrication d'armements et à la fin de la guerre, il est nommé directeur de la construction des avions Dewoitine-D50 et Léo-45, l'un des plus grands constructeurs de France en 1940. Après la guerre, l'industrie aéronautique est nationalisée. Marcel Chassagny, ancien lieutenant d'aviation, est nommé directeur de la fabrication d'armements et à la fin de la guerre, il est nommé directeur de la construction des avions Dewoitine-D50 et Léo-45, l'un des plus grands constructeurs de France en 1940. Après la guerre, l'industrie aéronautique est nationalisée. Marcel Chassagny, ancien lieutenant d'aviation, est nommé directeur de la fabrication d'armements et à la fin de la guerre, il est nommé directeur de la construction des avions Dewoitine-D50 et Léo-45, l'un des plus grands constructeurs de France en 1940. Après la guerre, l'industrie aéronautique est nationalisée. Marcel Chassagny, ancien lieutenant d'aviation, est nommé directeur de la fabrication d'armements et à la fin de la guerre, il est nommé directeur de la construction des avions Dewoitine-D50 et Léo-45, l'un des plus grands constructeurs de France en 1940. Après la guerre, l'industrie aéronautique est nationalisée. Marcel Chassagny, ancien lieutenant d'aviation, est nommé directeur de la fabrication d'armements et à la fin de la guerre, il est nommé directeur de la construction des avions Dewoitine-D50 et Léo-45, l'un des plus grands constructeurs de France en 1940. Après la guerre, l'industrie aéronautique est nationalisée. Marcel Chassagny, ancien lieutenant d'aviation, est nommé directeur de la fabrication d'armements et à la fin de la guerre, il est nommé directeur de la construction des avions Dewoitine-D50 et Léo-45, l'un des plus grands constructeurs de France en 1940. Après la guerre, l'industrie aéronautique est nationalisée. Marcel Chassagny, ancien lieutenant d'aviation, est nommé directeur de la fabrication d'armements et à la fin de la guerre, il est nommé directeur de la construction des avions Dewoitine-D50 et Léo-45, l'un des plus grands constructeurs de France en 1940. Après la guerre, l'industrie aéronautique est nationalisée. Marcel Chassagny, ancien lieutenant d'aviation, est nommé directeur de la fabrication d'armements et à la fin de la guerre, il est nommé directeur de la construction des avions Dewoitine-D50 et Léo-45, l'un des plus grands constructeurs de France en 1940. Après la guerre, l'industrie aéronautique est nationalisée. Marcel Chassagny, ancien lieutenant d'aviation, est nommé directeur de la fabrication d'armements et à la fin de la guerre, il est nommé directeur de la construction des avions Dewoitine-D50 et Léo-45, l'un des plus grands constructeurs de France en 1940. Après la guerre, l'industrie aéronautique est nationalisée. Marcel Chassagny, ancien lieutenant d'aviation, est nommé directeur de la fabrication d'armements et à la fin de la guerre, il est nommé directeur de la construction des avions Dewoitine-D50 et Léo-45, l'un des plus grands constructeurs de France en 1940. Après la guerre, l'industrie aéronautique est nationalisée. Marcel Chassagny, ancien lieutenant d'aviation, est nommé directeur de la fabrication d'armements et à la fin de la guerre, il est nommé directeur de la construction des avions Dewoitine-D50 et Léo-45, l'un des plus grands constructeurs de France en 1940. Après la guerre, l'industrie aéronautique est nationalisée. Marcel Chassagny, ancien lieutenant d'aviation, est nommé directeur de la fabrication d'armements et à la fin de la guerre, il est nommé directeur de la construction des avions Dewoitine-D50 et Léo-45, l'un des plus grands constructeurs de France en 1940. Après la guerre, l'industrie aéronautique est nationalisée. Marcel Chassagny, ancien lieutenant d'aviation, est nommé directeur de la fabrication d'armements et à la fin de la guerre, il est nommé directeur de la construction des avions Dewoitine-D50 et Léo-45, l'un des plus grands constructeurs de France en 1940. Après la guerre, l'industrie aéronautique est nationalisée. Marcel Chassagny, ancien lieutenant d'aviation, est nommé directeur de la fabrication d'armements et à la fin de la guerre, il est nommé directeur de la construction des avions Dewoitine-D50 et Léo-45, l'un des plus grands constructeurs de France en 1940. Après la guerre, l'industrie aéronautique est nationalisée. Marcel Chassagny, ancien lieutenant d'aviation, est nommé directeur de la fabrication d'armements et à la fin de la guerre, il est nommé directeur de la construction des avions Dewoitine-D50 et Léo-45, l'un des plus grands constructeurs de France en 1940. Après la guerre, l'industrie aéronautique est nationalisée. Marcel Chassagny, ancien lieutenant d'aviation, est nommé directeur de la fabrication d'armements et à la fin de la guerre, il est nommé directeur de la construction des avions Dewoitine-D50 et Léo-45, l'un des plus grands constructeurs de France en 1940. Après la guerre, l'industrie aéronautique est nationalisée. Marcel Chassagny, ancien lieutenant d'aviation, est nommé directeur de la fabrication d'armements et à la fin de la guerre, il est nommé directeur de la construction des avions Dewoitine-D50 et Léo-45, l'un des plus grands constructeurs de France en 1940. Après la guerre, l'industrie aéronautique est nationalisée. Marcel Chassagny, ancien lieutenant d'aviation, est nommé directeur de la fabrication d'armements et à la fin de la guerre, il est nommé directeur de la construction des avions Dewoitine-D50 et Léo-45, l'un des plus grands constructeurs de France en 1940. Après la guerre, l'industrie aéronautique est nationalisée. Marcel Chassagny, ancien lieutenant d'aviation, est nommé directeur de la fabrication d'armements et à la fin de la guerre, il est nommé directeur de la construction des avions Dewoitine-D50 et Léo-45, l'un des plus grands constructeurs de France en 1940. Après la guerre, l'industrie aéronautique est nationalisée. Marcel Chassagny, ancien lieutenant d'aviation, est nommé directeur de la fabrication d'armements et à la fin de la guerre, il est nommé directeur de la construction des avions Dewoitine-D50 et Léo-45, l'un des plus grands constructeurs de France en 1940. Après la guerre, l'industrie aéronautique est nationalisée. Marcel Chassagny, ancien lieutenant d'aviation, est nommé directeur de la fabrication d'armements et à la fin de la guerre, il est nommé directeur de la construction des avions Dewoitine-D50 et Léo-45, l'un des plus grands constructeurs de France en 1940. Après la guerre, l'industrie aéronautique est nationalisée. Marcel Chassagny, ancien lieutenant d'aviation, est nommé directeur de la fabrication d'armements et à la fin de la guerre, il est nommé directeur de la construction des avions Dewoitine-D50 et Léo-45, l'un des plus grands constructeurs de France en 1940. Après la guerre, l'industrie aéronautique est nationalisée. Marcel Chassagny, ancien lieutenant d'aviation, est nommé directeur de la fabrication d'armements et à la fin de la guerre, il est nommé directeur de la construction des avions Dewoitine-D50 et Léo-45, l'un des plus grands constructeurs de France en 1940. Après la guerre, l'industrie aéronautique est nationalisée. Marcel Chassagny, ancien lieutenant d'aviation, est nommé directeur de la fabrication d'armements et à la fin de la guerre, il est nommé directeur de la construction des avions Dewoitine-D50 et Léo-45, l'un des plus grands constructeurs de France en 1940. Après la guerre, l'industrie aéronautique est nationalisée. Marcel Chassagny, ancien lieutenant d'aviation, est nommé directeur de la fabrication d'armements et à la fin de la guerre, il est nommé directeur de la construction des avions Dewoitine-D50 et Léo-45, l'un des plus grands constructeurs de France en 1940. Après la guerre, l'industrie aéronautique est nationalisée. Marcel Chassagny, ancien lieutenant d'aviation, est nommé directeur de la fabrication d'armements et à la fin de la guerre, il est nommé directeur de la construction des avions Dewoitine-D50 et Léo-45, l'un des plus grands constructeurs de France en 1940. Après la guerre, l'industrie aéronautique est nationalisée. Marcel Chassagny, ancien lieutenant d'aviation, est nommé directeur de la fabrication d'armements et à la fin de la guerre, il est nommé directeur de la construction des avions Dewoitine-D50 et Léo-45, l'un des plus grands constructeurs de France en 194

Culture

ARTS

• Le Monde • Mercredi 21 septembre 1988 13

Les œuvres de jeunesse

au Musée d'Orsay

Cézanne

le passionné



Portrait d'Achille Empereur (vers 1867-1870)

(Suite de la première page.)

Sur le dernier autoportrait, une décennie plus tard — vers 1870, — le peintre a la trentaine. Il s'y montre déjà en vieux routier de la peinture, réconcilié avec la vie, au moment où, entraîné par Pissarro à aller « au motif » du côté de Pont-Aven et d'Avers, il est en train d'abandonner définitivement la manière sombre et épaisse, dans laquelle il s'est longtemps plu, travaillant les effets de contrastes d'ombres et de lumières, recherchant le spectaculaire avec plus de violence encore que les autres peintres fascinés par Courbet, ses hautes pâtes, sa peinture au couteau et sa facture relâchée.

Zola, Courbet sans doute, sont indissociables des premières peintures de Cézanne. Le ténébreux, qui pourtant n'est, ne sera réaliste ou naturaliste qu'occasionnellement, au cours de ces années. Des années d'une complexité folle, traversées de visions de meurtres, d'images de mort, de scènes érotiques, mythologiques et religieuses, autant que ponctuées par des natures mortes, des paysages et des portraits. Le peintre « refusé » accuse sa différence, affiche son mépris pour toute forme de peinture traditionnelle et dialogue avec d'autres peintres comme lui méprisés, tel Manet. Ou bien il regarde Delacroix et Daubigny, et les grands Vénétiens, et les grands Espagnols, et peut-être même Watteau, en même temps qu'il lui arrive de se placer bien en face des choses de ce monde, de l'homme et des objets.

Dans la tradition de la nature morte espagnole, Cézanne peint rigoureusement le pain et les œufs, leur donne la gravité d'une offrande eucharistique. On le voit et le chandelier dont la bougie est consumée, ou la fleur fanée comme un chiffon de chair posé près d'un livre dont les feuillets sont presque donnés dans l'épaisseur de la pâte travaillée au couteau à palette. Classique vanitas. Ou encore un gigot et un pain, un gigot à la flamande. Et il reste

sobre en dépit de tout, de l'extrême charge de matière picturale avec laquelle il donne corps, poids et présence aux objets.

Le peintre et son modèle

Deux ou trois grands portraits dominent : celui du père lisant l'*Événement*, le journal où Zola venait d'engager ses premières batailles pour la défense des peintres bafoués, ses amis ; il est assis dans un fauteuil à tissu à fleurs rose fauve — ce même fauteuil dans lequel Cézanne assait le peintre Achille Empereur, étrange, difforme, goyescque, dont il a aussi dessiné (quel dessinateur il était) splendide la tête. Et que l'on retrouve un peu plus tard, dans l'extraordinaire ouverture du *Tamhauser* avec pianiste, en traits géométriques et, au-dessus d'un lambris, des rames de tapisserie comme des clefs de sol sur une portée musi-

cale, et surtout comme Matisse en peindra.

Le portrait d'Empereur, que l'on considère souvent comme le chef-d'œuvre de cette période, est saisissant, mais peut-être moins extraordinaire que le *Nègre Scipion*, dont Monet, qui l'avait accroché dans sa chambre à coucher, estimait que c'était un « morceau de première force ». On y voit le modèle de l'Académie suisse assis torse nu, un bras légèrement fléchi qui pèse pourtant sur le tabouret, l'autre accompagnant par-dessus la tête le mouvement du corps reposant sur une masse blanche indéfinie ; en résumé, c'est un formidable édifice dans lequel s'équilibrent les forces donnant l'image d'une présence-absence, celle-là même de l'état de sommeil. Cézanne précurseur du symbolisme aussi ! On y pense très fort.

Et puis il y a la nature morte à la *Pendule noire*, autre chef-d'œuvre, mais cette fois de composition orthogonale, rare chez

Cézanne, plutôt porté sur les rondeurs et les courbes, tout au moins dans cette période-là. Ici, les lignes se rencontrent sur un citron jaune, à la Manet, présenté entre le cadran sans aiguilles et le gros coquillage rose. Autre cas flagrant de peinture construite, méditée dans le plan du tableau, avec des volumes suspendus sur une étroite bande, étagée plus que table, dont d'ailleurs on ne voit jamais les pieds. Autre démonstration d'une vision de l'espace qui s'affirme sans le recours d'une classique perspective. Il fallait bien, tout de même, le rappeler.

Beaucoup plus étranges, à vrai dire, sont les scènes religieuses comme le *Christ aux Limbes* et la *Madeleine*, qui n'aurait pas fait un tableau à elle seule, mais séparés aujourd'hui, se retrouvent côte à côte, et la *Modeste Olympia*, et la *Tentation de Saint-Antoine*, et le *Déjeuner sur l'herbe*, en rappel, bien évidemment, du tableau à scandale, et encore la *Pastorale*.

Tous développent une thématique d'une grande richesse, y compris celle de la relation du peintre à son modèle. Qui nous disent que c'est peut-être ce Cézanne, peintre de chaires en volutes, en courbes, en rondeurs, qui fait glisser les corps en boules sur des collines ou des draps blancs, comme plus tard les pommes, qui aurait bien pu fasciner le plus Picasso et Matisse. Le peintre baroque en somme, qui navigue entre expression du pathos et son enroulement, entre images de rêve et réalités, et travaille déjà à l'unification de son espace.

GENEVIEVE BREERETTE

★ Cézanne, les années de jeunesse 1859-1872 (60 peintures, 20 dessins), musée d'Orsay, du 21 septembre au 1^{er} janvier 1989. Catalogue établi par Lawrence Gowing, avec les contributions de Gert Adriaal, Marie-Louise Krumrine, Marie Tompkins Lewis, Sylvie Patin et John Rewald. L'exposition d'abord présentée à la Royal Academy de Londres fin octobre à la National Gallery de Washington.

ALICE SEDAR

★ Deux dernières ventes le 25 septembre et le 2 octobre à l'hôtel des ventes de Limoges.

VENTES

Septembre est généralement un bon mois pour le marché du meuble. Les affaires reprennent après l'été et les marchands se réapprovisionnent pour les foires à venir. L'hôtel des ventes, dimanche dernier, à Limoges, n'a pas échappé à la règle. Il s'était venu nombreux de Paris et de la région pour assister à la dispersion de quelque quarante armoires, commodes, tables et buffets des dix-huitième et dix-neuvième siècles du château de Berneuil-en-Limousin. Un beau bureau en bois de rose de Denis Genty a été vendu 265 000 francs à un marchand parisien. Ces meubles sont ici très prisés pour leur provenance. Il n'est pas rare de voir certains amateurs locaux surpayer pour avoir une commode venue du château voisin dans leur salon.

Malgré tout, la sagesse et la recherche de la qualité ont dominé cette vente. Les particuliers ont, de toute évidence, su faire la différence entre les simples meubles rustiques du dix-neuvième siècle et ceux plus

sophistiqués des salons du dix-huitième siècle. Une très belle armoire normande de mariage avec des corbeilles de fruits sculptés fut adjugée 32 500 francs, tandis qu'une commode sobre en acajou de la même époque, avec son plateau en marbre gris, partait pour 15 000 francs. En revanche, un secrétaire Louis XVI en placage et marqueterie en noyer de noyer, estimé 30 000 francs, dont l'état n'était pas parfait, a été ravalé. Une armoire accidentée Louis XIV en chêne n'a fait que 4 000 francs.

Mieux informés, les amateurs qui fréquentent aujourd'hui les salles de vente savent qu'une armoire rustique vaut aux alentours de 10 000 francs à Paris comme en province. Ce qui ne semblait pas toujours être le cas au début des années 70, où le prix des meubles rustiques grimpait en flèche.

« C'était le rêve de la maison de campagne, dont la décoration sortait tout droit des magazines », se rappelle Maître Galateau. « Les par-

ticuliers étaient prêts à payer jusqu'à 6 000 francs pour des soufflets de forge et pour accrocher les casseroles en cuivre sur le mur de leur cuisine. Aujourd'hui, c'est terminé, explique le commissaire-priseur. Et c'est trop lourd et trop encombrant pour un appartement. La fin de cette mode, largement aidée, il faut le dire, par le pillage systématique des résidences secondaires, fit dégringoler les prix. Quant aux meubles en placage, ils cachaient à la chaleur des appartements, et virent leur cote plonger à leur tour. Les professions libérales, qui constituaient alors la majorité de cette clientèle, se détournèrent des meubles et se mirent à acheter des tableaux de petits maîtres.

Malgré cela, les prix chez les antiquaires continueront d'être élevés, alors que, dans les ventes publiques, les prix baissent toujours. Des prix qui, aujourd'hui, commencent à remonter avec une nette préférence pour les petits meubles, faciles à poser. Le style Napoléon III, long-

temps jugé médiocre, voire vulgaire, fait un retour remarqué. Une table et deux fauteuils en bois noir, avec une marqueterie d'inspiration Renaissance, scènes mythologiques et arabesques incrustées d'ivoire, sont partis pour 14 100 francs à Paris. Une travailleuse en acajou, incrustée de cuivre, de nacre et d'ivoire, a trouvé preneur pour 4 900 francs. Ce style, très décoratif, semble plaire particulièrement aux Italiens.

A en croire M. Galateau, la province recèle encore de nombreux trésors, tout particulièrement dans ses greniers, où aura été relégué le mobilier jugé démodé par les générations suivantes. Ces découvertes alimenteront les ventes aux enchères de province et de Paris, grâce à la collaboration toujours fructueuse entre commissaires-priseurs et notaires.

Meubles régionaux

CINÉMA

Rencontre avec Isabelle Huppert

Orgueil et patience

Prix d'interprétation féminine à Venise, Isabelle Huppert revient, magnifique, dans le film de Claude Chabrol, *Une affaire de femmes*, bouleversante, dans un personnage différent.

Isabelle Huppert, Normande aux joues rondes, fautive d'anges pendant l'occupation, accessoirement loueuse de chambre à une copine prostituée (Marie Trintignant), Mariée, deux enfants : un petit garçon au visage ingrat à qui elle manifeste un amour bourrin, et qui veut devenir bonnetier quand il sera grand, à cause de la cagoule. Une ravissante fillette craquante qu'elle ne peut pas s'empêcher de bichonner. Son mari, prisonnier (François Cluzet), revient. Un type mollasson et lâche qu'elle n'aime pas, et elle le lui reproche. Elle tombe folle amoureux d'un jeune collabo beau garçon (Nils Tavernier). Son mari va la dénoncer. Elle sera jugée par un tribunal d'exception et guillotinée. Dans une certaine mesure, l'histoire est vue par le petit garçon. Le film de Claude Chabrol *Une affaire de femmes* (le Monde daté 4-5 septembre) porte en épigraphe cette phrase : « Pensez aux enfants de ceux que l'on condamne ».

L'affaire est réelle, le film en est une adaptation libre. Ce qui est réel, c'est la vision de la misère, l'adaptation progressive aux circonstances d'une révolte désignée, broyée par la machine politico-judiciaire. C'est d'abord un film de Chabrol, sur les scénarios et dialogues de Colo Taver-

nier, d'une force remarquable. Le genre de film qu'on pourra voir encore dans trente ans dans les émissions de ciné-club. Les comédiens sont magnifiques. Isabelle Huppert a reçu très justement son prix d'interprétation à Venise. Elle n'avait pas tourné en France depuis des années. On la retrouve, elle étonne. Elle est complexe, drôle, bouleversante. Elle arrive même à une sorte de vulgarité saine, terrienne. Elle est extraordinairement vivante, bourrée d'énergie.

« Le rôle, dit Isabelle Huppert, exige cette énergie qui était là déjà, il me semble. Dans *Loulou*, dans la Truite... Ici, ce qui est frappant est qu'elle s'exerce sur un rôle, dans un film aussi dense. En voyant mes personnages passés, même ceux qui ont été aimés, j'y ai trouvé trop d'opacité, d'immobilité. Il y avait quelque chose qui était là et qui, à un moment où à un autre, devait s'exprimer, passer la rampe.

« Si j'ai évolué, c'est dans la légèreté. J'ose à peine l'avouer, mais j'ai l'impression que tout m'a été facile. La route était bien balisée. Et avec Chabrol à bord, on tirait en harmonie. J'ai joué avec une certaine mesure, avec distance aussi. Le problème de l'identification ne m'a pas effleurée. Je voyais vivre cette femme en dehors de moi. Je m'en suis emparée comme on doit toujours le faire, mais avec un petit recul. Parfois le recul permet une meilleure maîtrise.

« Je n'avais pas tourné en France depuis longtemps et, depuis longtemps, je n'avais pas trouvé un tel rôle. Dans ces cas-là, on a envie de dire les choses un peu plus fort. On veut arracher le morceau. Oui, je

crois que j'avais envie... C'est comme un cri. J'étais, de même qu'elle, dans un état de parfaite inconscience.

« Jusqu'à présent, j'ai interprété des personnages qui regardent et jugent, des êtres névrotiques, j'aimais bien parfois. Marie n'est rien de tout ça. Elle est complexe, mais candide, au-delà du bien et du mal. Elle cherche à s'en sortir. Elle sois ce qui se présente. Il se trouve que c'est l'avortement. Elle a besoin d'argent, mais n'est pas vénale. Ses premières dépenses sont pour acheter à son enfant de la confiture au marché noir. Elle n'a jamais rencontré quelqu'un capable de la diriger. Les hommes profitent d'elle, y compris son mari. Elle veut aller plus haut, chanter sa scène. C'est vrai, si on est regardée, on peut sortir de soi et devenir davantage qui on est.

« Colo Tavernier a écrit le rôle pour moi. Marie a envie de chanter, mais que j'aime chanter. Je prends des cours depuis des années. Quand on est acteur et qu'on écoute un opéra, on a l'impression d'être limitée. Le chant, c'est connu, touche à quelque chose de tout à fait intime. Mais je chante juste pour mon plaisir.

« J'ai joué à fond chaque sentiment, en passant sans transition de l'un à l'autre. Quand elle pleure, elle pleure, quand elle rit, elle rit, sans se demander pourquoi. Donc, moi, actrice, je ne me suis rien demandé. Si je laissais filtrer le moindre doute sur un calcul de sa part, l'édifice s'écroulait. Il est encore trop tôt pour que je me rende compte à quel point ce rôle a tiré de moi des vérités. En tout cas, si le film heurte c'est qu'il renvoie à des choses de soi qu'on a du mal à regarder.



« En définitive, il est profondément humanitaire, dans la mesure où il dégage des points d'interrogation. L'avortement représente un grave cas de conscience. Même si Marie n'éprouve aucun remords, « Est-ce que les bébés dans le ventre de leur mère ont une âme ? » Toute sa vie, elle s'est débattue mais, dès que la machine judiciaire se met en marche, elle se replie sur une culpabilité imposée. Seule révolte à ce moment-là est sa prière sacrilège... »

« Je vous salue Marie pleine de merde... » Pour la première fois, elle a peur.

« Elle n'est pas particulièrement courageuse. Son inconscience la protège. Plus jeune, j'avais très peur, surtout des gens. A présent mes peurs sont autres. On ne doit pas renoncer à ses phobies, sinon c'est l'encéphalogramme plat. Finalement, être comédienne, avant de devenir une affaire entre soi et le public est une affaire entre soi et soi. Avoir un prix naturellement fait plaisir. Mais l'important est que le film marche... Qu'il marche ou non, rien n'efface le bonheur de

l'avoir tourné. Ce que l'on vit sur le plateau est tellement différent de ce que les spectateurs vont recevoir.

« Je me suis éloignée pendant longtemps de la France, j'ai eu raison. J'avais trop tourné. J'en étais arrivée à une sorte d'indifférence... Je ne me suis pas arrêtée, je suis partie. A un moment, c'est biologique, il est bon de s'absenter.

« Je vais faire du théâtre. Je pense être prête, capable comme je le disais, de passer la rampe. Au théâtre, il faut vraiment vouloir plaire. Pendant longtemps, je me suis rétractée. Il ne s'agissait pas de timidité, c'était plutôt quelque chose de naturel, qui me ramenait à des états d'enfance. Je me butais. Un refus. Cette fameuse peur des gens.

J'ai besoin de Dieu, c'est-à-dire des metteurs en scène. Je n'ai pas hésité parfois à les solliciter, tout en sachant le caractère un peu vain de l'entreprise. Il y a là un mélange d'humilité et d'orgueil. Avec plus d'orgueil que d'humilité, je crois. Conserver sa dignité quand on est comédien est tellement dur. On doit la conserver, absolument, en dépit de toutes les occasions qui se présentent de la perdre. Mais je suis résolument optimiste. Contrairement à ce que l'on pourrait croire, je jubile à propos de beaucoup de choses, et je ne le dis pas seulement parce que tout va bien en ce moment.

Propos recueillis par COLETTE GODARD.

● Francis Ford Coppola, président du jury du Festival de Cannes. — La cinéaste américaine, Francis Ford Coppola, deux fois Palme d'or au Festival de Cannes pour la Conversation, en 1974, et Apocalypse Now, en 1979, a accepté de présider le jury du prochain Festival qui doit se tenir du 11 au 23 mai 1989.

مكذبا من الأصل

Culture

DANSE

Une enquête sur le public

Français, encore un effort...

Le département des études et de la prospective du ministère de la culture vient de livrer le résultat d'une enquête sur la fréquentation des spectacles de danse par les Français.

66 % des Français n'ont jamais vu de spectacle de danse de leur vie. Ce chiffre ressort d'une triple enquête (sociologique, économique et psychologique) que vient de réaliser, à la demande de la délégation à la danse, le département des études et de la prospective du ministère de la culture. Ses résultats seront présentés à la profession lors de la troisième Biennale de la danse à Lyon, les 22, 23 et 24 septembre, et publiés ultérieurement.

Le sondage effectué sur un échantillon représentatif de 10 000 personnes âgées de plus de quinze ans montre que, sur les 34 % qui ont déjà vu un spectacle de danse, 17 % seulement l'ont fait au cours des quatre dernières années. Sur ce total, 9 % ont vu des spectacles professionnels et 8 % des spectacles professionnels, dont 4 % au cours des douze derniers mois : ce chiffre, comparé au score correspondant du théâtre (7 %), est relativement « optimiste », car il existe 150 compagnies professionnelles de danse en France, contre 1 500 de théâtre.

Qui va voir des spectacles de danse ? Sur 100 spectateurs de danse professionnelle on trouve 21 cadres, 10 cadres supérieurs, 15 salariés de plus de 20 ans, 13 élèves ou étudiants, 13 femmes au foyer, 13 employés, 8 ouvriers, 4 artisans ou commerçants, 2 agriculteurs. 63 % habitent Paris, la banlieue parisienne ou une ville de plus de 100 000 habitants. Particulier à la danse apparaît le « mariage sexuel » : 58 femmes pour 42 hommes vont voir des spectacles de danse professionnelle. Ce chiffre

est à rapprocher de ceux qui concernent la pratique de la danse : on trouve dans les cours de danse 92 filles pour 8 garçons. Côté « tranches d'âge », ce sont les 25-39 ans qui l'emportent (37 %), suivis par les 40-59 ans (26 %), les 15-19 ans n'atteignant que 11 %.

Voilà de la danse considérée donc une sortie exceptionnelle : 80 % des personnes interrogées ont vu moins de quatre spectacles de danse en quatre ans.

Qu'ont vu les spectateurs ? 32 % se déclarent incapables de définir le genre de danse qu'ils ont vu. Les autres ont assisté à des spectacles de fin d'année scolaire (18 %), des ballets classiques (8 %), du folklore français (8 %), de la danse contemporaine (7 %), des danses traditionnelles non européennes (6 %), les ballets Matisse ou autre folklore slave (5 %), du flamenco (4 %), de la danse jazz (4 %), des variétés (4 %), des ballets de Maurice Béjart (3 %), des « cocktails de danse » (1 %).

Que mémorisent-ils ? 58 % seulement se souviennent du titre du spectacle, 36 % du nom de la compagnie, 34 % de nom de compositeur ou du titre de l'œuvre musicale, et 29 % du nom d'un danseur ou d'une danseuse.

Quelle a été leur motivation ? Pour 50 % des spectateurs, l'opportunité : « L'occasion s'est présentée, j'en ai profité », 43 % déclarent : « J'y suis allé pour accompagner des gens de mon entourage », 30 %, « parce que c'était un événement à ne pas manquer ». Viennent ensuite parmi les raisons citées : le goût (22 %), la curiosité (20 %), la musique (13 %), l'originalité chorégraphique (11 %), l'envie d'une sortie un peu exceptionnelle (11 %), la performance des danseurs (10 %), la confiance dans la salle (9 %), les décors et costumes (7 %), la notoriété des danseurs (5 %).

Ont-ils été contents ? Ils déclarent que le dernier spectacle de danse

qu'ils ont vu leur a « beaucoup plu » (61 %), ou « assez plu » (29 %), ce qui totalise 90 % de satisfait : un chiffre, au premier abord étonnant, paraît normal si l'on considère qu'on va voir plus rarement de la danse que du théâtre ou du cinéma, donc qu'on y prend moins de risques.

Que choisiraient-ils de voir, si l'occasion s'en présentait prochainement ? Chez les spectateurs « anciens » (ceux qui n'ont rien vu depuis quatre ans), 36 % choisiraient du classique, 22 % du folklore, 16 % du moderne, 10 % du jazz et 6 % du contemporain. Chez les spectateurs « actuels » (ceux des quatre dernières années), ces chiffres se modifient : 27 % choisiraient du classique, 21 % du moderne, 20 % du folklore, 15 % du jazz et 10 % du contemporain.

La demande potentielle apparaît importante : 29 % des spectateurs des quatre dernières années se disent « frustrés » de danse (ne vont pas en voir aussi souvent qu'ils aimeraient) et 37 % souhaiteraient y aller davantage, « mais ça ne leur manque pas vraiment ».

Si la médiatisation est un facteur important de fréquentation de la danse, son audience à la télévision apparaît encore restreinte. Sur 100 Français âgés de quinze ans et plus, 14 ont regardé « Le Grand Échiquier » sur l'école de danse de l'Opéra de Paris, 10 la retransmission du gala de l'Association des artistes contre le SIDA au Moulin-Rouge. On tombe ensuite à 6 téléspectateurs pour les Ballets Matisse, à 4 pour la Cendrillon de Nourissier, à 4 pour la Nuit blanche de Leningrad (Ballets du Kirov et Ballets Béjart), à 4 pour la danse folklorique française, à 3 pour le gala d'ouverture de l'Année de la danse au Théâtre des Champs-Élysées, à 3 pour le documentaire sur Carolyn Carlson.

SYLVIE DE MUSSAC.

MOZART - AGNÈS GILLIERON
RÉCITAL PIANO-FORTE
Eglise SAINT-JULIEN-LE-PAUVRE
22, 23, 24 septembre à 21 h
Loc. 3 FNAC/PASTEL - 43-96-48-48
3615 PSTL - ICARE - 45-54-14-00

ORCHESTRE DE PARIS
Directeur Musical Daniel Barenboim
Directeur Général Pierre Vozzinsky
SALLE PLEYEL 20 H 30
28, 29, 30 septembre
Daniel Barenboim, direction
Claudio Arrau, piano
Beethoven, Wolf, Boulez
RENSEIGNEMENTS - LOCATION
SALLE PLEYEL : 45 63 07 96

SALLE PLEYEL
ALBERT SARFATI
présente
LUNDI 3 OCTOBRE à 20 h 30
UN EVENEMENT UNIQUE
A NE PAS MANQUER
FESTIVAL MOZART
avec les célèbres
VIRTUOSES DE MOSCOU
direction et soliste
VLADIMIR SPIVAKOV
L'un des plus grands archers actuels
et le concours des
CHŒURS ORFEON DONOSTIARRA
et de
KISIN
Jeune prodige soviétique
Location Salle Pleyel
Par tél. : 45 63 88 73 (13 h - 18 h)
45 61 06 30 (9 h - 18 h)
Agences et 3 FNAC

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS
BEETHOVEN
MESSIAH EN UT
ACADEMIE DE MUSIQUE DE VIENNE
Direction : ERWING REITER
PILAND
Piano : Charles SPENCER
MOZART - SCHUMANN - STRAUSS
Dans le cadre de l'ANNEE FRANCE-DAIEMARK 1987-1988
QUATUOR KONTRA
Le 26, Proj. FILM SUR CARL NIELSEN
et 2 QUATUORS n° 2 et 4
Le 27, CARL NIELSEN
Quatuor n° 1
HANS ARNHANSEN
Dir. principaux
DEBUSSY
Quatuor à cordes
SOLISTI VENETI
Dir. : Claudio
SCIMONE
ALBUINO, VIVALDI
ROSSINI, ROLLA,
PAGANINI

MUSEE D'ART MODERNE DE LA VILLE DE PARIS
11, avenue du Président-Wilson - 75016 Paris
16 SEPTEMBRE - 2 OCTOBRE 1988 - 18 H 30
INTÉGRALE PIERRE HENRY
en 15 concerts
avec le concours de Martine Viard et Jean-Paul Farré
Loc. : 3 FNAC : 50 F - ETUDIANTS : 30 F
Renseignements : 45-72-41-01

Abonnement
Brochure gratuite sur demande
42 60 94 27
ENSEMBLE INTER CONTEMPORAIN
Centre Georges Pompidou
IRCAM

DEUX ANES
Nouveau spectacle
Le coût du Père François
MAURICE HORGUES - ANNE-MARIE CARRIÈRE
JEAN-CLAUDE POIROT - CHRISTIAN VEBEL
ET BERNARD MABILLE
Présentation et animation : JEAN-MICHEL MOLE
JEAN-PIERRE MARVILLE
Au piano : CLAUDE STIEREMANS
MATINÉE SAM. et DIM., 15 h 30

Communication

La crise du service public et le débat sur l'audiovisuel

Négociations et concertation

Recherche de consensus, volonté d'ouverture et d'apaisement... Il n'est pas une déclaration ou une demande gouvernementale qui, ces derniers jours, sur le dossier de l'audiovisuel, ne tente d'aller dans ce sens. Le dossier présente pourtant des caractéristiques d'un baril de poudre : les lois sur l'audiovisuel ont toujours été le prétexte de polémiques et de grèves impopulaires. Mais le premier ministre est formel : le débat sur l'audiovisuel ne doit pas dépasser. Mieux : ce gestion devrait être une illustration de l'ouverture et du consensus recherchés. Les ministres, M. Lang et M. Tasca, n'avaient certes pas modéré, à la fin de l'été, la sévérité de leur diagnostic sur le paysage audiovisuel par la loi Létard. Le fonds n'a pas changé, mais les réflexions se font plus apaisantes tant sur le projet de loi créant le Haut Conseil de l'audiovisuel que sur la crise que traversent les sociétés publiques.

Ainsi, après M. Jean-Jack Queyranne, porte-parole du PS qui venait de déclarer qu'il n'était « pas question de faire une loi pour couper des têtes », M. Jack Lang s'est efforcé, lundi soir, de désamorcer à l'avance les critiques montantes à l'égard du projet, affirmant qu'il ne visait nullement « à révoquer » les

dirigeants actuels du service public dont l'autorité n'a été « à aucun moment mise en cause par le gouvernement ».

Même attitude en ce qui concerne le service public, notamment Antenne 2. « Notre souci, ce n'est pas de mettre de l'huile sur le feu », indique le ministre, mais de faciliter le dialogue entre le président de la chaîne et son personnel ».

Le ton de M. Laurent Fabius était à l'unisson quand il a insisté, lundi, au cours d'une conférence de presse, sur la nécessité de ne pas « focaliser à l'excès le débat sur l'audiovisuel autour de telle ou telle personne ». Le problème est celui de la place et des moyens du service public à l'audiovisuel, a-t-il ajouté. C'était justement le thème de l'intervention de M. Catherine Tasca, le même soir sur Antenne 2, dans l'émission « La marche du siècle ». « Un travail de longue haleine » et « deux à trois ans » seront, selon elle, nécessaires pour « amener l'audiovisuel public à un niveau de financement satisfaisant ».

L'heure en tout cas est à la négociation entre responsables et salariés du service public, même si les mots

d'ordre de grève sont maintenus pour mercredi et jeudi. Au cours d'une première réunion, le 17 septembre, avec le collège employeurs, les syndicats CFPD, CGT, SNJ et CFTC de l'audiovisuel se sont vu proposer d'avancer au 1^{er} septembre, une augmentation de 1 % prévue pour le 1^{er} novembre. Dans le même temps, syndicats et employeurs se rencontreraient, société par société.

Antenne 2, la direction a proposé une augmentation de quelques 150 000 F des budgets de promotion de l'année, toutes catégories confondues avec priorité aux salaires les plus bas et aux administratifs. Des possibilités de recrutement ont en outre été offertes. Ces négociations se déroulent sur fond de discussions budgétaires, le budget de l'audiovisuel étant en cours de bouclage. Le directeur général d'Antenne 2, M. Francis Brun-Buisson a rencontré ce week-end les autorités budgétaires. Il semble être revenu avec des éléments permettant de « vraies négociations ». De son côté, le premier ministre devrait entendre, mardi, avec M. Pierre Mauroy, premier secrétaire du parti, la première phase des concertations politiques sur le projet de loi.

ANNICK COJEAN.

POINT DE VUE

par Noël Mamère
journaliste à A 2

Un tempête qui souffle actuellement sur le service public, à la veille d'une nouvelle réforme du paysage audiovisuel français, doit être prise au sérieux. Il ne s'agit ni d'un retour au bon vieux temps de l'ORTF ni d'un nouvel étalage de nos éternels et moines encore d'une affaire de gros sous. C'est une crise, une vraie, profonde et sévère, que n'a pas attendu le retour de Christine Ockrent sur Antenne 2 pour s'installer dans l'audiovisuel. Voilà pourquoi limiter notre mouvement protestataire à un procès de la rédaction fait à la nouvelle présentation du journal de 20 heures me paraît aussi injuste que malhonnête.

Il y a à Antenne 2, c'est vrai, un scandale de l'inégalité des traitements, insupportable pour le service public, dont le cas de Christine Ockrent n'est que le prétexte. Une dérive de la sélectivité, une dérive de la double peine, dans une même rédaction qui fabrique la même rédaction, est une insulte à la morale et au bon sens, en même temps qu'un facteur d'exacerbation de toutes les jalousies, de tous les ressentiments et de toutes les frustrations.

Il ne faut donc pas s'étonner que Christine Ockrent ait trouvé si peu de solidarité autour d'elle pour répondre aux attaques qui l'ont durement secouée ces derniers jours. Elle est la première victime de cette espèce de « lutte des classes » (les prolétaires contre les aristocrates de l'information) qui empoisonne les rédactions de l'audiovisuel depuis la triste loi Létard de septembre 1986. Si les pouvoirs publics et la nouvelle instance de régulation ne réagissent pas pour moraliser cet « univers immonable » hérité du privé, les crises succéderont aux crises et nous nous enfoncerons tranquillement dans la mort lente de la télévision française.

Mais si la crise d'Antenne 2 ne tenait qu'à l'inégalité des salaires ce serait encore un moindre mal ! Comme tout l'audiovisuel public nous avons été victimes d'un « quérillage » charnière, digne des plus belles années de l'archaïsme gaullien dont le maître de cérémonie se nommait Alain Peyrefitte. Ce sont d'ailleurs ses hommes - Corneille, Michaud, Han - qui ont mené l'opération. Souvenons-nous de l'éviction brutale de Claude Sérillon, avant lui de Pierre-Henri Armand, le directeur de la rédaction, ou de l'exil à Rome de Marcel Trillat... La liste serait longue !

Cette tentative de remise au pas politique, conduite à la hussarde, a ouvert des plaies qui exigent de Claude Carré, le nouveau directeur de la rédaction, beaucoup de patience et de délicatesse avant de se refermer. Notre docteur-bobo porte dans sa trousse trois médicaments défaut des derniers temps : le respect, la confiance et une politique éditoriale... Les aspects de gestion sont permis !

La troisième raison de la crise que nous vivons aujourd'hui tient, en effet, à l'incohérence de la politique éditoriale, tant au niveau des programmes que de l'information, menée depuis un an et demi sur cette chaîne. Au lieu d'affiner notre image « de référence » au moment de l'éclatement du paysage audiovisuel nous avons fait du suicide ; aux risques, inhérents à toute poli-

Etat d'urgence

que de programme volontariste, nous avons préféré l'ambiguïté et l'indécision qui fait les beaux jours (et la mauvaise télévision) des bêtisiers de TF 1. Alors que nous pouvons échapper à la dictature de l'Audimat sur de nombreux créneaux, nous nous sommes laissés piéger comme des novices. Aujourd'hui, l'image d'Antenne 2 est complètement brouillée, et ce ne sont pas les campagnes sur la « Passion » (si bien faites soient-elles) qui nous permettront de rétablir la situation. Dans un contexte de concurrence aussi difficile que celui voulu par la loi de 1986, il fallait à Antenne 2 une idée et une volonté que nous attendons de voir se manifester... désespérément !

Au fond, nous sommes en train de payer au prix fort - les risques d'aggravation de la crise sont permanents - les effets pervers du bipartisme cathodique de François Létard. En faisant du service public le parent pauvre du paysage audiovisuel, il a choisi d'abandonner la télévision française aux lois du fric et de l'audience. Même si, aujourd'hui, il se soucie plus de sa carrière personnelle que de notre avenir, on ne doit pas oublier la lourde responsabilité qu'il porte dans cette préoccupante régression. Il ne faut pas se tromper de cible ! Si nous nous révoltons aujourd'hui, ce n'est pas pour « déstabiliser le service public », mais bien pour le

sauver du gouffre où a voulu le précipiter la droite, et le réveiller.

Serions-nous si bêtes et stupides que nous ne puissions nous échapper d'un système idéologique à celui des Britanniques ? La transparence serait-elle devenue un vilain défaut que l'on ne puisse procéder aux recrutements dans le service public autrement que par le secret, alors que les Anglais réunissent dans chaque cas un comité éditorial de sélection ? Serions-nous si peu démocrates et si sectaires que nous ne puissions échapper à cette espèce de fatalité de la normalisation qui gangrène la télévision française depuis qu'elle existe ?

Il est urgent d'agir. Et si la crise que nous traversons n'a un mérite, c'est bien celui d'avoir porté sur le plateau public des problèmes qui nous concernent tous : politiques, professionnels et usagers. Car, après tout, c'est pour les télégraphes que nous faisons ce métier ! Ils doivent savoir que si la puissance publique n'assume pas ses responsabilités de moralisation et de réajustement du paysage audiovisuel français, c'en sera bientôt fini du service public et d'Antenne 2. Ils doivent savoir que, si rien ne bouge, ils en seront réduits à ce choix cynique : la voix de son maître ou télémezzo... les Français méritent mieux que ça ? Nous comptons sur eux pour le dire haut et fort avec nous.

Le quinzième Grand Prix de l'affichage

Un média qui a du tonus

L'affichage publicitaire crée l'écran. Sa créativité et sa bonne santé économique en font un média. Le premier est doublement à l'honneur : le 15 septembre est ouverte à Paris la troisième édition du Mois de l'affiche. Huit expositions montrant plus de deux cent cinquante affiches, sélectionnées dans vingt-cinq pays, témoignent de l'importance de l'affiche publicitaire dans l'univers graphique mondial, que ce soit par le biais des œuvres du designer japonais Ikko Tanaka, du graphiste allemand Gunter Rambow, des images du rock soviétique ou des illustrations de l'ère psychédélique américaine (1).

Dans la foulée, le quinzième Grand Prix de l'affichage avait lieu à Portici (Italie), du 16 au 19 septembre. Un prix très attendu par la profession. Doté d'un jury composé uniquement de publicitaires, le Grand Prix de l'affichage est à la fois chargé d'être la meilleure affiche française de l'année et d'indiquer les tendances créatives actuelles de ce média.

Et le cru 1988 de ce Grand Prix de l'affichage a tenu son pari. Les vingt-neuf jurés ont accueilli avec enthousiasme la nouvelle procédure d'élection par voie électronique, qui a opposé anciens et modernes, mais ils se sont ralliés, après discussions et débats, à une nécessaire exigence qualitative. Parmi les mille deux cents affiches adressées à l'Union de la publicité extérieure (UPE), l'organisme parain du Grand Prix qui regroupe la majorité des afficheurs, trente-huit ont finalement été sélectionnées.

Le Grand Prix 1988 a été décerné - presque à l'unanimité - à la campagne réalisée par l'agence Bédier-Corbière pour le petit beurre LU. Les affiches conçues pour Auchan, Amora, Dim, Piper-Heidsieck, Teisseire, Killian, Bonetton, etc., se sont partagées les neuf autres prix et

les dix-huit mentions adoptées par le jury. Sévères dans leurs choix, les vingt-neuf jurés ont surtout l'accent sur le retour à l'affiche classique, dépouillée de fioritures et de textes envahissants.

Cette exigence devrait aider les affiches françaises à affronter les compétitions internationales et à témoigner de la solidité en France de ce média de papier et de toile. Les coups de boutoir de la télévision n'ont en effet entamé ni sa puissance ni son efficacité. Les investissements publicitaires sur le petit écran ont certes beaucoup progressé ces deux dernières années, mais l'affichage fait mieux que résister : son chiffre d'affaires est de 4,8 milliards de francs - celui des télévisions devrait avoisiner les 10 milliards fin 1988. Sa progression en volume est de 17 %, celle de ses recettes de 12 %. L'affichage local en est le principal bénéficiaire.

« La part du marché de notre média devrait s'équilibrer à 12 % ou 13 % en 1989 », note M. Jacques Machuret, directeur général de Dauphin. Deux raisons à ce succès : une campagne nationale d'affichage coûte cinq à dix fois moins cher qu'une campagne télévisuelle, et tel point que des annonceurs comme l'opérateur Affileon ont rayé la télévision de leurs plans médias et que des sociétés comme Sony, Skip ou les assurances Gan font maintenant la part belle à l'affichage. Enfin, les déplacements de population sont de plus en plus importants à l'intérieur et à l'extérieur des zones urbaines, ce qui accroît l'efficacité de ce média. Une tendance « lourde » qui donne du tonus à l'affichage.

YVES-MARIE LABÉ.

(1) Le Monde publiera le 27 septembre un supplément en quadrinisme consacré à cette troisième édition du Mois de l'Affiche à Paris.

théâtre

Spectacles

théâtre

Mardi 20 septembre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

(Les jours de première et de répétition sont indiqués entre parenthèses.)
SALOMÉ, Théâtre de la Made d'Or (48-05-67-89), 20 h 30.
LES SAUX ET FORÉS, Théâtre du Bel Air (43-46-91-93), 20 h 30.
LE THÉÂTRE AU PALAIS ARDIN, Athénien (43-79-06-18), 20 h 30.
UNE ABSENCE, Bouffes Parisiens (42-96-60-24), 20 h 30.
ESTER, Comédie-Française (40-15-00-15), 20 h 30.
LE CRIMINEL, La Bastille (43-57-42-14), 21 h.
LA PROSE DU TRANSMÉRIEN ET DE LA PETITE JEANNE DE FRANCE, Office national mis de tournée (47-42-45-45), 20 h 15.
ET LE SPECTACLE CONTINUE, Palais Royal (42-97-59-81), 20 h 30.
DROLE DE COUPLE, Saint-Georges (48-78-63-47), 20 h 30.
GLENGARRY GLEN ROSS, Edouard-VII, Sacha Guitry (47-42-57-49), 21 h.
TEMPORAIREMENT ÉPUSÉ, La Bastille (43-57-42-14), 19 h 30.
MORT À CRÉDIT, Lucernaire Form (45-44-57-34), 21 h 30.
LA POUSSÉE AUX YEUX, M. DE POURCEAUGNAC, Comédie-Française (40-15-00-15).
L'UN DANS L'AUTRE, Café de la Ode (42-78-52-51).
LA MADELINE PROUST À PARIS, Djezz-T.L.P. (42-74-20-30), 21 h.
L'ÉPREUVE ET LA QUOI REVIENT LES JEUNES FILLES, Hôtel Gouthière (46-33-39-55), 20 h 30.
YENOR, Paris Saint-Martin (46-07-37-33), 20 h 30.
LE MONOLOGUE DE MOLLY BLOOM, Théâtre de l'ombre qui roule (43-26-29-41), 21 h.
HORS-PARC
SCÉAUX, Que le vie servi belle, souve pour Tchiklov, Ancienne maie (46-61-19-03), 20 h 30.

ANTOINE - SIMONE-BERTRAND (42-08-77-11), Les Châliens (42-08-77-11), 20 h 30.
ARLEQUIN RESSUSCITÉ, Théâtre (42-89-43-22), Fado et La (20 h 30).
ARTISTE-ATHÉVAINS (48-06-36-02), O La Titude au palais 20 h 30.
BOUFFES PARISIENS (42-96-60-24), O La Titude au palais 20 h 30.
CARTOUCHE, Théâtre de la Tempête (42-23-36-34), Salle E. Cami, drames de la vie courante, 20 h 30.
CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (48-78-63-47), 20 h 30, le palais 20 h 30.
COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41), Ravins de l'Élysée 21 h.
COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-17), Voltaire's Folies 21 h.
COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15), Salle Richelieu, O Rester 20 h 30.
DUNOUI (43-61-49-14), Monsieur Messier 21 h.
DEJAZET-T.L.P. (42-74-20-30), O La Madeleine Proust à Paris 21 h.
DEUX ANES (46-08-10-26), O Le Codi du pils Français 21 h.
EDOUARD-VII, Sacha Guitry (47-42-57-49), O Gengary Gles 20 h.
GAITÉ-MONTMARTRE (43-22-16-18), Nocturnes 20 h 45.
GALERIE 25-THÉ ENGLISH THEATRE OF PARIS (42-64-31-11), Signal Man's Apprentice (Les Algériens) 21 h.

PARIS EN VISITES

MERCREDI 21 SEPTEMBRE
« Le Marais, de l'hôtel Lamignon à l'hôtel Soufflot », 12 h 15, métro Saint-Paul (Dominique Fleuriot).
« Le Marais, de l'hôtel Soufflot à l'hôtel de la Roche », 14 h 30, 4, rue de la Roche (M^{me} Cazas).
« Hôtels au Marais », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Réurrection du passé).
« Jardins et chapelle de la montagne Sainte-Geneviève », 14 h 30, façade Saint-Etienne-du-Mont (Paris pittoresque et insolite).
« Le Marais, de la place des Vosges à l'hôtel Lamignon », 14 h 30, 1, place des Vosges (E. Roupp).
« Cinéastes et rénovateurs du quartier de Belleville », 14 h 45, métro Télégraphe (V. de Langlade).
« Fêtes au jardin des Tuileries », 14 h 50, Musée de l'Orangerie, place de la Concorde (L'art pour tous).
« Le village de Saint-Germain », 15 heures, sortie métro Saint-Germain-des-Prés (Isabelle Hanlier).
« Dix hôtels du Marais et leurs cours », 15 heures, sortie métro Saint-Paul (Didier Bouchard).
« Versailles : le potager du roi Louis XIV », 14 h 30, 10, rue du Marché-Joffre (Office de tourisme).
« Hôtels du Marais, place des Vosges », 14 h 30, métro Edouard-Quinet (Paris pittoresque et insolite).
« La Bastille, un quartier en pleine mutation », 15 heures, métro Bastille, sortie rue de la Roquette, devant la Tour d'Argent (Paris pittoresque et insolite).
MONUMENTS HISTORIQUES
« L'Institut du monde arabe », 14 h 30, angle quai Saint-Bernard et rue des Fossés-Saint-Bernard (participation supplémentaire 18 F).
« Le parc Montsouris, création du Second Empire », 15 heures, sortie RER Cn-Universitaire.
« Le quartier Saint-Sulpice », 15 heures, sortie métro Mabillon, côté rue Montfaucon.
« La cathédrale Notre-Dame », 15 heures, portail central.
« La villa des Jardins, demeure de Balzac », 15 h 30, 14, rue Gambetta à Sèvres (train gare Saint-Lazare, arrêt Sèvres-Ville d'Avray).
JEUDI 22 SEPTEMBRE
« Le Marais, de la place des Vosges à l'hôtel Saint-Paul », 13 h 30, sortie métro Saint-Paul (Eveline Bourdais).
« Conciergerie et Sainte-Chapelle », 14 h 15, 1, quai de l'Horloge (Ars confessions).
« Versailles : quartier Notre-Dame », 14 h 30, 7, rue des Réservoirs (Office de tourisme).

GUICHET MONTMARTRE (43-27-89-61), Dôlre à deux : 20 h 30, Y'a eil un chameau dans l'atmosphère : 22 h 15.
HOTEL GOUTHIERE (46-33-39-55), O L'Épave et A qui révent les jeunes filles : 20 h 30.
HOTEL LUTETIA (SALON TRIANON) (45-44-38-10), Mozart au chocolat : 20 h 30.
HUCHETTE (43-26-38-99), La Casuarie, chavro : 19 h 30, La Leçon : 20 h 30.
LA BASTILLE (43-57-42-14), Temporallement épuisé : 19 h 30, O Le Criminel Festival d'automne à Paris 1988 : 21 h.
LA BRUYÈRE (48-74-76-99), Les Amoureux : 21 h.
LE GRAND EDGAR (43-20-90-99), Bien dégagé autour des oreilles, s'il vous plaît : 20 h, Pierre Pichin : 21 h 45.
LES DÉCHARGEURS (42-36-00-02), The Fantastic Horror Show : 21 h.
LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34), Théâtre noir, Le Petit Prince : 20 h, Mort à crédit : 21 h 30, Théâtre rouge, Contes féériques arabes du XIV^e siècle : 20 h.
MADELINE (42-65-07-09), La Fête de l'Épave : 21 h.
MARIE STUART (45-08-17-80), Constatations sur le voyageur : 20 h 30.
MICRODÈRE (47-42-55-23), Ma consigne de Vénus : 20 h 45.
MONTMARTRE (43-22-16-18), Le Secret : 21 h.
NOUVEAU THÉÂTRE MOUFFETARD (43-31-11-99), O Paris accorde l'État d'automne du V^e arrondissement : 20 h 30.
NOUVEAUTÉS (47-70-52-76), Le Grand Standing : 20 h 30.
OBSON, Comédie-Française (43-25-70-32), Les Éclats : 20 h 30.
OUVRIR (47-42-55-23), Exercices de style : 20 h 45.
OFFICE NATIONAL BUISSE DU TOULIÈRE (47-42-55-23), O La Fosse du Transsibérien et de la petite Jeanne de France : 18 h, 14 h 30 et 20 h 15.
PALAIS ROYAL (42-97-59-81), O Et la spéciale continue : 19 h 30.
PORTES SAINT-MARTIN (46-07-37-33), O Témor : 20 h 30.
RANLAGE (48-64-44-44), L'Étrange Mister Knight : 21 h.
SAINT-GEORGES (48-78-63-47), O Drole de couple : 20 h 45.
THÉÂTRE DES DIX MESURES (42-44-35-00), Paradis, suivi de Va donc mettre au lit tes ratons : 20 h 30.
THÉÂTRE DE L'OMBRE QUI ROULE (43-26-29-41), O La Monologie de Molly Bloom, d'après Ulysses : 21 h.
THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-42-14), O Le Marais (1915) : 20 h 30.
THÉÂTRE DU BEL AIR (43-46-91-93), O Les Saux et Forés : 20 h 30.
TINTAMARRE (48-67-33-82), Mathieu : 20 h 15, Les majorettes se cachent pour mourir : 21 h 30, Barthelemy : 22 h 30.
TOURNEVILLE (48-67-82-46), La Femme coupée : 20 h 30.

ANTOINE - SIMONE-BERTRAND (42-08-77-11), Les Châliens (42-08-77-11), 20 h 30.
ARLEQUIN RESSUSCITÉ, Théâtre (42-89-43-22), Fado et La (20 h 30).
ARTISTE-ATHÉVAINS (48-06-36-02), O La Titude au palais 20 h 30.
BOUFFES PARISIENS (42-96-60-24), O La Titude au palais 20 h 30.
CARTOUCHE, Théâtre de la Tempête (42-23-36-34), Salle E. Cami, drames de la vie courante, 20 h 30.
CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (48-78-63-47), 20 h 30, le palais 20 h 30.
COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41), Ravins de l'Élysée 21 h.
COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-17), Voltaire's Folies 21 h.
COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15), Salle Richelieu, O Rester 20 h 30.
DUNOUI (43-61-49-14), Monsieur Messier 21 h.
DEJAZET-T.L.P. (42-74-20-30), O La Madeleine Proust à Paris 21 h.
DEUX ANES (46-08-10-26), O Le Codi du pils Français 21 h.
EDOUARD-VII, Sacha Guitry (47-42-57-49), O Gengary Gles 20 h.
GAITÉ-MONTMARTRE (43-22-16-18), Nocturnes 20 h 45.
GALERIE 25-THÉ ENGLISH THEATRE OF PARIS (42-64-31-11), Signal Man's Apprentice (Les Algériens) 21 h.

MERCREDI 21 SEPTEMBRE
« Le Marais, de l'hôtel Lamignon à l'hôtel Soufflot », 12 h 15, métro Saint-Paul (Dominique Fleuriot).
« Le Marais, de l'hôtel Soufflot à l'hôtel de la Roche », 14 h 30, 4, rue de la Roche (M^{me} Cazas).
« Hôtels au Marais », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Réurrection du passé).
« Jardins et chapelle de la montagne Sainte-Geneviève », 14 h 30, façade Saint-Etienne-du-Mont (Paris pittoresque et insolite).
« Le Marais, de la place des Vosges à l'hôtel Lamignon », 14 h 30, 1, place des Vosges (E. Roupp).
« Cinéastes et rénovateurs du quartier de Belleville », 14 h 45, métro Télégraphe (V. de Langlade).
« Fêtes au jardin des Tuileries », 14 h 50, Musée de l'Orangerie, place de la Concorde (L'art pour tous).
« Le village de Saint-Germain », 15 heures, sortie métro Saint-Germain-des-Prés (Isabelle Hanlier).
« Dix hôtels du Marais et leurs cours », 15 heures, sortie métro Saint-Paul (Didier Bouchard).
« Versailles : le potager du roi Louis XIV », 14 h 30, 10, rue du Marché-Joffre (Office de tourisme).
« Hôtels du Marais, place des Vosges », 14 h 30, métro Edouard-Quinet (Paris pittoresque et insolite).
« La Bastille, un quartier en pleine mutation », 15 heures, métro Bastille, sortie rue de la Roquette, devant la Tour d'Argent (Paris pittoresque et insolite).
MONUMENTS HISTORIQUES
« L'Institut du monde arabe », 14 h 30, angle quai Saint-Bernard et rue des Fossés-Saint-Bernard (participation supplémentaire 18 F).
« Le parc Montsouris, création du Second Empire », 15 heures, sortie RER Cn-Universitaire.
« Le quartier Saint-Sulpice », 15 heures, sortie métro Mabillon, côté rue Montfaucon.
« La cathédrale Notre-Dame », 15 heures, portail central.
« La villa des Jardins, demeure de Balzac », 15 h 30, 14, rue Gambetta à Sèvres (train gare Saint-Lazare, arrêt Sèvres-Ville d'Avray).
JEUDI 22 SEPTEMBRE
« Le Marais, de la place des Vosges à l'hôtel Saint-Paul », 13 h 30, sortie métro Saint-Paul (Eveline Bourdais).
« Conciergerie et Sainte-Chapelle », 14 h 15, 1, quai de l'Horloge (Ars confessions).
« Versailles : quartier Notre-Dame », 14 h 30, 7, rue des Réservoirs (Office de tourisme).

TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40), Guitry, pièce en 3 actes : 19 h, Rifflon dans les labours : 21 h.
VARIÉTÉS (42-33-09-92), Le Sant du lit : 20 h 30.

Région parisienne

CHAMPIGNY-SUR-MARNE (THÉÂTRE DES BOULES DE MARNE) (48-80-90-90), Petite salle, O Chabrol joue intensément : 20 h 30.
SCÉAUX (ANCIENNE MAIRIE DE SCÉAUX) (46-61-19-03), O Que la vie sera belle, souve pour Tchiklov : 20 h 30.
VINCENNES (INTERNATIONAL VISUAL THEATRE) (43-65-63-43), L'Épave : 20 h 45.

LE GRAND BLEU (Fr., v.o.) : Gaumont Ambassade, 15 (43-59-19-08) ; Kinoparc, 15 (43-59-50-50) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Rex (La Grand Rex), 2 (42-36-83-93) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Mimir, 14 (43-20-89-52).
LE GRAND CHEMIN (Fr.) : Lescar, 15 (43-44-57-34) ; George V, 8 (45-62-41-46).
HAIRSPRAY (A., v.o.) : Forum Orient Express, 15 (42-33-42-26) ; Épic de Bois, 5 (43-57-57-77).
HECTOR (Bel.) : Forum Orient Express, 15 (42-33-42-26) ; Studio 43, 9 (47-70-63-40).
HEROS (A., v.o.) : George V, 8 (45-62-41-46) ; v.f. : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).
HOMEROY (A., v.o.) : Forum Arc-en-Ciel, 15 (42-97-53-74) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Normandie, 8 (45-63-16-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Pathé Français, 9 (47-70-33-88).
L'INSOUTENABLE LÉGÈRE DE L'ÉTÉ (A., v.o.) : Forum Orient Express, 15 (42-33-42-26) ; Cinoche, 6 (46-33-10-82) ; UGC Normandie, 8 (45-63-16-16) ; UGC Biarritz, 13 (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; UGC Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; UGC Gobelins, 13 (43-23-23-44) ; Mimir, 14 (43-20-89-52) ; v.f. : UGC Convention, 15 (48-28-42-27) ; UGC Maillot, 17 (47-48-06-06) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).
LA LECTURE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 15 (40-26-12-12) ; Pathé Impérial, 2 (42-42-72-52) ; Pathé Hautes-Seines, 6 (46-33-79-30) ; La Pagode, 7 (47-05-12-15) ; Pathé Marignan-Concorde, 6 (43-39-92-82) ; Saint-Lazare-Passager, 15 (43-37-55-43) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (43-23-23-44) ; Mimir, 14 (43-20-89-52) ; v.f. : UGC Convention, 15 (48-28-42-27) ; UGC Maillot, 17 (47-48-06-06) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).
LA LOI DU DÉSIR (Esp., v.o.) : Les Trois Luminaires, 6 (46-33-37-77).
MAPANTSULA (Afrique du Sud, v.o.) : Studio de la Harpe, 5 (46-34-25-32).
MASQUERADE (A., v.o.) : Forum Horizon, 15 (45-08-57-57) ; Saint-Michel, 5 (43-26-79-17) ; Pathé Champs-Élysées, 6 (47-30-16-23) ; Bessières Montparnasse, 15 (45-44-25-02) ; v.f. : Pathé Français, 9 (47-70-33-88) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Les Montparnasse, 14 (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).
MÈRE TERESA (Brit., v.o.) : Épic de Bois, 5 (43-57-57-77).
LA MÉRIDienne (Sola.) : Utopia Champollion, 5 (43-26-84-65).
MEURTRE À HOLLYWOOD (A., v.o.) : Elysée Lincoln, 6 (43-39-36-14).
MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit., v.o.) : 14 Juillet Bastille, 6 (43-36-58-00).

LE COMPTOIR (Fr., v.o.) : Gaumont Les Halles, 15 (40-26-12-12) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 15 (43-59-19-08) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-37-50-41) ; Trois Parisiens, 14 (43-20-30-19) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (43-79-79-79) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Fauvette, 13 (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Mimir, 14 (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).
CRÉPUSCULE (Brit., v.o.) : Saint-Lazare-Passager, 15 (43-37-55-43).
LE DERNIER EMPEREUR (Brit.-J., v.o.) : Les Trois Luminaires, 6 (43-37-77-77).
DOUBLE DÉTENTE (A., v.o.) : UGC Ermitage, 6 (45-63-16-16) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33).
EMMANUELLE 6 (Fr.) : George V, 8 (45-62-41-46).
EMPIRE DU SOLEIL (A., v.o.) : George V, 8 (45-62-41-46).
ENCORE (Fr.) : Pathé Impérial, 2 (42-42-72-52) ; UGC Normandie, 8 (45-63-16-16) ; Le Saint-Germain-des-Prés, 15 (43-39-92-82) ; UGC Biarritz, 13 (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; UGC Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; UGC Gobelins, 13 (43-23-23-44) ; Mimir, 14 (43-20-89-52) ; v.f. : UGC Convention, 15 (48-28-42-27) ; UGC Maillot, 17 (47-48-06-06) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).
L'ENFANCE DE L'ART (Fr.) : Forum Orient Express, 15 (42-33-42-26) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-37-50-41) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; Les Trois Luminaires, 6 (46-33-37-77) ; George V, 8 (45-62-41-46).
LE FESTIN DE BARETTE (Dan., v.o.) : Cinoche, 6 (46-33-10-82) ; UGC Normandie, 8 (45-63-16-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Ermitage, 6 (45-63-16-16).
FRANTIC (A., v.o.) : George V, 8 (45-62-41-46).
LES GENS DE DUBLIN (A., v.o.) : Utopia Champollion, 5 (43-26-84-65).
GOOD MORNING VIETNAM (A., v.o.) : Forum Horizon, 15 (45-08-57-57) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-37-50-41) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 15 (43-59-19-08) ; Pathé Français, 9 (47-70-33-88) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (43-23-23-44) ; Mimir, 14 (43-20-89-52) ; v.f. : UGC Convention, 15 (48-28-42-27) ; UGC Maillot, 17 (47-48-06-06) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).
UN MONDE À PART, Film américain de Chris Menges, v.o. : Gaumont Les Halles, 15 (40-26-12-12) ; Cinoche, 6 (46-33-10-82) ; UGC Normandie, 8 (45-63-16-16) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94) ; UGC Convention, 15 (48-28-42-27) ; UGC Maillot, 17 (47-48-06-06) ; v.f. : UGC Convention, 15 (48-28-42-27) ; UGC Maillot, 17 (47-48-06-06) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).
UNE ÉTOILE POUR L'EXEMPLE, Film français de Dominique Delouché : Vendôme Opéra, 2 (47-42-97-52).

LES FILMS NOUVEAUX
LA PETITE AMIE, Film français de Luc Béraud : Forum Arc-en-Ciel, 15 (42-97-53-74) ; Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 6 (43-39-92-82) ; Saint-Lazare-Passager, 15 (43-37-55-43) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (43-23-23-44) ; Mimir, 14 (43-20-89-52) ; v.f. : UGC Convention, 15 (48-28-42-27) ; UGC Maillot, 17 (47-48-06-06) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).
PRÉSENT, Film américain de Peter Hyams, v.o. : Gaumont Les Halles, 15 (40-26-12-12) ; Pathé Saint-Germain, 6 (42-22-72-80) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; Pathé Marignan-Concorde, 6 (43-39-92-82) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; UGC Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; UGC Gobelins, 13 (43-23-23-44) ; Mimir, 14 (43-20-89-52) ; v.f. : UGC Convention, 15 (48-28-42-27) ; UGC Maillot, 17 (47-48-06-06) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LES EXCLUSIVITÉS
A GAUCHE EN SORTANT DE L'ASCENSEUR (Fr.) : Forum Horizon, 15 (45-08-57-57) ; Rex, 2 (42-36-83-93) ; Bretagne, 6 (42-22-57-97) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 15 (43-59-19-08) ; UGC Biarritz, 13 (45-62-20-40) ; Pathé Français, 9 (47-70-33-88) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (43-23-23-44) ; Mimir, 14 (43-20-89-52) ; v.f. : UGC Convention, 15 (48-28-42-27) ; UGC Maillot, 17 (47-48-06-06) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).
LES AILES DU DÉSIR (Fr.-All., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 15 (43-26-84-65).
AMÈRE RÉCOLTE (All., v.o.) : Utopia Champollion, 5 (43-26-84-65).

cinéma

La cinémathèque

PALAIS DE CHAILLOT (47-84-24-24)
MAIRIE
Fort-Dolores (1938), de René La Hénaut, 18 h ; Témor (1971), de Jean-Luc Godard, 19 h ; Je t'aime, je t'aime (1968), de Alain Resnais, 21 h.
VIDÉOTHÈQUE DE PARIS (48-26-34-38)
MAIRIE
Paris : un arrondissement par jour : 10 arrondissements : Faurbourg, Saint-Denis ; l'École de Jacques Lecoq (1984) de Jean-

« Tombes célèbres du Père-Lachaise », 14 h 30, métro Père-Lachaise (Dominique Fleuriot).
« Cours et passages rénovés du faubourg Saint-Antoine », 14 h 30, 4, rue de la Roche (M^{me} Cazas).
« Hôtels au Marais », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Réurrection du passé).
« Jardins et chapelle de la montagne Sainte-Geneviève », 14 h 30, façade Saint-Etienne-du-Mont (Paris pittoresque et insolite).
« Le Marais, de la place des Vosges à l'hôtel Lamignon », 14 h 30, 1, place des Vosges (E. Roupp).
« Cinéastes et rénovateurs du quartier de Belleville », 14 h 45, métro Télégraphe (V. de Langlade).
« Fêtes au jardin des Tuileries », 14 h 50, Musée de l'Orangerie, place de la Concorde (L'art pour tous).
« Le village de Saint-Germain », 15 heures, sortie métro Saint-Germain-des-Prés (Isabelle Hanlier).
« Dix hôtels du Marais et leurs cours », 15 heures, sortie métro Saint-Paul (Didier Bouchard).
« Versailles : le potager du roi Louis XIV », 14 h 30, 10, rue du Marché-Joffre (Office de tourisme).
« Hôtels du Marais, place des Vosges », 14 h 30, métro Edouard-Quinet (Paris pittoresque et insolite).
« La Bastille, un quartier en pleine mutation », 15 heures, métro Bastille, sortie rue de la Roquette, devant la Tour d'Argent (Paris pittoresque et insolite).
MONUMENTS HISTORIQUES
« L'Institut du monde arabe », 14 h 30, angle quai Saint-Bernard et rue des Fossés-Saint-Bernard (participation supplémentaire 18 F).
« Le parc Montsouris, création du Second Empire », 15 heures, sortie RER Cn-Universitaire.
« Le quartier Saint-Sulpice », 15 heures, sortie métro Mabillon, côté rue Montfaucon.
« La cathédrale Notre-Dame », 15 heures, portail central.
« La villa des Jardins, demeure de Balzac », 15 h 30, 14, rue Gambetta à Sèvres (train gare Saint-Lazare, arrêt Sèvres-Ville d'Avray).
JEUDI 22 SEPTEMBRE
« Le Marais, de la place des Vosges à l'hôtel Saint-Paul », 13 h 30, sortie métro Saint-Paul (Eveline Bourdais).
« Conciergerie et Sainte-Chapelle », 14 h 15, 1, quai de l'Horloge (Ars confessions).
« Versailles : quartier Notre-Dame », 14 h 30, 7, rue des Réservoirs (Office de tourisme).

LE GRAND BLEU (Fr., v.o.) : Gaumont Ambassade, 15 (43-59-19-08) ; Kinoparc, 15 (43-59-50-50) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Rex (La Grand Rex), 2 (42-36-83-93) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Mimir, 14 (43-20-89-52).
LE GRAND CHEMIN (Fr.) : Lescar, 15 (43-44-57-34) ; George V, 8 (45-62-41-46).
HAIRSPRAY (A., v.o.) : Forum Orient Express, 15 (42-33-42-26) ; Épic de Bois, 5 (43-57-57-77).
HECTOR (Bel.) : Forum Orient Express, 15 (42-33-42-26) ; Studio 43, 9 (47-70-63-40).
HEROS (A., v.o.) : George V, 8 (45-62-41-46) ; v.f. : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).
HOMEROY (A., v.o.) : Forum Arc-en-Ciel, 15 (42-97-53-74) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Normandie, 8 (45-63-16-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Pathé Français, 9 (47-70-33-88).
L'INSOUTENABLE LÉGÈRE DE L'ÉTÉ (A., v.o.) : Forum Orient Express, 15 (42-33-42-26) ; Cinoche, 6 (46-33-10-82) ; UGC Normandie, 8 (45-63-16-16) ; UGC Biarritz, 13 (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; UGC Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; UGC Gobelins, 13 (43-23-23-44) ; Mimir, 14 (43-20-89-52) ; v.f. : UGC Convention, 15 (48-28-42-27) ; UGC Maillot, 17 (47-48-06-06) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).
LA LECTURE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 15 (40-26-1

Le Monde

SCIENCES ET MEDECINE

L'industrie métamorphose l'insecte

Les défenses immunitaires et les cellules des insectes utilisées en pharmacie et en agronomie

« **L**INSECTE, animal invertébré de l'embranchement des arthropodes, dont le corps est formé de trois parties : la tête, le thorax et l'abdomen... » Voilà pour le manuel scolaire. Mais cette définition était fort éloignée des préoccupations des deux cents spécialistes réunis récemment à Lyon, pour le neuvième colloque de physiologie de l'insecte organisé sous l'égide de l'Institut national des sciences appliquées (INSA) et de l'université Claude-Bernard. Un colloque où l'on ne débattait guère de la longueur des pattes, de la couleur des ailes ou du sexe des anges, mais de cuticules et de molécules d'hormones et de neurones ; de gènes et d'antigènes. Un colloque où une libellule, assurément, n'aurait pas retrouvé ses petits.

« N'est-ce pas affligeant de voir les maitres, si pointilleux pour un article des palpes, si ombrageux pour la priorité d'un nom barbare, presque indifférents lorsqu'il s'agit des mœurs et de l'industrie, souveraine expression de la vie de l'insecte ? » écrivait Jean-Henri Fabre (1). Cent ans plus tard, le célèbre entomologiste aurait de quoi être satisfait : les insectes ne sont bel et bien échappés des boîtes de collection. Éclairés, fractionnés, analysés sous toutes les coutures, ils livrent peu à peu tous les secrets de leur fabrication.

La protéine du papillon

« En moins de vingt ans, les spécialistes sont passés du stade descriptif au stade analytique, de l'organisme entier à l'échelle cellulaire, puis moléculaire, confirme Paul Nardon, directeur du laboratoire de biologie appliquée de l'INSA et secrétaire du colloque. Et l'insecte, hier objet de collection, est devenu désormais un modèle incontournable pour le physiologiste, le généticien ou le neuro-biologiste ». Signe des temps : l'heure est aussi, aujourd'hui, à la revalorisation. « D'autant que les recherches, mesure qu'elles progressent, débouchent sur de nouvelles para-

pecives industrielles, dit encore Pierre Nardon. Prenez, par exemple, les mécanismes de défense des insectes... »

Domaine d'avenir en effet, qui figurait parmi les sujets vedettes du colloque de l'INSA. Du contrôle hormonal de la métamorphose aux gènes du développement de la drosophile, en passant par le « langage » chimique des abeilles ou des termites (qui pourrait déboucher sur la mise au point de nouveaux insecticides biologiques), les thèmes d'études ne manquaient pas, pourtant, aux scientifiques en mal de révélations. Et voilà maintenant que l'on découvre chez les insectes un véritable « système immunitaire », avec ses règles, ses codes et ses mystères !

Et que ce système de défense, loin de se contenter d'exister, pourrait déboucher sur toutes sortes d'applications agronomiques, agroalimentaires et même médicales.

« On savait depuis une cinquantaine d'années que l'injection de bactéries, voire une simple blessure, pouvait faire apparaître dans l'hémolymph des insectes des substances antibactériennes, raconte Danièle Hoffmann, du laboratoire de biologie générale de l'université Louis-Pasteur (Strasbourg). Mais, dans la même temps, l'immunologie des vertébrés connaissait une telle explosion que les mécanismes de défense des insectes, qui ne possèdent pas d'anticorps, ont été longtemps délaissés au profit de ceux des mammifères... » Jusqu'à ce que l'équipe suédoise du professeur Hans Boman, de l'université de Stockholm, mette en évidence, chez le papillon, à la fin des années 70, une famille de molécules protéiques spécialisées dans la destruction des bactéries pathogènes. Molécules baptisées « cecropines » du nom de leur possesseur

(le papillon *Hyalophora cecropia*), qui relançaient, enfin, l'intérêt des biologistes du monde entier.

« Cinq familles de substances antibactériennes ont déjà été caractérisées chez les diptères et les lépidoptères (les espèces d'insectes de loin les plus étudiées), précise Danièle Hoffmann. Et ces antibiotiques « du troisième type » (les seuls connus jusqu'alors provenant des champignons et de certaines bactéries) agissent avec une efficacité aussi immédiate que foudroyante ! A titre d'exemple, un microtitre (un millième de millilitre) d'hémolymph d'un papillon immunisé peut ainsi décimer, en moins d'une minute, quelque cent mille bactéries *E. Coli*... »

Rien d'étonnant, dès lors, à ce que ces protéines antibactériennes, même s'il reste encore beaucoup à apprendre de leurs mécanismes d'action, se révèlent d'ores et déjà une véritable aubaine pour les industriels. Dans le domaine agroalimentaire notamment, où elles pourraient servir de conservateurs ou de stabilisateurs ; ou encore

pour protéger les cultures contre certaines maladies dues, justement, à des bactéries pathogènes.

Une fois encore, c'est aux Etats-Unis que les travaux sont actuellement les plus avancés dans ce domaine. En « greffant » dans des cellules en culture le gène d'une de ces protéines antibactériennes, isolé chez le papillon *Hyalophora cecropia*, une équipe de l'université de

Baton-Rouge (Louisiane) parvenait ainsi, l'année dernière, à augmenter la résistance aux bactéries de plants de pommes de terre.

(Lire la suite page 18.)

CATHERINE VINCENT.

(1) J. H. Fabre, *Souvenirs entomologiques*.



Thémis, le papillon.

PLACEBOS DE L'ESPOIR

LES malades atteints de SIDA, ne survivent, ne vivent, qu'au prix d'un fantasme : la mise au point prochaine du médicament, de la « molécule miracle » qui parviendra à les guérir. Plus que par son titre, le traitement du SIDA n'avait jamais été démontré, devienne l'objet de toutes les convoitises. Foi espoir, espoir déçu.

Aujourd'hui, plus d'une centaine de protocoles concernant plus de trente médicaments sont expérimentés dans le monde. Tant en France qu'aux Etats-Unis, une seule de ces molécules, l'AZT, a fait la preuve d'une certaine efficacité dans le traitement du SIDA et a été autorisée, dans cette indication, à la prescription.

C'est dans un tel contexte que la Food and Drug Administration (FDA) américaine vient de prendre une décision pour le moins controversée : dorénavant, aux Etats-Unis, l'importation en petite quantité et pour un usage personnel de médicaments n'ayant pas reçu d'autorisation de mise sur le marché sera permise. Cette directive ne concerne pas seulement les malades atteints de SIDA. « Qu'auriez-vous fait si vous étiez à ma place ? », déclarait récemment le commissaire de la FDA, Frank Young, aux chercheurs qui lui reprochaient cette

décision. « Les personnes malades, atteintes d'une maladie incurable, sont désespérées et se raccrochent à n'importe quel espoir. Et puis, de toute façon, à quel bon continuer à ignorer la réalité, le véritable trafic de médicaments prétendument efficaces contre le SIDA en provenance d'Europe, du Mexique et du Japon ?... »

Cette décision intervient effectivement en pleine polémique à propos d'un médicament fabriqué au Japon, le Dextran sulfate. Des chercheurs japonais avaient expliqué, dans *The Lancet*, que le Dextran sulfate pourrait, in vitro, empêcher le virus HIV d'envahir les lymphocytes T. Aussitôt reprise dans la grande presse américaine, cette étude mit le feu aux poudres et, très vite, un véritable pont aérien fut mis en place entre Tokyo et les principales villes des Etats-Unis. On peut estimer à environ deux mille cinq cents le nombre d'Américains atteints de SIDA qui ont à un moment ou un autre eu recours à ce médicament. Cependant, aucun essai clinique n'a démontré une quelconque efficacité de ce produit dans le traitement du SIDA.

Motivée par des considérations « humanitaires », la décision des autorités américaines ne risque-t-elle pas de retarder la mise au point d'un traitement du SIDA ? La consommation « sauvage » de médicaments non autorisés ne va-t-elle pas rendre plus difficile la conduite d'essais thérapeutiques officiels ? Y a-t-il, demain, suffisamment de malades prêts à participer à de tels essais ?

FRANCK NOUCHI.

Lymphokines à l'abandon

Le retard de la recherche française dans le domaine des lymphokines ou médiateurs de l'immunité.

L'absence de travaux dans le domaine des lymphokines nous mettra pour de nombreuses années dans un état de dépendance complète vis-à-vis non seulement des Etats-Unis, mais également des autres pays de la Communauté européenne.

Les conséquences de ce désastre méritent qu'on s'y arrête.

On désigne sous le terme de lymphokines un certain nombre de médiateurs de l'immunité libérés par les lymphocytes de l'organisme sous l'effet de stimulations variées. Ces lymphokines sont multiples. Certaines sont connues du grand public, d'autres le seront rapidement : parmi ces lymphokines figurent les interférons (α , β , γ), les facteurs de croissance de l'hématopoïèse, et d'autres substances diverses, notamment le TNF (tumor necrosis factor).

On se souvient de l'histoire de l'interféron : l'interféron est au départ une substance glycoprotéique découverte par Isaacs et Lindemann en 1957. Cette substance est sécrétée par des cellules infectées par un virus et permet aux cel-

lules non encore infectées de résister.

La fièvre s'empare des communautés scientifiques lorsqu'il apparaît qu'outre son action antivirale, l'interféron puis les interférons (quand on découvrit qu'il s'agissait de fait de nombreuses variétés) pouvaient avoir une action antitumorale dans de nombreuses affections, notamment du système hématopoïétique.

A la suite de Cantell, à Helsinki, qui développa la technique préindustrielle de production d'interféron non purifié leucocytaire (l'inducteur de la production étant le virus Sendai), en France, l'Institut Pasteur et le Centre national de transfusion sanguine commencèrent à produire, à leur tour, de l'interféron leucocytaire non purifié en 1979 avec une rapidité et un dynamisme qu'il faut saluer. Malheureusement, les premiers essais, peu nombreux, mal conduits, ne furent guère soutenus par les organismes de recherche, et ils durent être rapidement interrompus en raison d'une toxicité non négligeable. L'histoire de l'interféron français s'arrêta à cette époque. Parallèle-

ment, les industries pharmaceutiques américaines et japonaises, recourant au génie génétique, mirent rapidement sur le marché des molécules pures d'interféron recombinant humain, qui furent d'abord expérimentées chez l'animal, puis systématiquement testées dans de nombreuses affections tumorales humaines. Les résultats ne furent pas à la hauteur des espérances, et, il faut l'admettre, il s'ensuivit en réalité une grande déception : toutefois, on oublie trop que l'interféron demeure aujourd'hui le meilleur traitement de certaines maladies rares, peu connues de grand public, comme les leucémies à tricho-leucocytes, et que, de surcroît, l'interféron est un traitement adjuvant d'intérêt non négligeable dans des maladies beaucoup plus fréquentes telles que les leucémies myéloïdes chroniques et les myélomes multiples.

Les facteurs de croissance de l'hématopoïèse

Son retour en force est loin d'être exclu en combinaison avec les autres interférons.

Si tel est le cas, nous ne serons que spectateurs, car il n'y a pas d'interféron français. Si, aujourd'hui, nos stratégies peuvent se féliciter a posteriori de ne pas avoir investi à fonds perdus dans une classe de molécules qui se

révèle moins prometteuse qu'au départ, ils ont pris cependant un risque énorme, et, parce qu'ils n'ont pas développé le génie génétique qui imposait la synthèse des interférons, la France n'a pu en temps utile participer à la production des autres lymphokines, en particulier les facteurs de croissance de l'hématopoïèse. Tout était dans le raisonnement : il était faux.

Il s'agit de substances glycoprotéiques qui permettent, comme leur nom l'indique, le développement de l'hématopoïèse et, selon leur nature, favorisent plus ou moins la fabrication d'éléments de la lignée rouge, granulocytes (polynucléaires neutrophiles) ou plaquettaire. Ainsi, le G-CSF (granulocyte colony stimulating factor) active l'hématopoïèse en augmentant la production de polynucléaires neutrophiles. Le GM-CSF (granulocyte-macrophage stimulating factor) oriente l'hématopoïèse vers la production de polynucléaires, de monocytes et de macrophages. L'interleukine 1 et l'interleukine 3 pour le traitement d'une minorité de patients. Alors que nous ne pouvons qu'exprimer notre reconnaissance aux industries pharmaceutiques étrangères qui nous approvisionnent (pour l'instant gratuitement), nous prévoyons avec effroi la facture que nos hôpitaux auront à supporter lorsqu'il leur faudra prendre en charge le traitement par interleukine des nombreux patients qui pourront en bénéficier. A l'hôpital Saint-

part de ces facteurs est en elle-même riche de signification scientifique.

Depuis six ans, les laboratoires de biologie moléculaire du monde entier ont procédé successivement à l'identification de ces interleukines, à leur purification, au clonage des DNA correspondants, puis, par génie génétique, enfin, à leur production à l'état pur par diverses lignées cellulaires en culture (champignons, bactéries, cellules carcino-mateuses). Ainsi sont rapidement apparues sur le marché des molécules recombinantes d'abord marines, puis actuellement humaines. A ce jour, aucune équipe française, aucune industrie pharmaceutique française ne propose l'une quelconque de ces interleukines pour des essais thérapeutiques.

A l'heure où les interleukines recombinantes sont quasiment disponibles dans la plupart des grands centres américains et européens, seules trois équipes françaises, dont la nôtre, disposent de GM-CSF pour le traitement d'une minorité de patients. Alors que nous ne pouvons qu'exprimer notre reconnaissance aux industries pharmaceutiques étrangères qui nous approvisionnent (pour l'instant gratuitement), nous prévoyons avec effroi la facture que nos hôpitaux auront à supporter lorsqu'il leur faudra prendre en charge le traitement par interleukine des nombreux patients qui pourront en bénéficier. A l'hôpital Saint-

Antoine, une molécule peu utilisée comme l'interféron se traduit déjà par une facture annuelle de 1 million de francs. La facture annuelle de l'AZT (une autre molécule d'origine étrangère), utilisée pour le traitement du SIDA, est de 10 millions de francs... Et l'association du GM-CSF à l'AZT est sérieusement envisagée.

Il est temps que nos organismes de recherche, et dans notre domaine plus particulièrement l'INSERM, étudient les raisons de ces défaites successives, et il est temps que les individus en situation de responsabilité apprécient l'impact financier négatif considérable qui découle de telles erreurs.

Il faut sauver ce qui peut encore être sauvé, et le registre international des autogreffes en est un exemple ; il faut réorienter les organismes de recherche et savoir être plus dirigés en l'attribution des crédits de recherche. En attendant, il nous restera à nous satisfaire, dans la vie quotidienne et dans les réunions scientifiques d'une situation de pays en voie de développement : notre histoire ne nous y avait pas habitués.

NORBERT-CLAUDE GORIN (*).

(*) Professeur d'hématologie au CHU Saint-Antoine, président de l'International Registry on autologous bone marrow transplantation (ABMTR).

هكذا من الأصل

Alpha Leds, commercialisé à 1 300 F par Borland, s'adapte à tous les traitements de textes couramment utilisés sur les microordinateurs compatibles IBM.

des plaques

Économie

Le Monde • Mercredi 21 septembre 1988 19

SOMMAIRE

■ Après l'annonce du départ anticipé d'Edmond Maire, lors du congrès de Strasbourg du 22 au 26 novembre, tout n'est pas réglé à la CFDT. Les amis de Pierre Héritier entendent se battre pour assurer sa reconduction à la commission exécutive (lire ci-dessous). ■ Principal action-

naire d'UTA, M. Jérôme Seydoux se déclare prêt à vendre sa compagnie aérienne à Air France, si les conditions d'une saine concurrence ne sont pas remplies (lire ci-dessous). ■ La RFA affiche un excédent record de sa balance commerciale. L'exportation et non la

demande interne reste le moteur de la croissance allemande (lire page 20). ■ Le gouvernement versera 4,1 milliards de francs de dotations en capital aux entreprises industrielles du secteur public. Cette somme ira essentiellement à la sidérurgie et à Renault (lire page 20).

BILLET

Une décennie perdue pour le tiers-monde

Les années 80 risquent fort de demeurer dans l'histoire du développement comme la décennie perdue. Contraction de la consommation, transfert net de richesses vers les pays industrialisés du fait d'une dette souvent excessive, chute libre des investissements. Le tableau traditionnellement dressé à l'automne par les organismes internationaux, en l'absence de forum annuel du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, renforce un sentiment d'impuissance (le Monde du 20 septembre).

de 1980. L'Asie elle-même ne peut se réduire aux succès éclatants des quatre dragons — Corée du Sud, Taïwan, Singapour, Hongkong — ou à la forte croissance du géant chinois. Si l'Asie ne s'est pas gâtée d'emprunts, elle demeure dans la région des poches d'extrême pauvreté sans parler du cas des Philippines surendettées.

Rendre espoir aux pays en développement

Rendre suffisamment d'espoir aux pays en développement pour justifier surveillance internationale et rigueur, tel est depuis des mois le mot d'ordre des organismes multilatéraux concernés. Les banques créancières, moins sensibles à cet aspect stratégique et à une vision à long terme de leurs débiteurs, répètent en estimant hors de portée de nouveaux financements et, à moins de garanties fiscales ou monétaires des gouvernements, du FMI ou de la Banque mondiale, continuent à chercher un désengagement à moindre perte.

Certes, les leçons tirées de six années de « crise de la dette » ne devraient pas toutes être perdues. La nécessité de la rigueur budgétaire n'a pas été l'apanage des nations industrialisées, même si leur coût social est autrement plus lourd dans le tiers-monde. Les excès du « trop d'Etat » masquant parfois mauvaise gestion et cadeaux politiques ont été reconnus, et, avec les années, l'illusion d'une solution fondée sur le « tout privé » s'est dissipée au profit d'une approche plus équilibrée.

On pourrait en conclure, avec la Banque interaméricaine de développement, que les bases d'une période de croissance et d'une modernisation plus saines ont été ainsi lancées. Encore faudrait-il que les opinions publiques n'aient pas le sentiment que l'essentiel de l'effort de redressement sert à rembourser des créanciers qui désserrent de l'avenir de leurs débiteurs. L'impasse est de nature différente selon les continents. La plus dépendante de l'exportation de matières premières dont les cours remontent lentement à partir de niveaux historiquement bas, l'Afrique fait toujours figure de sinistre du développement. L'Amérique latine a réussi dans certains cas à diversifier ses ventes mais n'a toujours pas retrouvé son niveau de vie

Après six années de tâtonnement et d'affinement de la gestion de la dette, le dilemme persiste aujourd'hui entier : accroître le flux des capitaux vers le tiers-monde ou éléger de façon volontariste, et au cas par cas, sa dette. Quelques tabous ont été mis à mal. Les banques reconnaissent que la totalité des créances ne pourra pas être recouvrée et les États se sont engagés sur la voie de l'annulation partielle de la dette garantie des nations les plus pauvres. Des progrès encore insuffisants, l'assemblée annuelle du FMI et de la Banque mondiale, la semaine prochaine à Berlin-Ouest, risquent de le confirmer.

FRANÇOISE CROUGNEAU.

La préparation du congrès de Strasbourg

L'« après-Maire » fait déjà des vagues à la CFDT

La CFDT a un avantage considérable sur FO et la CGT : elle a réglé, en apparence sans casse, le problème de la succession de son secrétaire général. Mais le dernier « coup » de M. Edmond Maire, qui a réussi, en avançant son départ au prochain congrès confédéral de novembre, à obtenir le départ de M. Pierre Héritier, porte-parole de l'aile gauche, laisse à son futur successeur, M. Jean Kaspar, une commission exécutive (gouvernement de la centrale) politiquement homogène (le Monde du 2 septembre), provoque quelques remous. Le principal intéressé, M. Héritier, juge que la composition de la future commission exécutive (CE) « traduit une conception restrictive de ce que peut être la majorité confédérale. Elle met en cause l'équilibre de la commission exécutive. Elle ne permet pas de rassembler les forces qui composent la CFDT ».

M. Eugène Descombes lui-même, l'ancien secrétaire général de la CFDT, qui a rompu des lances tout l'été avec son successeur (1), s'est servi de cet événement pour alimenter ses critiques. En conclusion d'un échange de lettres très polémique avec M. Maire, révisé par *Témoignage chrétien* du 19 septembre, il lui écrivait le 5 septembre : « Tu sembles satisfait par la future commission exécutive. Pourtant, celle-ci, sans Héritier et autres militants exprimant une minorité de fait, sinon de structure, ne rappelle de fidélités nouvelles : le bureau confédéral « homogène » de 1955 et les sérieux remous qui s'ensuivirent... »

Une manière pour M. Descombes de rappeler que s'il avait voulu en 1970 une CE homogène, M. Maire, alors très critique à son égard, n'y serait peut-être pas entré.

La région Rhône-Alpes, dont M. Héritier est originaire, a estimé, par la voix de son secrétaire général, M. Robert Mounier, que le départ de son ancien responsable est « une erreur » et « une démission politique, car aucun critère objectif ne la justifie ». Il s'agit pour elle d'une remise en cause du pluralisme de la CFDT, critique publiquement émise aussi par la région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Par son coup de poker, M. Maire, généralement fin joueur et bon stratège, aurait-il manqué sa cible ? Aurait-il relancé les remous internes en croyant, au contraire, avoir joué la carte de l'apaisement ?

« Équilibre des départs »

Quand le bureau national de la CFDT se réunit, le 31 août dernier, à Bierville, en présence de trente-sept membres sur trente-neuf (la Haute-Normandie est absente), l'atmosphère est febrile. D'embellie, M. Maire, à la surprise générale, sort son joker : il préconise un « équilibre des départs ». Il propose d'avancer son propre départ au congrès de novembre, à condition qu'il soit accompagné de ceux de deux autres anciens, M. Albert Mercier et M. Héritier. Sa proposition conduit aussi à ramener la future commission exécutive de onze à huit membres. Une telle proposition consistait aussi à éliminer deux candidatures d'amis de M. Héritier, celles de M. Jacques Nodin (Interco) et de M. Paul Plagne (Bourgoigne). Par là même, M. Maire agissait habilement. Ne prenait-il pas en compte la suggestion avancée par plusieurs organisations au bureau national de juin, celui qui avait désigné M. Kaspar comme « dauphin », de partir dès novembre sans attendre juin 1989, comme prévu ?

La manœuvre de M. Maire devait pourtant rendre le climat, selon des participants, « très tendu et très pénible ». A l'issue d'une suspension de séance, le « groupe des douze », regroupant de manière informelle depuis 1986 douze organisations qui, malgré leur hétérogénéité, mettaient en cause les méthodes de direction de M. Maire, avançant une contre-proposition (2). Il s'agissait de troquer les départs de MM. Maire, Héritier, Mercier et Mandray contre l'acceptation des candidatures de MM. Alain Chapin (énergie), Jean-René Masson (santé) — toutes deux déjà admises par la direction sortante, — Nodin et Plagne. M. Héritier approuva son soutien à cette contre-proposition, rapidement écartée par M. Maire, s'étouffant de la voir surgir à la dernière minute.

Un amendement des cheminots

M. Maire put donc faire, en toute sérénité, procéder aux votes. Sa proposition sur « l'équilibre des départs » fut adoptée par vingt-trois voix pour et treize contre. Le vote sur une CE ramenée à huit fit acquiescer par vingt voix pour et quinze contre. M. Plagne rejeta sa candidature, MM. Héritier et Nodin maintinrent les leurs. Sur trente-six votants, MM. Nodin et Héritier furent battus, n'obtenant respectivement que quatorze et treize voix. Ce vote signifie que si M. Héritier n'a obtenu dans la CE sortante que sa propre voix et les deux voix de la chimie, il a eu le soutien de onze organisations sur les vingt-deux présentes. Or ces fédérations et ces régions ont derrière elles des syndicats qui se retrouveront au congrès confédéral de novembre prochain.

Tout est-il définitivement joué ou... la bataille interne reprendra-t-elle lors du congrès ? Le départ de M. Maire est bel et bien acquis. Il en va de même pour l'élection de M. Jean Kaspar au secrétariat général, et sans doute pour celle de M. Nicole Nout comme secrétaire général adjoint. Pour l'essentiel, la succession est donc effectivement réglée, ce qui met fin à une période de l'histoire de la CFDT souvent difficile, où les conflits de personnes semblaient parfois prendre le dessus sur les débats de fond. Mais pour la composition de la future commission exécutive, le jeu reste ouvert. Huit candidatures ont été entérinées par le bureau national sortant, mais c'est en définitive celui qui sera élu au congrès de Strasbourg qui aura le dernier mot.

Sur la base des statuts actuels, les syndicats, qui élisent le bureau national au congrès, peuvent partiellement éliminer un candidat à la future CE dès lors qu'il n'obtient pas la majorité absolue des suffrages exprimés, mais ils ne peuvent pas réintroduire dans le « classement » établi par le bureau national sortant un candidat déjà éliminé. A titre d'exemples, MM. Mandray ou Jacquier, qui figurent dans le « classement », pourraient être battus, mais MM. Nodin et Héritier ne pourraient pas être récupérés. Une fois élu, le nouveau bureau national demeure souverain. L'article 43 du règlement intérieur prévoit que pour l'élection de la CE, sous la présidence de l' élu le plus âgé, « il est fait appel à candidatures nouvelles ». C'est également ce nouveau bureau national qui, après « rappel des propositions formulées par le bureau national sortant », « se prononce sur le nombre des membres de la commission exécutive », et

« Élit en bloc les membres de la commission exécutive »

Les règles pourraient-elles être modifiées ? Le syndicat général des transports de Côte-d'Or, dominé par les cheminots de Dijon, soutenu par la Fédération générale des transports-équipement, a déposé un amendement proposant une modification des statuts. L'idée est de donner le droit au congrès de se prononcer sur l'ensemble des candidatures présentées au vote du bureau national sortant, même s'il ne les a pas retenues. En clair, MM. Héritier et Nodin seraient ainsi réintroduits dans la course... Pour autant, même si cet amendement était voté (ce qui n'est nullement acquis), le nouveau bureau national resterait : nature de la future CE, ce qui ne garantirait donc ni l'élection de M. Héritier ni celle de M. Nodin.

La partie est donc loin d'être gagnée pour M. Héritier et ses amis. D'autant que, maître de l'ordre du jour du congrès, qu'il examine cette semaine, le bureau national sortant peut, à défaut d'une autre parade, faire procéder au vote sur l'amendement des cheminots de Dijon... après l'élection du nouveau bureau national (au risque d'aviver les tensions). Les organisations qui refusent l'idée d'une CE « homogène » affirment qu'elles ont examiné d'autres

moyens, gardés secrets pour l'heure, de renverser la vapeur en leur faveur. Tout le problème est cependant d'éviter que la CFDT retombe dans les conflits de personnes au détriment de l'approfondissement du débat sur l'adaptation du syndicalisme. Le dernier « coup » de M. Maire était habile, mais il s'agit d'attendre la fin du congrès de Strasbourg pour savoir s'il peut partir avec le sentiment d'avoir remporté une victoire (presque) complète.

MICHEL NOBLECOURT.

(1) Dans la préface d'un livre de Pierre Cours-Salies, membre de la Ligue communiste révolutionnaire, intitulé *La CFDT, un parti porteur d'avenir* (La Brèche-PEC), M. Descombes écrit que « la CFDT a abandonné la critique, l'affrontement avec le capitalisme ».

(2) A l'origine, les « douze » comprennent des organisations comme la chimie, la FGE (énergie), les PTT, la construction-bois, les Pays de Loire, l'Aquitaine, l'Alsace, la Lorraine, Rhône-Alpes... Le groupe s'est ensuite élargi, mais ce ne sont apparemment pas les mêmes « douze » qui ont présenté une contre-proposition au bureau national de 31 août.

Un entretien avec le PDG des Chargeurs

« Je vendrai UTA à Air France, si... »

nous déclare M. Jérôme Seydoux

M. Jérôme Seydoux, PDG des Chargeurs et actionnaire à 82 % de la compagnie aérienne UTA fait le point sur la restructuration du transport aérien, dans la perspective du marché unique européen de 1993. Il souligne notamment la nécessité pour UTA d'une véritable concurrence avec Air France.

« On dit que vous êtes un pur financier, que seuls les bénéfices vous intéressent et qu'en conséquence, vous ne devriez pas tarder à jeter l'éponge et à vendre la compagnie UTA qui ne vous rapporte pas grand-chose. Vous répondez-vous des propos ? »

« C'est bien mal me connaître ! J'aime le « challenge », le défi, et il y a aujourd'hui un « challenge » formidable dans le transport aérien. Avant, c'était la télévision. Et puis je n'aime pas rester inoccupé... »

« Pour vous, la télévision, c'est fini ? [M. Seydoux fait partie des fondateurs de la cinquième chaîne-NDR.] »

« Rien n'est jamais fini, mais je ne vois pas où je pourrais m'inscrire en matière de télévision. Donc, il n'y existe pas pour moi de « challenge »... »

« Croyez-vous au transport aérien ? »

« Partons de la situation actuelle. Le France a trois compagnies aériennes. Une, relativement grande, Air France (cent-dix avions-NDR) et deux, relativement moyennes, Air Inter (quarante-cinq avions-NDR) et UTA (onze avions-NDR). N'oublions pas non plus que nous avons, en perspective, la création du grand marché européen en 1992-1993. »

« La première donnée est que les gens prennent de plus en plus de vacances et de plus en plus loin, parce qu'ils préfèrent le soleil. Cette tendance prouve que les possibilités de croissance du transport aérien restent fortes et durables. L'industrie du transport n'a pas atteint sa maturité. Même si des surcapacités apparaissent ici ou là, elles se résorberont vite. »

« Le métier de l'aviation commerciale n'est pas un mauvais métier. On y dégage des marges honorables. Le problème, comme nous le verrons, est de les maintenir par une diminution des coûts. »

« La deuxième donnée est que le transport aérien, en Europe et en France, est terriblement réglementé et quasiment cartellisé. On ne trouve, de chaque pays pour desservir deux capitales, en plus, ces compagnies s'entendent sur tout : les prix, les capacités et les fréquences. »

« Par conséquent, je n'aime ni les monopoles, ni les cartels. Cela doit changer et ce changement appelle la concurrence, la vraie. On n'oppose parfois le mauvais exemple américain où la dérégulation a provoqué une épouvan-

table dégradation de la qualité du service : retards importants, bagages perdus, etc. Je réponds qu'il y a un plus milieu entre cette dérégulation sauvage et nos monopoles à nous. En Europe, nos compagnies et leurs personnels ont été protégés. Quand on a été trop protégé, il est rare qu'on soit capable de gagner les Jeux olympiques ! C'est pourquoi je crois à l'opportunité, pour le gouvernement, de laisser UTA se développer. »

« Les Britanniques, pourtant compétitifs, n'ont-ils pas procédé à rebours de vos propositions puisqu'ils ont fusionné leurs deux grandes compagnies, British Airways et British Caledonian ? »

« Je sais. C'est l'argumentation d'Air France qui voudrait légitimer ainsi la reprise d'UTA par Air France. Ce que l'on oublie, c'est que l'idée de constituer une pôle privé face à Air France, Air Inter et ses avions à haute densité et UTA qui a l'expérience des vols internationaux étaient complémentaires. Malheureusement, la SNCF a été forcée de vendre ses avions d'Air Inter à Air France et nous nous trouvons désormais dans une impasse. »

« René Laporte et moi avons alors imaginé de céder nos parts d'Air Inter à Air France mais, en contrepartie, nous voulons que nous soyons accordés des droits aériens sur les relations internationales Est-Ouest, sur l'Europe et sur les principales lignes françaises. »

« Vous n'avez donc pas l'intention de vendre UTA ? »

C'est la question que m'a posée le ministre des transports. Si UTA n'a pas de nouvelles destinations pour se développer, si elle n'a pas de perspectives pour mobiliser son personnel, si elle reste enfermée dans une Afrique en crise et un Pacifique marginal, nous n'aurons que le choix de nous vendre à Air France. Le ministre m'a répondu qu'il ne comprenait tout à fait. En définitive, la décision dépend du gouvernement. Qu'il nous fasse quelle aviation civile il veut pour la France. Si le ministre est d'accord avec notre projet, UTA est prête à acquiescer une quinzaine d'avions.

« C'est curieux comme les Français ont du mal à supporter le principe de la concurrence franco-française ! UTA est dix fois plus faible que Lufthansa, mais le gouvernement français accepte la compagnie allemande à Paris et l'interdit UTA à Francfort. Les compagnies américaines augmentent formidablement leurs capacités vers la France, mais il interdit UTA à New-York. A quoi ça rime ? »

« Que le gouvernement permette à UTA de faire preuve de son dynamisme et Air France en deviendra plus dynamique. »

« Que souhaitez-vous exactement ? »

« La carte du transport aérien en France est simple : il y a Air France et UTA. Air France appartient à 36 % à Air France et à 35,7 % à UTA. »

« René Laporte, le président d'UTA, et moi-même, nous avons eu l'idée de constituer une pôle privé face à Air France, Air Inter et ses avions à haute densité et UTA qui a l'expérience des vols internationaux étaient complémentaires. Malheureusement, la SNCF a été forcée de vendre ses avions d'Air Inter à Air France et nous nous trouvons désormais dans une impasse. »

« René Laporte et moi avons alors imaginé de céder nos parts d'Air Inter à Air France mais, en contrepartie, nous voulons que nous soyons accordés des droits aériens sur les relations internationales Est-Ouest, sur l'Europe et sur les principales lignes françaises. »

« Vous n'avez donc pas l'intention de vendre UTA ? » C'est la question que m'a posée le ministre des transports. Si UTA n'a pas de nouvelles destinations pour se développer, si elle n'a pas de perspectives pour mobiliser son personnel, si elle reste enfermée dans une Afrique en crise et un Pacifique marginal, nous n'aurons que le choix de nous vendre à Air France. Le ministre m'a répondu qu'il ne comprenait tout à fait. En définitive, la décision dépend du gouvernement. Qu'il nous fasse quelle aviation civile il veut pour la France. Si le ministre est d'accord avec notre projet, UTA est prête à acquiescer une quinzaine d'avions.

« Est-ce pour acheter ces avions que vous avez vendu Spoutnik 1,2 milliard de francs ? »

« Non, ce n'est pas pour ça. UTA a les moyens qu'il faut. Il n'est d'ailleurs pas difficile de trouver des avions à louer ou en leasing. Les banquiers raffolent des avions. »

« Pourquoi déliez-vous précédemment que l'avenir du transport aérien français dépend d'une diminution de ses coûts ? »

« Parce que la productivité n'y est pas formidable. Parce que les compagnies se battent pour des trafics à bas niveaux de revenus, ce qui implique de maîtriser les prix et notamment ces hauts salaires qui sont aussi la conséquence du monopole que je dénonçais tout à l'heure. »

« A UTA, nous avons donc réorganisé le travail du personnel au sol. Nous cherchons à ce que les navigants techniques et commerciaux volent un peu plus. Ce n'est pas la révolution. Nous ne voulons pas baisser les salaires actuels, mais payer différemment les nouveaux embauchés. Ce ne sont tout de même pas des salaires de misère : un pilote de Boeing 737 perçoit, dans notre filiale Aéromaritime, environ 260 000 F par an. »

« Je reconnais qu'ils s'agit d'un bouleversement et que cela crée des traumatismes. Il nous faudra du temps pour l'expliquer aux intéressés, mais nous le réaliserons tout de même car, dans le cas contraire, nous en sortirions affaiblis par rapport à nos concurrents capables, eux, de supporter les baisses des tarifs aériens qui surviendront inévitablement. »

Propos recueillis par ALAIN FAUJAS

HÔTEL DU RHÔNE
GENÈVE

Centre ville, au bord du Rhône.
Confort raffiné.
3 restaurants renommés.
Grand parking privé.

1, quai Turrettin 74 41 22 31 98 31
12213 HFRON CH Fax 32 45 58

LA BOURSE EN DIRECT

LE MONDE DE LA BOURSE

Suivez en direct l'évolution
des cours de la Bourse

BOURSE

36.15 LEMONDE

مكتبة من الأصول

Économie

CONJONCTURE

La préparation du budget de 1989

Les dotations en capital au secteur public industriel se limiteront à 4,1 milliards de francs

Le gouvernement versera 4,1 milliards de francs en 1989 aux entreprises du secteur public industriel, sous forme de dotations en capital. Cette somme est inscrite dans le projet de budget pour l'année prochaine, que le gouvernement examinera mercredi 21 septembre en conseil des ministres.

Renault, la sidérurgie, la CGM (Compagnie générale maritime) se partageront l'essentiel (1) des dotations en capital de 1989, le gouvernement estimant que les autres

entreprises publiques industrielles peuvent voler de leurs propres ailes et se porter sur les marchés des capitaux quand elles en ont besoin. Quitte à inventer de nouvelles formes d'emprunt, comme vient de le faire Rhône-Poulenc avec ses 5 milliards de francs d'obligations perpétuelles.

Sur un point précis, Matignon et Rivoli vont cependant mettre un frein : le recours aux certificats d'investissement (actions sans droit de vote) ne sera pas encouragé. Le plafond qui avait été fixé à ces certificats (pas plus de 25 % du capital), ne sera pas relevé. Ainsi, les entre-

prises publiques ne pourront plus trop compter sur cette méthode de financement, qu'elles avaient pourtant largement utilisée afin d'attirer l'épargne dans leur capital sans se privatiser.

Le gouvernement donnera une autre directive : les entreprises publiques ayant retrouvé l'équilibre devront verser des dividendes à l'Etat, comme toute firme du secteur privé en bonne santé récompensant ses actionnaires.

C'est précisément la santé que retrouvent peu à peu les entreprises publiques industrielles qui explique la rapide décroissance des dotations en capital que leur verse l'Etat chaque année à partir de 1985 : 7,3 milliards en 1982, 14,5 milliards en 1983, 17,2 milliards en 1984, 15,8 milliards en 1985, 15,1 milliards en 1986, 11,7 milliards en 1987.

Pour 1988, il est encore impossible de savoir combien de milliards seront attribués aux firmes publiques industrielles.

Les dernières privatisations Balladur (deuxième partie de l'opération Suez, Matra, Crédit du Nord), ajoutées à la vente du Crédit agricole, devraient rapporter cette année une douzaine de milliards de francs à l'Etat, dont la moitié seulement a jusqu'ici été encaissée. Encore ces

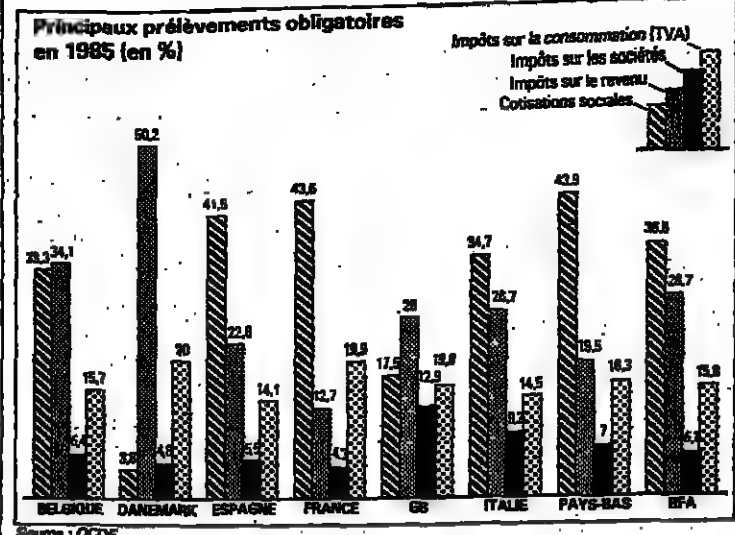
12 milliards ne seront-ils pas intégralement utilisables : 2 milliards ont été versés aux agriculteurs et 2,8 milliards vont être consacrés au rachat d'obligations émises il y a quelques années par le Trésor (ORT), et dont le remboursement à partir de 1989-1990 pose problème.

Resteraient donc en fait 7 milliards de francs à répartir cette année entre les entreprises publiques industrielles : CDF-Chimie (devenue Orkem), l'aéronautique (SNIA, SNECMA) Thomson... Bull qui a émis pour 800 millions d'OBSA (obligations à bons de souscription d'actions) mais dont l'issue a été perturbée par le krach d'octobre 1987, doit aussi être dotée.

Ces 7 milliards de francs représentent un minimum, l'abondance des rentrées fiscales devant cette année au gouvernement d'importantes marges de manœuvre. Le ministre de l'économie a en fait la possibilité d'ajouter 4 ou 5 milliards de francs d'ici décembre aux dotations en capital du secteur public industriel. Celles-ci pourraient donc finalement dépasser les 10 milliards de francs cette année.

(1) Sur les 4,1 milliards de francs, 3 milliards de francs environ pourraient aller à Renault ou plus exactement à une société-écran qui va prendre à sa charge la dette publique de la Régie.

La TVA, principale source de revenus de l'Etat français



Le graphique ci-dessus, établi d'après les chiffres de l'OCDE pour 1985, indique la répartition des principaux prélèvements obligatoires. On voit à quel point la situation de la France est isolée : très fortes cotisations sociales et impôts sur la consommation (TVA), faiblesse de l'impôt sur le revenu. On comprend que, dans ces conditions, la réalisation de l'Europe fiscale à l'horizon 1993 soulève de très graves problèmes. L'Etat en France ne pouvant accepter — sans renoncer à son rôle et à ses fonctions — de trop réduire la TVA, principale source de ses revenus.

ETRANGER

Un sujet d'irritation pour les partenaires de Bonn

L'excédent commercial de la RFA s'accroît à nouveau

A l'abri des critiques de ses partenaires, grâce à une croissance qui pourrait être de l'ordre de 3 % cette année et non de 1,7 % comme l'envisageaient les économistes au début de 1988, la RFA risque d'être dénoncée comme le mauvais élève de la

communauté internationale compte tenu de l'amélioration de ses excédents extérieurs. Dans son dernier rapport publié le lundi 19 septembre, la Bundesbank reconnaît que le processus de contraction des excédents

du commerce extérieur et de la balance des comptes courants pourrait — demander plus de temps qu'on ne le supposait au départ — et, avec lui, la correction des déséquilibres entre les déficits américains et les soldes positifs de la RFA comme du Japon.

Après s'être tassé, conformément aux engagements internationaux pris par Bonn, l'excédent commercial ouest-allemand augmente à nouveau. Le record de juin, 14,2 milliards de deutschemarks (44 milliards de francs) n'a pas été renouvelé en juillet. Mais le solde positif de 11,1 milliards durant ce dernier mois porte le solde excédentaire des sept premiers mois de l'année à 70,3 milliards de deutschemarks contre 66,7 milliards durant la période correspondante de 1987, une hausse de 7 %.

Ce phénomène recouvre un nouveau décalage entre des exportations dynamiques, en hausse de 4,6 % en juin et de 3,5 % en juillet et des

importations en moindre progression, 4 % et 1,2 %. Plus significatif peut-être, la balance des comptes courants qui prend en compte les échanges de services, le fret et les assurances, le tourisme, suit elle aussi la même pente ascendante. Selon les chiffres provisoires publiés par la Bundesbank, l'excédent des comptes courants a atteint 5,3 milliards de marks en juillet contre 4,8 milliards en juin, portant le solde positif des sept premiers mois de l'année à 45,4 milliards de deutschemarks contre 45,3 milliards au 30 juin. Une quasi stagnation qui pourrait annoncer un renversement de tendance. C'est la première fois, cette année, que cet excédent est supérieur, même marginalement, à celui enregistré durant l'année 1987.

L'institut d'émission attribue cette remontée des exportations à un double phénomène : la vive croissance des partenaires commerciaux de la RFA et la dépréciation du mark vis-à-vis du dollar et surtout du yen. « L'avantage monétaire » dont les exportateurs allemands ont bénéficié a été renforcé, souligne la Bundesbank par l'inflation, « plus lente » outre-Rhin que dans les autres pays industriels. En rythme annuel, la hausse des prix à la consommation était en effet limitée à 1,2 % en août.

Les instituts de conjoncture ouest-allemands s'attendaient depuis quelques mois à une telle remontée des exportations du pays. La demande interne, bien que connaissant un rythme soutenu de quelque 4 % est appelée selon eux à se tasser. La demande extérieure provenant notamment de pays qui, comme la France, l'Italie ou la Grande-Bretagne, sont engagés dans un cycle d'investissements et de moder-

nisation de leur appareil productif, provoque un retour à la caractéristique traditionnelle de l'économie ouest-allemande : une croissance largement fondée sur les exportations.

L'institut IFO de Munich envisage ainsi pour l'ensemble de 1988 une progression de 3 % de la demande interne et de 4 % des exportations.

VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OGP - 64, rue La Boétie, 46-63-12-66

MINITEL 38.15 CODE A37 puis OGP

Vite à saisir. Pal. Justice Paris, jeudi 29 septembre 1988 à 14 h 30
UNE CHAMBRE - UNE ENTREE à PARIS-16^e
48, avenue G. Mandel au 2^e étage
90, RUE DE LA POMPE
M. à P. 65 000 F. S'adresser M. André FABRE, avocat, 44, rue de Lille à Paris-7^e.
Tél. 42-61-15-95.

VENTE sur enchère, au Palais de Justice de Nanterre le JEUDI 29 SEPTEMBRE 1988, à 14 h - EN UN LOT
UN APPARTEMENT 3 P. - CAVE - à PUTEAUX (92)
18, r. Lavoisier - 61, av. du Pdt-Wilson (au 3^e étage)
M. à P. : 217 800 F S'adr. M. Jean-Yves TONJILLEC, avocat, 8, rue du Razail, 92150 SURSEVRES
Tél. 47-28-96-42 - M. FRICAUDET, avocat, 2, bd Salnt-Denis à Courbevoie (92400).
Tél. 47-88-26-92. Tous avocats près Tribunal de grande instance de Nanterre.
Sur les lieux pour visiter

LA VILLE DE PARIS vend LIBRES
Chambre des notaires de Paris, MARDI 11 OCT. 1988, à 14 h 30
3 APPART. 2 et 3 p. - STUDIO - CHAMBRE 42-44, RUE SIBUET - PARIS (12^e)
M^e MAHOT DE LA QUERANTONNAIS, BELLARGENT, LIEVRE, notaires, 14, rue des Pyrénées, 75001 Paris. Tél. 42-97-56-46.
Visites sur place, les 22, 27, 30 septembre de 15 h 18 h et les 5, 8 et 10 octobre 1988, de 10 h 12 h 30

VENTE sur main immobilière, au Palais de Justice à Paris le JEUDI 6 OCTOBRE, à 14 h 30 - EN UN SEUL LOT
2 APPARTEMENTS à PARIS (15^e) 106-108, BOULEVARD DE GRENNELLE
au 1^{er} étage : Pm de 3 p. PRINC. cuis., s. de bains, l'entrée de 4 p. PRINC. s. de bains avec W.C.
M. à P. : 300 000 F S'adr. M. Bernard MALINVAUD, avocat, 1 bis, place de l'Alma, 75116 Paris
Tél. 47-23-73-70. Tous avocats près le Tribunal gde inst. Paris.

Le Monde
L'ÉDUCATION
DOCUMENT
• TOUS LES SUJETS DU BAC 1988 : en français et en philo. Avec commentaires, exercices et témoignages des professeurs.

ENQUÊTE
• LES ÉTUDES LITTÉRAIRES NE MÈNENT PAS AU CHOMAGE : les littéraires s'en tirent plutôt bien sur le marché de l'emploi. Une voie presque sans encombre : l'enseignement.

Numéro de septembre : 96 pages - 15 F
En vente chez tous les marchands de journaux.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-87-27
Téléc. MONDIPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Edité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Bonnier-Méry (1944-1969), Jacques Fauriol (1969-1982), André Laurens (1982-1985).

Durée de la société : Cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les Rédacteurs du Monde »

Société anonyme

des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises,

MM. André Fontaine, gérant,

et Hubert Bonnier-Méry, fondateur.

Administrateur général :

Bernard Wouts.

Rédacteur en chef :

Daniel Vernet.

Correspondant en chef :

Claude Salas.

Le Monde
PUBLICITE
5, rue de Montesson, 75007 PARIS
Tél : (1) 45-55-91-52 ou 45-55-91-71
Téléc. MONDIPUB 286 136 F

Le Monde
TELEMATIQUE
Composés 36-16 - Tapes LEMONDE

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395 - 2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-47-88-61.

ABONNEMENTS

BP 507 09 75422 PARIS CEDEX 09 Tél. : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	354 F	399 F	504 F	687 F
6 mois	672 F	762 F	972 F	1 337 F
9 mois	954 F	1 089 F	1 404 F	1 952 F
1 an	1 200 F	1 380 F	1 800 F	2 530 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, Renvoyer ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus.

ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changement d'adresse définitif en préavis : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 9 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénoms : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Économie

AFFAIRES

Vague d'achats à la Bourse

L'automobile a la cote

Epeda-Bertrand-Faure (EBF), Valeo, Michelin, Peugeot SA... Depuis le début du mois de septembre, les valeurs du secteur automobile, constructeurs et équipementiers confondus, suscitent l'engouement des boursiers. Les cours montent et les volumes de transaction s'amplifient. Ainsi Valeo a dépassé la semaine dernière son « plus haut » de l'année et a vu en cinq séances quelque 5 % de son capital changer de mains.

Certes, on ne peut exclure que Valeo comme Epeda-Bertrand-Faure (une des valeurs les plus souvent citées parmi les « opéables ») fassent l'objet d'une offensive, bien que leur capital soit normalement contrôlé. Valeo vit toujours sous le régime du pacte d'actionnaires passé en juin 1986 entre les pouvoirs publics et le groupe De Benedetti, et qui verrouille 51 % du capital. Quant à EBF, ce sont 40 % des actions et 47 % des droits de vote qui sont aux mains des familles dirigeantes et de leurs partenaires industriels (esspessels et Italtel) et financiers, sans compter les 15 % à 20 % détenus, en direct ou via des SICAV, par le Crédit agricole et la Caisse des dépôts.

Mais d'autres raisons justifient que ces sociétés attirent des investisseurs qui seraient pu, il est vrai, s'y intéresser depuis quelques temps déjà. D'abord le marché automobile continue sur sa lancée de 1987 et pourrait battre son record de 2,1 millions d'immatriculations enregistrées l'an dernier, à contre-courant des prévisions pessimistes faites après le krach d'octobre 1987. Les ventes d'août, avec une hausse de 7,6 %

plus rapide que la moyenne des huit premiers mois de 1988 (+ 6 %) confirment cette tendance.

En outre, la bonne santé des firmes n'est plus liée uniquement au volume du marché. « L'enrichissement technologique du véhicule pour la sécurité, le confort, la pollution... compenserait de toutes façons une chute des ventes », constate Noël Goutard, PDG de Valeo, ce n'est plus une industrie soumise aux cycles et les analystes financiers commencent seulement à s'en rendre compte.

Même discours chez Bertrand-Faure-Automobile, qui assure désormais la fourniture de la « fonction siège » (de la Renault 19, par exemple) et non plus seulement la livraison de certains de ses composants. « Cela nous rapporte 1 500 à 2 000 F par siège », affirme Pierre Richier, patron du groupe Epeda-Bertrand-Faure, soit le double du prix des différents composants. Il y a là un formidable potentiel de développement pour nous.

Enfin, les titres de ce secteur ont longtemps été sous-estimés en raison de leur passé financier qui n'a pas toujours été très florissant. Or des sociétés comme Valeo ou EBF connaissent depuis deux ans des résultats brillants. Les Britanniques l'ont bien compris. Des études récentes de banques anglaises conseillaient d'acheter du Valeo. Des conseils suivis d'effets puisque certains jours de fortes transactions, la semaine dernière, un tiers des achats provenaient de Londres.

CLAIRE BLANDIN.

LA VIE DANS LES ENTREPRISES

Crédit mutuel de Loire-Atlantique : former des diplômés

Seize salariés du Crédit mutuel de Loire-Atlantique et du Centre-Ouest, en majorité du niveau inférieur au baccalauréat, ont entamé, en juin dernier, une formation de longue durée (1400 heures) qui doit les mener, en décembre 1989, au niveau du diplôme de premier cycle universitaire. Volontaires et retenus parmi trente-neuf candidats, du cadre au chef d'une petite agence, ils vont suivre des enseignements donnés par des professeurs de l'université de Nantes ou de la « Catho » d'Angers et recevront un diplôme équivalent au DEUG.

Ce programme, baptisé « bac + », a été lancé par le Crédit mutuel de Loire-Atlantique, qui veut « investir massivement » dans la formation. En 1987, il a consacré 5,21 % de la masse salariale : soit près de 50 000 heures de formation pour 1 106 stagiaires (sur un effectif total de 1800 salariés). En 1988, il consacre 8 % de sa masse salariale (soit 75 000 heures) à la formation continue afin d'élargir la formation générale de ses salariés, en particulier ceux embauchés au niveau du baccalauréat dans les années 70, et de les rapprocher des jeunes engagés aujourd'hui à bac + 2. La formation a lieu pour les deux tiers sur le temps de travail. — (Corresp.)

● La CSL à la tête du comité de groupe de PSA. — C'est un représentant de la CSL, M. Michel Jardy, qui a été élu secrétaire du comité de groupe PSA, par dix-sept voix contre sept au candidat CGT et trois au candidat CFDT. Dans ce comité de trente membres — un par comité central d'entreprise de chaque société du groupe, — la CSL détient onze sièges, FO cinq, la CGT six, la CFDT quatre, la CGC deux, la CFTC et la Fédération nationale des chauffeurs routiers un chacun. Le secrétaire adjoint appartient à FO. Depuis juillet 1988, le secrétaire appartenait à FO et le secrétaire adjoint à la CSL.

● L'Europe sociale chez Carmaud. — Pour préparer 1989, le groupe Carmaud veut se réorganiser en une fédération d'entreprises « à taille humaine », qui seraient regroupées par métier et non plus par pays.

Des négociations sont en cours sur la constitution d'un comité de groupe européen avec les syndicats. Une première expérimentation pourrait avoir lieu dans la branche santé-beauté, avec la mise en place d'un comité de liaison spécifique avec les entreprises implantées en France, Belgique, Allemagne fédérale et Italie.

● Sociodynamique au Crédit du Nord. — Le Crédit du Nord va former mille deux cents cadres à la « sociodynamique ». Il s'agit d'une méthode, créée par les équipes de Bossard-Consultants, qui vise à « optimiser les relations de groupe », afin de concilier les « exigences d'efficacité » des responsables et les aspirations de l'ensemble du personnel. Un film a été élaboré à partir des relations, « parfois délicates », au sein d'une agence bancaire.

Le Monde • Mercredi 21 septembre 1988 21

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

ICN INTERTECHNIQUE

Société anonyme au capital de 91 892 700 F
Siège social : 61, rue Pierre-Curie - 78370 PLAISIR

PAIEMENT DU DIVIDENDE

L'assemblée générale des actionnaires réunie le 26 mai 1988 a fixé le dividende distribué au titre de l'exercice 1987 à 21 F net par action, soit, compte tenu de l'impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal) de 10,50 F, un revenu global de 31,50 F.

Le paiement du dividende sera assuré, à partir du 30 septembre 1988, par les établissements financiers suivants : Banque Rivaud - Crédit lyonnais - Société générale - Banque nationale de Paris - Crédit commercial de France - Banque Louis Dreyfus - Banque Industrielle et commerciale du Marais.

IN2 GROUPE INTERTECHNIQUE

Société anonyme au capital de 209 375 400 F
Siège social : 57, rue Pierre-Curie - 78370 PLAISIR

PAIEMENT DU DIVIDENDE

L'assemblée générale des actionnaires réunie le 26 mai 1988 a fixé le dividende distribué au titre de l'exercice 1987 à 4,50 F net par action, soit, compte tenu de l'impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal), de 2,25 F, un revenu global de 6,75 F.

Le paiement du dividende sera assuré, à partir du 30 septembre 1988, par les établissements financiers suivants : Banque nationale de Paris - Banque Rivaud - Crédit lyonnais - Société générale - Crédit commercial de France - Banque Industrielle et commerciale du Marais - Barclay's Bank.

Tous les ouvrages sur le yoga, l'astrologie, le bouddhisme, l'architecture sacrée, les médecines naturelles... à la LIBRAIRIE DES SCIENCES TRADITIONNELLES
8, rue de Savoie, 75006 PARIS - Tél. : 43-28-80-72

SOCIAL

● Les correctifs du plan Ségui. — Les salariés du régime général (45 millions de personnes couvertes) pris en charge à 100 % par l'assurance-maladie pour une maladie longue et grave ou pour un ensemble de troubles de caractère « invalidant » (2,5 millions de personnes environ), bénéficieront du remboursement à 100 % des médicaments « à visée thérapeutique » prescrits pour cette maladie ou ces troubles à partir du 3 octobre, a décidé la Caisse nationale d'assurance-maladie (CNAMTS). Les documents d'information destinés aux médecins et pharmaciens doivent être envoyés d'ici au 29 septembre, ainsi que les lettres aux assurés concernés. Pour la Mutualité sociale agricole (5,3 millions de personnes) comme pour les non-salariés non agricoles (3,5 millions de bénéficiaires, dont environ 200 000 concernés), la mesure est appliquée depuis le lundi 12 septembre (y compris pour les dossiers en cours à cette date). Le décret publié le vendredi 9 septembre au Journal officiel a aussi supprimé le délai de six mois pour la prise en charge à 100 % des maladies « hors liste ».

● Hausse des salaires de 1,3 % chez Peugeot. — La direction de Peugeot a décidé une augmentation de salaire de 1,3 % au 1^{er} octobre pour l'ensemble du personnel (sauf les cadres, qui n'ont que des augmentations individuelles). Une première augmentation générale avait déjà eu lieu au 1^{er} avril. Pour l'ensemble de l'année, les augmentations représentent 3,13 % de la masse salariale : outre les augmentations générales, 1,25 % sont consacrées à des augmentations individuelles, 0,28 % provient de l'augmentation des primes d'ancienneté, 0,08 % du relèvement de la prime uniforme de rentée (250 F, plus 440 F par personne à charge). Mais aucun accord salarial n'a été signé au printemps.

● EMPLOI : M. Marchelli (CGC) juge favorablement le plan Rocard. — Président de la CGC, M. Paul Marchelli a estimé, le 19 septembre sur RTL, que « le dispositif Rocard » sur l'emploi lui « semble de bonne qualité ». « Ce qui est intéressant », a précisé M. Marchelli, c'est qu'on voit apparaître pour la première fois, de la part d'un gouvernement, le volonté d'un traitement économique du chômage à côté du traitement social. Cependant, le déplaçonnement des cotisations familiales continue de troubler la CGC. « C'est une grosse erreur », a dit son président.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Telemecanique

Rapport au 30 septembre de la date de l'assemblée générale ordinaire.

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires convoquée pour le jeudi 15 septembre 1988 n'a pu valablement débiter à cette date, faute de quorum.

Elle est convoquée à nouveau pour le vendredi 30 septembre 1988, à 10 heures, avec le même ordre du jour, à l'Hôtel Intercontinental, 3, rue de Cassini, Paris 75001.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

VOUS RECHERCHER LA SOLIDITÉ DE L'OBLIGATION ET ESPÉREZ LA PLUS-VALUE DE L'ACTION.

NOUS VOUS FAISONS PROFITER D'UNE GRANDE PREMIÈRE.



La Société Générale émet

F 2 835 000 000 d'obligations convertibles en actions, assorties de bons de souscription d'actions. La souscription est ouverte à compter du 5 septembre 1988.

Nos actionnaires bénéficient d'une priorité de souscription jusqu'au 23 septembre inclus, à raison d'une obligation convertible pour 10 actions.

La solidité de l'obligation

Chacune des 6 300 000 obligations émises à F 450 vous offre la solidité d'un placement dont l'intérêt annuel est de 6 % et la durée de vie relativement courte, un peu plus de 7 ans, avec remboursement au prix de souscription par tirage au sort en 4 tranches égales les 1^{er} janvier des années 1993 à 1996.

Une double possibilité d'acquiescer des actions Société Générale

Ces obligations vous offrent aussi la possibilité de tirer doublement profit d'une hausse de l'action Société Générale au-delà de F 450.

Vous pouvez en effet convertir sans frais chaque obligation en une action Société Générale à compter du 13 octobre 1988 et durant toute sa durée de vie. Au moment du remboursement vous disposez d'un délai supplémentaire de trois mois pour demander la conversion.

En souscrivant une obligation, vous bénéficiez en plus d'un bon de souscription. Ce bon vous permet de souscrire, du 13 octobre 1988 au 15 novembre 1991, une autre action Société Générale au prix fixe de F 450. Il sera coté en Bourse, séparément de l'obligation.

En participant à cette opération, vous serez associé, dans d'excellentes conditions, à la poursuite du développement du premier groupe bancaire privé français.

Vous pouvez souscrire dans toutes les agences Société Générale ainsi qu'auprès de votre intermédiaire financier.

Les modalités complètes de l'opération figurent dans la note d'information (visa COB n° 88-292 en date du 30 août 1988) tenue gratuitement à la disposition du public. BALO du 5 septembre 1988.

Vous pouvez consulter notre service « Relations avec les Actionnaires »
Tél. : 40 98 52 16 et Minitel : 36.14 code GÉNÉRALE.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
CONJUGUONS NOS TALENTS.

هكذا من الأصل

Marchés financiers

Défaillances informatiques

La Bourse sur la trace de 320 000 transactions égarées

Les traces des transactions en Bourse se perdent parfois à cause des énormes quantités traitées quotidiennement mais aussi d'une certaine pagaille des systèmes informatiques de quelques sociétés de Bourse et de banques. Les opérations sont alors suspendues. Des évaluations les plus diverses ont été faites sur le montant que peuvent représenter ces «suspens» (1). Le *Journal des finances* du 17 septembre avance le chiffre très élevé de 45 milliards de francs.

La Société des Bourses françaises (SBF) a tenu à préciser que ces 45 milliards «représentent les opérations exécutées en Bourse jusqu'au 31 août, et non encore livrées et réglées à cette date». Ce chiffre comprend donc l'ensemble des opérations en cours. La plupart seront dénouées rapidement et donc ne posent pas de problèmes. Les bénéfices éventuels pourront survenir sur les «suspens» de plus de trois mois. Au nombre de 320 000, ils représentaient au 31 août 1988 un

montant de 12 milliards de francs, selon la SBF.

Les deux tiers de ces «suspens» (soit la quasi-totalité des opérations de moins de 10 000 F) devraient trouver une solution rapidement, pour un montant de 2 milliards de francs. La situation des 120 000 restants, qui représentent 10 milliards de francs environ, sera plus difficile à apurer. A titre de comparaison, ces 10 milliards sont légèrement inférieurs aux 13,5 milliards de francs traités quotidiennement à la Bourse durant le mois d'août.

(1) Parmi les opérations sur des titres (actions et obligations) qui ont été suspendues, il faut distinguer celles qui ont été dûment reconnues et compensées, et celles qui, en raison de la pagaille enregistrée dans les sociétés de Bourse et dans certains établissements bancaires, ne peuvent être réalisées. Leurs traces sont seules perdus.

Saint-Gobain cède Saunier-Duval à un groupe d'investisseurs

La société Saunier-Duval (SDECC) devrait être cédée, pour une somme qui avoisinerait 700 millions de francs, à une société financière dont l'actionnaire de référence est M. Philippe Monteyre.

Celui-ci (dont la famille possédait le groupe de négoce du même nom contrôlé désormais par la Compagnie générale des eaux) sera associé à la répartition entre les différents partenaires n'est pas encore précisée. À White Knight I SA, société d'investissement de droit luxembourgeois, constituée, entre autres, par le groupe Paillet-Marmont, la banque Neufziger-Schlumberger, Mallet et Sodexho, White Knight II SA, autre société d'invest-

issement de droit luxembourgeois, qui réunit notamment la Caisse des dépôts et consignations, la Caisse nationale de prévoyance, Via Banque et Shearson Lehmann Hutton Group; Euris, société d'investissement, créée en 1987 et présidée par M. Jean-Charles Naouri; la Banque de gestion privée - SIB du groupe Fargues-Luxembourg; Lambert et, enfin, la Société de banque occidentale.

SDECC, qui compte parmi les trois principaux fabricants français de chaudières domestiques à gaz, avec Chaffoteaux et Maury et ELM ebliane, a enregistré un bénéfice net de 65 millions de francs en 1987 pour un chiffre d'affaires de 851 millions.

Publicis prend la première place sur le marché publicitaire italien

Publicis, première agence de publicité française, vient de fusionner sa filiale italienne avec celle de l'américaine Foote, Cone & Belding (FCB), et avec MAC, quatrième agence italienne. Cette fusion est la première application concrète d'importance de l'alliance faite en mai dernier par Publicis avec FCB, sixième agence américaine et deuxième groupe mondial (le *Monde* du 19 mai).

La nouvelle entité qui s'appellera Publicis-FCB-MAC, se placera au premier rang des activités publicitaires en Italie, avec un chiffre d'affaires de 440 milliards de lire, soit plus de 2,2 milliards de francs.

Le président en est M. Claudio Masi, fondateur de MAC. Installé à Milan, Rome, Bologne, Naples, Ancône et Reggio Emilia, le groupe dispose de filiales spécialisées dans la stratégie d'entreprise, la promotion des ventes, les relations publiques, la publicité industrielle, le packaging, le sponsoring et le design.

Le groupe Tapie va reprendre Donnay. - L'offre de reprise de la société belge Donnay, premier fabricant européen de raquettes de tennis, présentée par un consortium franco-belge animé par Bernard Tapie, a été officiellement retenue, mardi 20 septembre, par les curateurs (équivalents belges des syndics français), chargés de l'examen des différentes propositions. Le tribunal

Bull prend pied sur le marché indien de l'informatique

Le groupe informatique français Bull a annoncé, le lundi 19 septembre, la conclusion d'un accord de coopération technologique et commerciale en Inde avec la société Process Systems of India (PSI). Bull SA prend une participation de 26 % dans PSI, soit un point de plus que la minorité de blocage en Inde. Le groupe français lui transfèrera sa technologie sur la famille d'ordinateurs DPS 7000, des machines de taille moyenne développées en France. Enfin, une structure de coopération sera créée dans le domaine du logiciel.

Les DPS 7000 seront produits dans une usine de Bangalore, au sud de l'Inde, où se trouve le siège de PSI. Cette société, créée en 1976, emploie trois cent quarante salariés. Son chiffre d'affaires s'élevait en 1986 (dernier chiffre connu) à 78 millions de francs.

C'est la seconde fois que Bull se lance en Inde. Il y a plusieurs mois, un premier accord de coopération avait échoué, le groupe français s'étant fait coiffer au poteau par Control Data.

de commerce de Dinant (Ardennes belges), qui avait déclaré Donnay en faillite le 19 août dernier, devrait logiquement entériner ce choix. Le consortium offre 200 millions de francs belges (5,1 millions de dollars) pour la reprise de la société et s'engage à réembaucher deux cents des trois cent cinquante personnes au moment de la faillite. - (AFP.)

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Groupe Courcelles PRETABAIL SICOMI

Fortes croissances de la production au cours des huit premiers mois

Au cours de sa réunion du 15 septembre, le conseil d'administration a examiné la situation de la société au 30 juin 1988 et l'activité des huit premiers mois de l'exercice.

Le résultat net est de 106,3 MF, pratiquement égal à 50 % de celui de l'exercice précédent. Hors plus-values et autres éléments exceptionnels, le résultat ressort à 102,4 MF, en augmentation de 7,1 % par rapport à la moitié de celui de l'exercice 1987; les prévisions établies pour le second semestre permettent d'ores et déjà d'envisager une progression du dividende.

Grâce à la constitution progressive d'un patrimoine de bonne qualité, les recettes provenant de la location simple augmentent de près de 14 % par rapport à la moitié de 1987, les redevances de crédit-bail étant pour leur part en retrait sur celles de l'année dernière en raison du montant important de levées d'option intervenues au cours de l'exercice 1987.

Le rythme très soutenu de l'activité des huit premiers mois de l'année est de nature à assurer une nouvelle croissance du chiffre d'affaires. Les engagements globaux ont porté sur 326 MF contre 127 MF pour la période correspondante de 1987: 205 MF en crédit-bail contre 90 MF et 121 MF en location simple contre 37 MF; les décaissements ont atteint 202 MF contre 252 MF pour toute l'année 1987.

Au cours de la même séance, le conseil d'administration a donné mandat à son président pour signer le traité de fusion concernant l'absorption par Pretabail-Sicomi de Sicommerce, Sicomi au capital de 200 MF gérée par Arc Union SA.

La parité retenue de 12 actions Pretabail-Sicomi pour 25 actions Sicommerce, entraînera une augmentation du capital de Pretabail-Sicomi de 504,3 MF à 552,8 MF, soit moins de 10 %. Les actions créées en rémunération des apports de Sicommerce seront assorties d'une jouissance partielle pour les exercices 1988 et 1989.

Le conseil a convoqué pour le 7 décembre 1988 (à 9 h 30 au Palais des Congrès, place de la Porte-Maillot à Paris-XVII^e), une assemblée générale extraordinaire à laquelle sera soumis ce projet.

NEW-YORK, 19 septembre

Net repli

Après une semaine de hausse, qui a permis aux indices de progresser de près de 30 points, la Bourse de New-York s'est repliée sensiblement dans un marché assez animé. Le Dow Jones a abandonné 17,07 points, soit, 0,32 %, à 2 081,08. Quelques 137 millions d'actions ont été échangées. On décomptait 887 baisses pour 561 hausses et 483 titres au cours inchangés.

Des prises de bénéfices, après les récentes hausses, sont à l'origine du repli. Mais cela n'explique pas tout. En effet, les investisseurs restent préoccupés par l'évolution des prix aux Etats-Unis. Bien que les statistiques révèlent un certain ralentissement de la croissance américaine, ils craignent que les taux d'intérêt recommencent à grimper en raison de la persistance des pressions inflationnistes.

Ces craintes étaient d'ailleurs partagées sur le marché obligataire, où les taux d'intérêt ont assez nettement progressé. Les taux sur les bons du Trésor à trente ans, principale référence sur ce marché, sont ainsi repartis en fin de journée à 9,06 %, contre 9 % vendredi.

Digital Equipment, IBM et Monsanto ont perdu du terrain, tandis que CSX progressait de 3,75 dollars, après avoir annoncé qu'il allait racheter plus du tiers de son capital.

VALEURS	Cours de 18 sept.	Cours de 19 sept.
Alcoa	51 5/8	50 7/8
A.T.T.	26	26 1/8
Boeing	61 1/2	61 3/8
Chrysler	58 3/4	58 1/2
Du Pont de Nemours	81	80 7/8
General Electric	45	44 5/8
IBM	114 3/8	112 5/8
ITT	43 3/4	43 1/8
Johnson & Johnson	54	53 1/4
McDonald's	32	31 3/4
Merck	48 3/4	48 1/8
Motorola	31 3/8	31 1/8
Union Carbide	22 5/8	22 1/4
Westinghouse	51 1/2	51 3/8
Xerox Corp.	54 5/8	54 1/4

LONDRES, 19 septembre

Effritement

Journée calme, lundi, à la Bourse de Londres, où à l'issue d'une séance irrégulière l'indice Footsie des cours a perdu 6,8 points, à 1 759,9. L'ambiance était calme avant la publication des chiffres de la masse monétaire britannique et des crédits bancaires en août. Le net repli de Wall Street à son ouverture, lundi, a également pesé sur la tendance.

Quelques 326,7 millions de titres ont été échangés. Les valeurs opéables étaient nettement vendues. Personne n'a pris 48 points, à 737, après la confirmation de la tenue de discussions avec le groupe d'édition Reed International. Les valeurs bancaires, celles des assurances, du secteur pharmaceutique et des alimentaires, avec Cadbury en tête, étaient fermes. Pour Cadbury, en hausse de 11 points, à 376, circulent des rumeurs selon lesquelles Grand Metropolitan l'aurait rachetée. On a aussi financé par le produit de la vente de la chaîne hôtelière Intercontinental.

Les valeurs minières étaient faibles, ainsi que celles des fonds d'Etat. Les mines d'or ont perdu jusqu'à 2 dollars.

FAITS ET RÉSULTATS

• Rio Tinto Zinc présente une contre-OPA sur les Talcs de Luzenac. - La société Biorax, filiale à 100 % du groupe minier britannique Rio Tinto Zinc (RTZ) a déposé, le 19 septembre, un projet d'offre publique d'achat (OPA) sur les Talcs de Luzenac, concurrente de l'OPA déposée, le 16 septembre, par la Cidem.

La Cidem, qui est la filiale de la Foreign Trading Contracting Investment Company et du BRGM français (le *Monde* du 17 septembre), La Société des Bourses françaises a décidé de maintenir la suspension de cotation, décidée le 7 septembre, des actions Talcs de Luzenac sur le marché officiel de la Bourse de Paris jusqu'à nouvel avis, les modalités de la contre-OPA n'étant pas encore connues.

• Matra et Lyonnaisse des eaux dans le métro. - Les sociétés Matra et Lyonnaisse des eaux ont décidé de s'associer pour promouvoir la réalisation par voie de concession de service public et l'exploitation de métros automatisés. Cette association passera par l'entremise de Lyonnaisse des eaux dans le capital de Matra-Transiflex, qui sera porté à 100 millions de francs d'ici la fin de l'année. Matra détient 65 % de cette société et Lyonnaisse des eaux 35 %.

• OPA hostile de Dart Group sur Kroger. - Le groupe de distribution américain Dart Group a lancé une OPA de 4,32 milliards de dollars pour acquérir Kroger Co., une des premières chaînes américaines de supermarchés. Cette OPA intervient quelques jours après l'annonce par Kroger

PARIS, 20 septembre

Calme plat

En pleine effusion la semaine dernière, la Bourse de Paris a retrouvé depuis lundi sa physionomie de l'été. C'est-à-dire celle d'un marché sans affaires «où l'on s'ennuie beaucoup».

La semaine écoulée du courant des affaires a été le principal événement de la séance à deux jours de la liquidation mensuelle. En repli de 0,49 % en clôture de matinée, l'indice instantané a cédé vers 14 heures 0,43 %.

Privé des «affaires» qui avaient donné du piment à la cote (notamment des achats du groupe de M. Bernard Arnault sur LVMH), le marché «s'ennuie comme un soufflé». «Une fois de plus, il est à la remorque de Wall Street», déclarait un professionnel. Or lundi soir la Bourse américaine a cédé un terrain appréciable. En effet, aux Etats-Unis les marchés vivent dans la crainte d'une reprise de l'inflation qui aurait pour effet une remontée des taux d'intérêt, estimant les observateurs.

La publication récente de bonnes statistiques économiques n'a pas réussi à dissiper tous les doutes dans ce domaine. Les marchés obligataires américains ont d'ailleurs anticipé une remontée des taux, les bons du Trésor à trente ans ayant largement dépassé le niveau des 9 %.

A Paris, les marchés obligataires se sont effrités notamment le MATIF qui, si l'on veut, avait bien progressé ces derniers jours. Des rumeurs circulent dans les milieux financiers sur le sort de M. Francis Bourgeois ont entraîné des échanges assez importants sur le titre Bourgeois en début de matinée. Par ailleurs, les actions de la Compagnie du Midi et de Perrier ont encore été bien «travaillées».

Sur le second marché, les actions du Groupement foncier français ont été invendues mardi au cours de 230 F. On a ordonné passé 230 F et 250 F ont été répondu à concurrence de 17 %. La société Odis Participations Odis lance une OPA sur les actions et bons de souscription d'actions de Lucie. La cotation de cette dernière a été suspendue mardi jusqu'à nouvel avis sur le marché au comptant.

La baisse de Wall Street, des prises de bénéfices et la proximité de la clôture de l'année fiscale ont également pesé sur la tendance.

Quasiment, tous les secteurs ont payé un lourd tribut à la baisse, à l'exception de ceux des pâtes à papier, des produits chimiques et des imprimeries. En effet, les investisseurs anticipent une forte demande de papier et d'encre en cas de décès de l'empereur, âgé de quatre-vingt-sept ans. Certains valeurs n'ont pas pu être cotées tant les achats ont été importants.

VALEURS	Cours de 19 sept.	Cours de 20 sept.
Alcatel	590	570
Banque Paribas	1 280	1 280
BNP	1 420	1 420
Fiji Bank	3 130	3 130
Heineken	2 110	2 110
Industrie de la Soie	2 030	2 030
Michoud & Fournier	973	941
Sony Corp.	6 960	6 820
Toshiba Motors	2 760	2 640

TOKYO, 20 sept.

Chute brutale

La très nette détérioration de l'état de santé de l'empereur Hiro-Hito a provoqué une vive baisse des cours à la Bourse de Tokyo, qui, de ce fait, a abandonné 17,26.

L'indice Nikkei a perdu 352,42 points, à 27 546,56.

La baisse de Wall Street, des prises de bénéfices et la proximité de la clôture de l'année fiscale ont également pesé sur la tendance.

Quasiment, tous les secteurs ont payé un lourd tribut à la baisse, à l'exception de ceux des pâtes à papier, des produits chimiques et des imprimeries. En effet, les investisseurs anticipent une forte demande de papier et d'encre en cas de décès de l'empereur, âgé de quatre-vingt-sept ans. Certains valeurs n'ont pas pu être cotées tant les achats ont été importants.

La baisse de Wall Street, des prises de bénéfices et la proximité de la clôture de l'année fiscale ont également pesé sur la tendance.

Quasiment, tous les secteurs ont payé un lourd tribut à la baisse, à l'exception de ceux des pâtes à papier, des produits chimiques et des imprimeries. En effet, les investisseurs anticipent une forte demande de papier et d'encre en cas de décès de l'empereur, âgé de quatre-vingt-sept ans. Certains valeurs n'ont pas pu être cotées tant les achats ont été importants.

PARIS:

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours
AGF SA	288	288	Lept. Ière de mai	254 40	250
Assicur. à l'Américain	531	531	Lucas Investissement	251	251
Assur. de l'Etat	280	281	Lucas	254	254
BAC	443	440	Marin International	121 70	128 60
Banque de l'Inde	430	430	Marin	450	450
Banque de l'Inde	544	543	Marin International	119 80	117
Banque de l'Inde	538	538	Marin	555	550
Banque de l'Inde	380	380	Marin	240	230
Banque de l'Inde	896	896	Marin	725	725
Banque de l'Inde	1050	1050	Marin	104	104
Banque de l'Inde	1505	1505	Marin	306	306
Banque de l'Inde	705	705	Marin	417	425
Banque de l'Inde	670	670	Marin	415	415
Banque de l'Inde	263	263	Marin	415	415
Banque de l'Inde	135 50	135 50	Marin	415	415
Banque de l'Inde	1085	1085	Marin	415	415
Banque de l'Inde	284 50	281	Marin	415	415
Banque de l'Inde	761	770	Marin	415	415
Banque de l'Inde	1465	1465	Marin	415	415
Banque de l'Inde	770	770	Marin	415	415
Banque de l'Inde	519	519	Marin	415	415
Banque de l'Inde	355	355	Marin	415	415
Banque de l'Inde	238	240	Marin	415	415
Banque de l'Inde	395	395	Marin	415	415
Banque de l'Inde	418	418	Marin	415	415
Banque de l'Inde	182	182	Marin	415	415
Banque de l'Inde	940	940	Marin	415	415
Banque de l'Inde	885	885	Marin	415	415
Banque de l'Inde	885	885	Marin	415	415
Banque de l'Inde	1070	1070	Marin	415	415
Banque de l'Inde	110 30	112	Marin	415	415
Banque de l'Inde	25	25	Marin	415	415
Banque de l'Inde	235	235	Marin	415	415
Banque de l'Inde	537	537	Marin	415	415
Banque de l'Inde	220	220	Marin	415	415
Banque de l'Inde	110	108	Marin	415	415
Banque de l'Inde	174 20	173	Marin	415	415
Banque de l'Inde	312	300	Marin	415	415

LA BOURSE SUR MINTEL 36-15 TAPEZ LEMONDE

Marché des options négociables le 19 septembre 1988

VALEURS	Cours princ.	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
		Septembre	Décembre	Septembre	Décembre
Accor	448	54,50	73	1,40	8
CEC	328	5,50	25	3,50	13
EF-Agilite	328	5	26	3,50	13
Lafarge-Capit	1 390	78	135	3	-
Michelin	180	13	24,50	6,50	7
Midi	1 355	69	135	16	-
Paribas	400	31	48	0,50	9
Pagnot	1 280	42	118	9	51
Saint-Gobain	528	8	29	8	21
Société générale	400	28	42	2,50	16,50
Thomson-CSF	180	18,15	21,50	-	7

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 19 sept. 1988				
Nombre de contrats : 49 199.				
COURS	ÉCHÉANCES			
	Sept. 88	Déc. 88	Mars 89	
Dernier	106,40	105,35	104,60	
Précédent	106,05	104,95	104,20	
Options sur notionnel				
PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Déc. 88	Mars 89	Déc. 88	Mars 89
102	3,45	3,26	0,18	0,63

INDICES

CHANGES		BOURSES	
Dollar : 6,3540 F =		PARIS (INSEE, base 100: 31-12-87)	
Le dollar s'est apprécié, mardi 20 septembre, à Tokyo face à la devise japonaise, affectée par l'état de santé de l'empereur Hiro-Hito. Il élargit à 134,15 yens, contre 133,80 yens la veille. A Paris, la monnaie américaine était pratiquement stable à 6,3540 F, contre 6,3335 F au fixing de lundi.		Valeurs françaises : 127,1 Valeurs étrangères : 117,3 (SM, base 100: 31-12-87) Indice général CAC : 364,5 (SM, base 100: 31-12-87) Indice CAC 40 : 1 365,21 1 366,19	
FRANCFORT 19 sept. 20 sept. Dollar (en DM) .. 1,87 1,8678		NEW-YORK (Index Dow Jones) 16 sept. 19 sept. Industrielles 2 098,15 2 091,08 LONDRES (Index Financial Times) 16 sept. 19 sept. Industrielles 1 422,5 1 418,6 Mines d'or 173,8 164,4 Fonds d'Etat 94,82 96,50	
TOKYO 19 sept. 20 sept. Dollar (en yen) .. 133,80 134,15		TOKYO 19 sept. 20 sept. Nikkei Dow Jones 27 546,56 27 548,28 Indice général 2 151,86 2 123,64	
MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés) Paris (20 sept.) 73/67 75/76 New-York (19 sept.) 84/16 84			

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR	UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ hauss	+ baiss	+ hauss	+ baiss	+ hauss	+ baiss
SE-U.	6,3470	6,3520	- 46	- 32	- 75	- 50
S. can.	5,2042	5,2104	- 127	- 103	- 253	- 216
Yen (100)	4,7242	4,7315	+ 86	+ 107	+ 191	+ 228
DM	3,3908	3,4008	+ 66	+ 83	+ 142	+ 165
Franc	3,0185	3,0243	+ 45	+ 56	+ 96	+ 114
FR (100)	16,1996	16,2296	+ 17	+ 34	+ 46	+ 83

هكذا من الأصل

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
2 Après le lancement du premier satellite israélien. 3 La démission du gouvernement polonais accentue l'atmosphère de crise. 4 Après le coup d'Etat en Haïti. 5 Manifestation antigouvernementale au Mexique.	6 La campagne pour les élections cantonales : la tradition des potentats. 7 La préparation du référendum sur la Nouvelle-Calédonie. — M. Le Pen en Polynésie.	8 La polémique sur le jour du catéchisme. — Les avions ravitailleurs français seront modernisés. 12 Justice.	13 Rencontre avec Isabelle Huppert. 14 Une enquête sur le public de la danse. — Communication : le service public en question.	19 La préparation du congrès de la CFTD à Strasbourg. — Un entretien avec le PDG des Chargeurs réunis. 20 La préparation du budget 1989. 21 La vie dans les entreprises. 22-23 Marchés financiers.	Abonnements 20 Campus 8 Camet 12 Météorologie 16 Mots croisés 16 Radio-Télévision 16 Spectacles 15	● Petits du gros porteur, le nouveau service Bourse est enfin arrivé BOURSE ● Le marché de l'art sur minitel ARTLINE 36-15 tapez LEMONDE ● LES JEUX OLYMPIQUES EN DIRECT. 36-15 tapez LM

JAPON

L'empereur Hirohito se trouve dans un état critique

L'empereur Hirohito du Japon est mourant. Les médecins qui l'entourent ont annoncé, mardi 20 septembre, qu'une intervention chirurgicale n'était plus possible, la gravité de son état — qualifiée de « critique » — ne permettant plus son transfert à l'hôpital du palais impérial de Tokyo. L'empereur souffre d'hémorragies internes et externes. Son état de santé s'était brusquement aggravé dans la nuit de lundi à mardi, nécessitant une très importante transfusion sanguine.

Le Japon se prépare à la mort du souverain, monté sur le trône du Soleil-Levant il y a soixante-trois ans. Le gouvernement a commencé de débattre de la procédure qui va conduire le pays à changer d'ère dynastique après la disparition de l'empereur Hirohito, auquel devrait succéder le prince héritier Akihito. L'empereur, qui est âgé de quatre-vingt-sept ans, avait déjà subi, il y a un an, une importante intervention chirurgicale au pancréas, peut-être à la suite d'une infection d'origine cancéreuse.

Toutes les chaînes de télévision japonaises ont suspendu leurs programmes, en particulier la retransmission des Jeux olympiques de Séoul, pour diffuser des reportages en direct du palais impérial. — (AFP, Reuters.)

Les Jeux olympiques

Lutte gréco-romaine

Catégorie des 48 kg
1. V. Maenza (Ita.).
2. A. Glib (Pol.). 3. B. Tzenov (Bul.).

Catégorie des 62 kg
1. K. Madjidi (URSS).
2. J. Vanguelov (Bul.).
3. A. Dae-Hyun (Cor.).

Le Français Gilles Jalabert a obtenu la septième place en battant le Suisse Dietsche.

Catégorie des 90 kg
1. A. Konev (Bul.).
2. H. Kuskela (Fin.).
3. V. Popov (URSS).

Le Français Jean-Christophe Court a été éliminé au troisième tour.

Pantathlon moderne

Classement individuel après trois épreuves
1. J. Martinek (Hon.), 3320 pts.
2. V. Iagorichvili (URSS), 3239.
3. L. Faustin (Hon.), 3231.
(...) 6. J. Bouzou (Fra.), 3159.
(...) 9. C. Ruer (Fra.), 3095.
37. B. Gérard (Fra.), etc.

Classement par équipes après trois épreuves
1. Hongrie, 9604 pts; 2. Grande-Bretagne, 9189; 3. France, 9137.

Le Français Christophe Ruer a remporté, mardi 20 septembre, l'épreuve de natation du pentathlon moderne.

● Incendies de forêts : des renforts à la Réunion. — Pour épauler les centaines d'hommes combattant dans des conditions très difficiles (vent violent, haute altitude) les gigantesques incendies qui ravage depuis plusieurs jours les pentes boisées de l'île de la Réunion, une douzaine d'officiers et de sous-officiers de sapeurs-pompiers ont été dépêchés de Marignane (Bouches-du-Rhône) mardi 20 septembre. Appartenant au corps des sapeurs du Gard et à l'unité de sécurité civile de Brignoles, ces spécialistes, munis de matériels spéciaux pouvant être hélicoptérés, devaient rejoindre leur chef, le commandant Pagès.

RFA

Coups de feu à Bonn contre le secrétaire d'Etat aux finances

BONN
de notre correspondant

Plusieurs coups de feu — trois ou quatre selon la police — ont été tirés mardi matin 20 septembre contre la voiture de M. Hans Tietmeyer, secrétaire d'Etat aux finances, alors qu'il quittait son domicile à Bonn, pour se rendre au ministère. M. Tietmeyer n'a pas été touché. M. Gerhard Stoltenberg, ministre des finances, a mis cet attentat en relation avec l'ouverture à Berlin-Ouest, mercredi 21 septembre, de l'assemblée générale du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale.

Les milieux d'extrême gauche de la République fédérale entendent en effet troubler le déroulement de cette rencontre au sommet des

financiers du monde entier et mènent depuis plusieurs mois une campagne active de dénonciation du FMI, coupable à leurs yeux d'étranger le tiers-monde. Des organisations de gauche ont annoncé qu'elles défileraient dimanche prochain à Berlin à l'occasion d'une grande manifestation. Ce type d'action ne satisfait pas les milieux « autonomes » qui ont, de leur côté, annoncé des actions spectaculaires contre ce qu'ils appellent le « bal des vampires » de Berlin. Des renforts de police — deux mille sept cents hommes — ont été acheminés vers l'ancienne capitale, et les contrôles des véhicules à l'entrée de l'autoroute de transit vers Berlin-Ouest ont été renforcés.

L. R.

Peintre et théoricien

Richard Paul Lohse est mort

Peintre et théoricien, Richard Paul Lohse est mort à Zurich le 16 septembre dernier. Il était âgé de quatre-vingt-six ans.

Né à Zurich en 1902 et principal représentant de ce que l'on a nommé les Concrets zürichois, Lohse incarne sa vie durant l'idéal d'une peinture totalement et absolument abstraite gouvernée par les seules règles de la géométrie et de l'algèbre. Convenu dans les années 30 qu'il devait accepter l'héritage du constructivisme et du néo-platonisme, influencé profondément par les œuvres de Mondrian, de Van Doesburg, d'Albers et de Max Bill, Lohse entreprit alors un travail d'appropriation de l'image picturale. « J'essaie, écrivait-il, de composer un tableau avec des éléments fondamentaux qui sont les plus simples possibles : carrés, lignes, bandes, utilisant un rapport entre la structure et le cadre du tableau. »

A la différence de la géométrie de Mondrian qui tend au sacré, celle de Lohse sert un propos anti-expressif et anti-sensuel. Elle aboutit à la mise à plat de l'œuvre et à son découpage en surfaces régulières, elle-même colorées suivant des répartitions strictes, la toile n'étant elle-même qu'une variation dans une série définie au préalable par ses éléments de base. Après des suites consacrées à la ligne, les Farbenbilder de l'après-guerre, Lohse en vint assez vite à ce qui doit demeurer comme sa formule préférée, celle d'une toile carrée ou rectangulaire divisée par verticales et par horizontales en carrés qui forment des rangs et des colonnes. Cette colonne ou tout rang constitue un suivi de couleurs de couleurs différentes, chaque colonne et chaque rangée devant impérativement contenir la totalité des couleurs. Il n'y a plus ni forme, ni geste, ni intervention de l'œil du peintre.

tre, mais l'application répétitive et logique d'une structure systématique. Les pigments doivent être posés de la façon la plus neutre possible et l'œuvre réduite à sa matérialité la plus immédiate.

Ce réductionnisme ascétique et rigide, Lohse en a écrit la théorie et s'est efforcé de la diffuser largement, que ce soit au sein de l'Alliance, association d'artistes belges qu'il fonda en 1937, ou dans des revues telles que *Abstrakt* et *Konkret* ou *Bauen + Wohnen*. Forte en Suisse, son influence a été cependant plus discrète en France bien qu'il ait été exposé par Denise René dès 1948. Les expositions historiques consacrées depuis deux ans aux années 50 et une vaste rétrospective au Musée de Grenoble ont été, néanmoins, suscitées un regain d'intérêt pour l'œuvre de ce rigoriste du matérialisme pictural.

PHILIPPE DAGEN.

● Corruption à Nice : quatre inculpations. — M. François Boissieu, juge d'instruction au tribunal de Nice, a inculpé et écroué quatre personnes impliquées dans une affaire de corruption se rapportant aux relations entre une entreprise de pompes funèbres et des employés de la morgue de l'hôpital Pasteur (le Monde du 28 août). Ce sont, d'une part, Gérard Vittoria, gérant de la Société des pompes funèbres associées, inculpé de corruption active, et, d'autre part, Jean-Luc Mattheu, Antoine Palma et Jean-Marie Hab, inculpés de corruption passive.

● Mis et Thiennot cessent leur grève de la faim. — Raymond Mis et Gabriel Thiennot condamnés à quinze ans de réclusion criminelle pour le meurtre d'un garde-chasse commis dans l'Indre en 1946 et dont le Cour de cassation avait rejeté la requête en révision le 15 juin dernier, ont décidé, samedi 17 septembre, de cesser la grève de la faim entreprise l'avant-veille pour faire reconnaître leur innocence (le Monde du 17 septembre). Ils y avaient été invités par un de leurs avocats, M. Collard, pour qui « on leur a déjà trop volé de leur vie et ceux qui leur ont fait tant de mal ne méritent pas un pareil sacrifice ».

LATREILLE
SPECIALITE DU TRÈS BEAU VÊTEMENT

Quinzaine de la Jupe

du 16 au 30 septembre

62 rue St André-des-Arts 6^e

Tel: 43.29.44.10

PARKING ATTENDANT A NOS MAGASINS

Le numéro du « Monde » daté 20 septembre 1988 a été tiré à 585 854 exemplaires

Après les incidents de l'académie de Créteil

M. Jospin dénonce des « brutalités » contre des fonctionnaires

Le ministre de l'éducation nationale, M. Lionel Jospin, dénonce dans un communiqué « des incidents sérieux qui se sont produits dans l'académie de Créteil. Des groupes ont envahi les inspections d'académie de Bobigny et de Créteil en se livrant à des brutalités assorties dans un cas d'une menace de mort à l'égard de certains fonctionnaires. Des inspecteurs départementaux de l'éducation nationale ont été séquestrés », déclare le ministre.

M. Lionel Jospin fait référence à des incidents survenus le vendredi 16 septembre. Des parents d'élèves, des enfants, menés par le maire communiste de Villeneuve-le-Roi, M. Pierre Martin, et des « professionnels de la manifestation », selon l'expression de M. Yves Bottin, inspecteur d'académie, ont envahi les locaux. Ils demandaient des postes supplémentaires au collège Jean-Macé, dont les effectifs ont augmenté, alors que l'inspection d'académie proposait seulement des heures en plus.

Les bureaux ont été occupés, des portes enfoncées et un responsable a été menacé. Les forces de l'ordre ont participé pour obtenir le départ des manifestants, mais un policier a été blessé. Commencée à 9 h 30 du matin, l'occupation s'est achevée à 16 h 45 quand les occupants partaient pour aller se ravitailler. M. Yves Bottin dénonce « la tension, la violence verbale et la violence tout court » de cette manifestation.

A Nice

Deux fonctionnaires de police inculpés et écroués

Un commis aux écritures en poste à la sûreté urbaine de Nice, Jean Ballesta, et un inspecteur principal, photographe de l'identité judiciaire auprès de l'antenne nicotise de la P.J., Jean-Baptiste Arrighi, ont été écroués, les 15 et 16 septembre, inculpés de vols de scellés et d'escroquerie à l'assurance. Il est reproché à M. Ballesta d'avoir soustrait à son profit des bijoux provenant de scellés et qui étaient gardés dans l'armoire forte du commissariat de Nice. Aussi, écroués, les bijoux avaient été placés en gage d'un emprunt effectué auprès du Crédit municipal.

Quant à M. Arrighi, il aurait été complice de M. Ballesta dans une escroquerie à l'assurance à la suite d'un faux cambriolage. C'est grâce aux photos « officielles » du premier que le second aurait touché la prime d'assurance, que les deux hommes seraient partis.

Ceux-ci sont enfin accusés de s'être partagé des billets de banque provenant de sommes saisies et entreprises à la sûreté urbaine. Pour camoufler ces prélèvements, M. Ballesta aurait remplacé les billets volés par de fausses coupures découvertes lors d'enquêtes sur le faux-monnayage.

L'information judiciaire a été confiée à M. François Boissieu, juge d'instruction au tribunal de Nice.

Sur le vif

Ma chère place

Ce va mal ! Ce va mal ! Vous me verriez : une éblouissante, une flaque, tout juste bonne à éponger à la serpillière. Pourquoi ? Ben, tiens, à cause du Point de la semaine dernière. Mon entourage me l'avait caché pour pas me faire de la peine. Et puis, hier, chez le dentiste, en attendant de passer au fauteuil électrique, je parcours, distraite, les titres des magazines, et ça me saute à la gueule : France, corruption à tous les étages. Ah ! le choc ! C'est pas compliqué, si à ce moment précis la porte ne s'était pas ouverte, je me jetais par la fenêtre. De honte. De désespoir.

C'est épouvantable ! Une vraie république bananière, ce pays. Du haut en bas de l'échelle, du ministre à l'employé, dans le public et dans le privé, c'est tout békéchi et compagne. Et je te graisse la patte et je te pourliche et je te fausse facture et je te port-de-vinasse et je te concusse. C'est à qui arroses qui : les entrepreneurs, les maires, les banquiers, les politiciens, les syndicalistes, les labos, les médecins, les promoteurs et, attends, moi, c'est ça qui m'a tué, les journalistes.

Parfait qu'on vit aux frais de la princesse, qu'on nous offre des voyages fabuleux et des séjours princiers sous les cocotiers, simplement pour nous arracher un petit mot de remerciement parfaitement désintéressé, qu'on touche des enveloppes mensuelles, qu'on... Je vous demande pardon, j'arrête, je peux pas continuer. Ça me rend malade. Quelle humiliation !

Et moi ? Pourquoi personne a jamais essayé de m'acheter ? Parce que je veux pas un clou ? Même pas trois francs six sous ? Elle est pourtant pas large, celle de mon bureau. Alors, ça que je dis ou rien, ici, dans mon petit coin, c'est kif-kif-le-pistolet ?

C'est d'autant plus vexant que, maintenant, je peux bien vous l'avouer, le matin quand je descends ma copie au premier, je suis obligée de glisser un billet de 500 balles entre les feuilles. Faute de quoi, à tous les coups, j'y ai droit : Désolés, on n'a pas la place aujourd'hui. Si tu veux qu'elle passe demain, ça crotte, faudra faire un effort, me petite chérie.

CLAUDE SARRAUTE.

M. Juppé se prévaut de la « clarté » de sa position à l'égard du FN

Tandis que M. Jacques Chirac se consacre davantage à ses activités municipales parisiennes, et dans l'attente de la position que le RPR prendra à la mi-octobre sur le référendum concernant la Nouvelle-Calédonie, M. Alain Juppé, secrétaire général, parcourt quelques départements pour soutenir les candidats de son mouvement aux élections cantonales. C'est une occasion pour lui de relancer les contacts avec les responsables locaux d'un RPR troublé par les discussions du sommet.

M. Juppé a choisi pour première étape le département des Bouches-du-Rhône, où son parti — qui ne possède plus qu'un seul député, M. Maurice Toga — a souffert du voisinage d'une UDF entraînée par M. Gaudin et de la concurrence d'un Front national surchauffé.

Or, en arrivant à Marseille lundi 19 septembre, le secrétaire général du RPR a trouvé une situation politique en pleine évolution. Les relations locales entre les deux formations de l'opposition se sont normalisées et M. Jean-Claude Gaudin, président UDF du conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, a assisté aux côtés de M. Toga, secrétaire départemental du RPR, à une réunion présidée par M. Juppé.

Les résultats des élections législatives partielles de l'Oise, qui s'étaient déroulées la veille et la décision prise la semaine précédente par le RPR de condamner, sanctionner à l'appui, tout accord avec le Front national ont redonné de l'assurance à M. Juppé qui a pu affirmer : « L'opposition a pris, et elle est la seule, des positions parfaitement claires. Mais le secrétaire général du RPR a surtout interpellé les socialistes en leur demandant de « cesser de donner des leçons de morale ». Reprenant l'argument

annoncé par M. Balladur au « Grand Jury RTL-Le Monde » du 18 septembre, il a reproché au PS son alliance avec le PC, en demandant : « Le Parti socialiste a-t-il la même conception des droits de l'homme que le Parti communiste ? Si j'étais socialiste, je ne serais pas prêt de faire alliance avec un parti qui a toujours soutenu un régime dictatorial, un régime qui est la plus grande puissance antisémite de l'univers depuis 1945. »

Pour que le Parti socialiste « mette ses actes en conformité avec ses principes », M. Juppé lui demande donc d'accepter l'interdiction de la fusion des listes entre les deux tours des élections municipales. A cet argument, le RPR en ajoute un autre concernant la défense nationale : M. Mitterrand ayant rejeté les propositions de M. Gorbatchev « pour un préjudice démesuré de l'Europe », et pour « demander à la France de réduire son armement nucléaire et ses forces conventionnelles », comment les socialistes peuvent-ils concilier leur alliance électorale avec les communistes et leur fidélité à M. Mitterrand ?

Fort de sa condamnation absolue du Front national, le RPR croit trouver ainsi dans l'alliance électorale du Parti socialiste avec le Parti communiste une cible qu'il avait cru lui voir échapper avec les velléités de l'« ouverture ».

Il lui reste à récupérer la fraction de son électorat qui avait été attirée par les candidats du Front national. L'effondrement de ceux-ci au premier tour des élections de l'Oise, le report des voix de ces électeurs sur les candidats RPR au deuxième tour, l'absence de protestation de la part de la base après la condamnation du Front national par son parti, sont perçus par M. Juppé comme des éléments positifs mais encore insuffisants d'une récupération de l'électorat. L'argumentaire, lancé par le secrétaire général au responsable de la 4^e circonscription du Pas-de-Calais avec une mesure de suspension a conduit celui-ci, M. Jean-Marie Cousin, à faire amende honorable et à s'engager à ne conclure aucun accord électoral avec le Front national dans son secteur, ce qui a permis de suspendre la mesure dont il était frappé.

ANDRÉ PASSERON.

● RDA : l'ambassade du Danemark à Berlin-Est expulse dix-huit Allemands de l'Est. — L'ambassade du Danemark à Berlin-Est a expulsé dix-huit Allemands de l'Est qui s'y étaient réfugiés le 9 septembre pour demander à passer en RFA, a rapporté, mardi 20 septembre, le quotidien de Berlin-Ouest *Berliner Morgenpost*. Les autorités est-allemandes leur ont refusé l'autorisation d'émigrer et leur ont seulement promis l'impunité s'ils quittaient les lieux. En pleine nuit, après seize heures de négociations, la persécution dans les « sans violence » les dix-huit personnes, dont quatre enfants, à la porte. — (AFP.)

MACINTOSH II, C'EST LA PLUS FORTE TÊTE DU CLAN MACINTOSH.

36 900 F HT !!
Un Macintosh II disque dur 80 M.o. interne
clavier étendu, carte video, moniteur monochrome

INTERNATIONAL COMPUTER
La micro sans frontières
25, rue du Renard Paris 4^e ■ 42.72.26.26
64, av. du Prado Marseille 6^e ■ 91.37.25.03

Lolita Lempicka

BRADERIE EXCEPTIONNELLE
60 % à 80 %
Modèles de presse - Prototypes
Collections antérieures été - hiver
Tailleurs - Robes - Manteaux
du mercredi 21 au samedi 24 septembre, 10 h à 18 h
10, rue Sainte-Anastase, Paris-3^e

BEAUBOURG A MANOSQUE ?
CÉSAR N'EST PAS D'ACCORD
BEAUBOURG, C'EST BEAUBOURG ET MANOSQUE C'EST MANOSQUE !
C.E.S.A.R. Centre Européen Sur les Arts de la Rue
Création de mobiliers urbains respectueux des sites.
Architectes, designers, fabricants, futurs collaborateurs
techniciens et négociateurs, venez nous rejoindre. Participation possible.
C.E.S.A.R. - BP n° 6 69850 SAINT-MARTIN-EN-HAUT

A C D E F G H